

UN ANCRAGE POUR LA RÉSILIENCE DE L'AFRIQUE

AFRICAN PARKS



RAPPORT ANNUEL

2022



Le mont Galan dans le Parc national de Boma, au Soudan du Sud. À eux deux, les Parcs nationaux sud-soudanais de Boma et de Badingilo composent un paysage de près de trois millions d'hectares abritant l'une des plus grandes migrations de mammifères terrestres d'Afrique © Marcus Westberg

Couverture : Au Chinko, en République centrafricaine, les éleveurs nomades sont guidés le long de couloirs désignés où ils peuvent faire paître leur bétail sans nuire à la biodiversité du parc © Gaël Yann Le Martin

INTRODUCTION 02

- 04 Le portefeuille d'African Parks
- 06 Message du Président
- 08 Lettre du P.-D.G. et sommaire exécutif
- 16 Notre modèle
- 18 Protéger la nature intacte de l'Afrique
- 20 Notre impact en chiffres

LES PARCS 22

- 24 **Angola**
- 26 Parc national d'Iona
- 28 **Bénin**
- 30 Parc national de la Pendjari
- 32 Parc national du W
- 34 **République centrafricaine**
- 36 Chinko
- 38 **Tchad**
- 40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi
- 42 Parc national de Zakouma et Réserve faunique de Siniaka Minia
- 44 **République démocratique du Congo**
- 46 Parc national de la Garamba
- 48 **Malawi**
- 50 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi
- 52 Réserve de faune de Majete
- 54 Réserve de faune de Nkhotakota
- 56 **Mozambique**
- 58 Parc national de l'archipel de Bazaruto
- 60 **République du Congo**
- 62 Parc national d'Odzala-Kokoua
- 64 **Rwanda**
- 66 Parc national de l'Akagera
- 68 Parc national de Nyungwe
- 70 **Soudan du Sud**
- 72 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma
- 74 **Zambie**
- 76 Zones humides de Bangweulu
- 78 Parc national de Kafue
- 80 Parc national des plaines de Liuwa
- 82 **Zimbabwe**
- 84 Parc national de Matusadona
- 86 Programme de pépinière

NOS PARTENAIRES 88

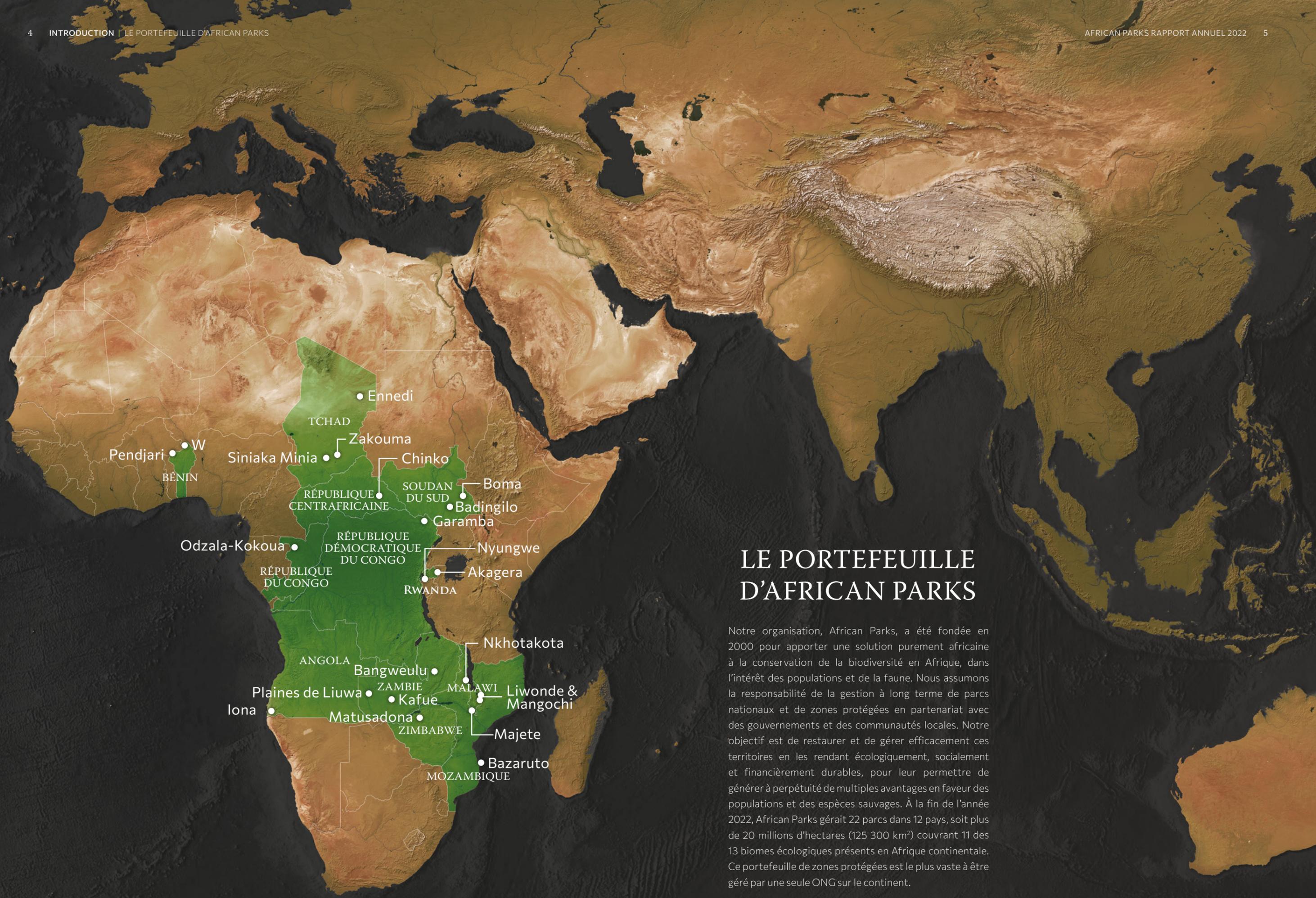
- 90 Partenaires gouvernementaux
- 94 Partenaires financiers stratégiques
- 104 Informations institutionnelles
- 106 En souvenir

FINANCES 108

- 110 Résultats financiers 2022
- 112 Résumé des états financiers
- 116 Gouvernance
- IBC Rejoignez-nous

INTRODUCTION

Le portefeuille d'African Parks	04
Message du président	06
Lettre du P.D.G. et sommaire exécutif	08
Notre modèle	16
Protéger la nature intacte de l'Afrique	18
Notre impact en chiffres	20



- Ennedi
- TCHAD
- Zakouma
- Siniaka Minia
- Chinko
- BÉNIN
- Pendjari
- W
- Boma
- Badingilo
- Garamba
- SOUDAN DU SUD
- RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
- Odzala-Kokoua
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
- Nyungwe
- Akagera
- RWANDA
- Nkhotakota
- Bangweulu
- Kafue
- Liwonde & Mangochi
- Matusadona
- Majete
- Bazaruto
- ANGOLA
- ZAMBIE
- MALAWI
- ZIMBABWE
- MOZAMBIQUE
- Iona
- Plaines de Liuwa

LE PORTEFEUILLE D'AFRICAN PARKS

Notre organisation, African Parks, a été fondée en 2000 pour apporter une solution purement africaine à la conservation de la biodiversité en Afrique, dans l'intérêt des populations et de la faune. Nous assumons la responsabilité de la gestion à long terme de parcs nationaux et de zones protégées en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales. Notre objectif est de restaurer et de gérer efficacement ces territoires en les rendant écologiquement, socialement et financièrement durables, pour leur permettre de générer à perpétuité de multiples avantages en faveur des populations et des espèces sauvages. À la fin de l'année 2022, African Parks gérait 22 parcs dans 12 pays, soit plus de 20 millions d'hectares (125 300 km²) couvrant 11 des 13 biomes écologiques présents en Afrique continentale. Ce portefeuille de zones protégées est le plus vaste à être géré par une seule ONG sur le continent.

UNE SOLUTION GLOBALE: INVESTIR DANS LA NATURE



Vasant (Vas) Narasimhan
PDG DE NOVARTIS

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AFRICAN PARKS NETWORK (APN),
DÉCEMBRE 2022 - AUJOURD'HUI

L'Afrique abrite 25% de la biodiversité mondiale – un chiffre stupéfiant – et sa protection fait partie intégrante de notre survie. Cependant, son taux de croissance démographique est trois fois supérieur à la moyenne mondiale, auquel viennent se rajouter les effets du changement climatique, la faiblesse de la gouvernance et les intérêts divergents des gouvernements : la plupart des zones protégées abritant une riche biodiversité manquent donc cruellement de ressources. Si nous n'agissons pas maintenant pour remédier à cette situation, la perte continue de ce qui nous reste de nature perpétuera une spirale d'instabilité sociopolitique.

Il y a trois ans, j'ai eu le plaisir de me joindre au conseil d'administration d'African Parks, une organisation africaine créée pour s'atteler à ce chantier et qui, en s'associant à des gouvernements et des communautés locales, propose une méthode de gestion permettant à ces espaces fragiles de recevoir les ressources nécessaires à leur développement. Les résultats obtenus en vingt ans sont remarquables : son portefeuille s'est enrichi de 22 zones protégées couvrant 12 pays et 20 millions d'hectares – soit cinq fois la superficie de la Suisse, où je réside aujourd'hui.

Outre son envergure et son impact, j'ai été touché par ses valeurs, qui correspondent aux miennes. J'ai eu le privilège de me rendre dans sept des parcs actuellement sous sa gestion : à chacune de ces visites, j'ai été ému par la passion et l'engagement inébranlables des équipes, par

leur souci de rendre compte et d'obtenir des résultats tangibles et, surtout, par le courage dont elles font preuve lorsqu'elles se rendent dans certaines des zones les plus reculées et inaccessibles, mais néanmoins importantes, de ce continent.

En endossant la présidence du conseil d'administration, je ressens de l'optimisme, mais aussi un profond sentiment de responsabilité. Il reste si peu de temps pour faire progresser la protection de la nature dont nous disposons encore. Nous, la communauté mondiale, ne pouvons pas nous contenter de discourir sur des solutions - nous devons les mettre en œuvre. L'année dernière, African Parks a affiné sa stratégie ; des capacités institutionnelles renforcées lui permettront de développer davantage encore son action. Cependant, nous nous heurtons à notre plus grand déficit de financement à ce jour. Nous travaillons sur des mécanismes de financement durables, mais nous espérons que la communauté mondiale se montrera à la hauteur de la situation et prendra sa part de la solution.

African Parks a démontré que, gérées de manière holistique, les zones protégées et la nature qu'elles protègent créaient une assise pour la durabilité et la résilience nécessaires au développement socioéconomique. La nature est notre meilleur instrument de lutte contre le changement climatique ; en la protégeant et en la restaurant, nous garantissons que ses services écosystémiques seront préservés à l'avenir, dans l'intérêt des populations et des espèces sauvages.

Je tiens à remercier sincèrement les gouvernements et les communautés qui, conscients de l'intérêt de protéger leurs ressources naturelles, se sont engagés dans des partenariats pour atteindre leurs objectifs. Je suis également profondément reconnaissant à nos donateurs actuels, dont la générosité nous aide à accomplir notre tâche. Alors même que nous nous efforçons de parvenir à protéger 30 zones d'ici 2030, nous comptons toujours sur votre soutien pour réunir 150 millions \$US au cours des trois prochaines années. Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude à mon prédécesseur, Robert-Jan van Ogtrop, qui a dirigé avec brio l'organisation ces 13 dernières années.

Je me réjouis à la perspective du chemin à parcourir et j'ai bon espoir qu'ensemble, nous pourrions faire de 2023 une année déterminante.

Cordialement, Vas Narasimhan, Président



BÂTIR LA RÉSILIENCE



Peter Fearnhead

LETTRE DU P.-D.G. ET SOMMAIRE EXÉCUTIF

Après une année d'augmentation constante du nombre de parcs sous notre gestion et de progrès accomplis dans chacun d'eux, je suis fier de vous présenter notre Rapport annuel 2022. En dépit des défis persistants que nous avons dû relever au sortir de la pandémie de Covid-19 – les conséquences brutales du changement climatique, en particulier les inondations au Malawi ; le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui a entraîné une modification de nos priorités de financement ; l'escalade de l'extrémisme militant au Bénin... –, nous avons traversé cette année 2022 dans de meilleures conditions que nous n'aurions pu l'espérer. Nous en sommes sortis tout à la fois plus forts grâce aux enseignements que nous en avons tirés, plus humbles face aux difficultés rencontrées par nos populations, et plus déterminés pour l'avenir.

L'ajout des Parcs nationaux de Kafue, en Zambie, et de ceux de Boma et de Badingilo, au Soudan du Sud, a considérablement accru notre portefeuille, qui compte désormais 22 parcs et 20 millions d'hectares de terres faisant l'objet d'accords de gestion formels ; par ailleurs, un certain nombre de parcs sont actuellement dans notre orbite suite aux discussions positives menées avec les gouvernements angolais et éthiopien. Kafue, Boma et Badingilo figurent parmi les plus importants projets de conservation que nous nous ayons jamais entrepris, et nous sommes impatients de nous atteler à la tâche que nous ont confiée les gouvernements. Guidés par notre désormais familière « Stratégie 161 » – à savoir, notre feuille de route pour la gestion efficace des 161 « zones d'ancrage » de l'Afrique (voir page 18) –, nous progressons régulièrement vers la réalisation de notre objectif : protéger 30 parcs d'ici 2030.

En décembre, nous avons dit un « au revoir » chaleureux à Robert-Jan van Ogtrop, notre vieil ami et président de longue date du conseil d'administration d'African Parks, auquel nous sommes profondément reconnaissants pour le rôle plein et entier qu'il a joué dans la croissance et le

développement d'African Parks en tant qu'organisation. Notre nouveau président, Vasant (Vas) Narasimhan, dont l'expérience considérable à la tête d'une multinationale se combine à sa passion pour la conservation, saura, nous en sommes convaincus, assurer un leadership solide au moment même où nous entamons un nouveau chapitre de notre histoire.

Alors même, selon les estimations, que la population vivant en Afrique devrait tripler d'ici 2100 et que la crise du climat et de la biodiversité est sous les feux de l'actualité, il est urgent et indispensable de trouver des solutions pour protéger la nature dans l'intérêt de l'humanité. African Parks est une innovation africaine, conçue en Afrique, qui s'est donné pour objectif de relever ce défi. Notre mission est d'être la première organisation de conservation sur le continent en termes d'impact. Nous faisons partie intégrante de la résilience de l'Afrique et nous voulons contribuer avec nos partenaires gouvernementaux et communautaires à la sauvegarde des espaces sauvages du continent, de ses ressources naturelles et des moyens de subsistance des millions de personnes dépendant de la nature pour leur survie.

Dans ce rapport, nous partageons non seulement nos réussites et les impacts positifs que nous avons exercés, mais aussi les défis que nous avons relevés et les enseignements que nous en avons retirés. Nous rendons hommage à ceux qui ont perdu la vie à l'avant-garde de ces efforts de conservation, et nous engageons en continu à réduire l'éventualité de nouvelles pertes à l'avenir. En conclusion, nous démontrons que nous restons attachés à notre objectif et que, pour l'atteindre, nous devons maintenir le cap.

À la lumière des difficultés actuelles liées au climat et à la biodiversité, le rôle fondamental que peuvent jouer des zones protégées bien gérées et l'importance de collaborer avec les gouvernements et les communautés locales pour les sauvegarder au profit des populations résidant dans et autour des parcs n'ont jamais été aussi patents.

Pour conclure, je tiens à remercier nos partenaires gouvernementaux de nous confier les précieux atouts naturels de leurs pays, nos donateurs, dont le soutien continu donne vie à toutes nos réalisations, et les individus remarquables qui œuvrent sur le terrain avec dévouement et acharnement, et sans lesquels notre tâche serait tout simplement impossible. Merci à tous pour votre loyauté, votre constance et votre engagement en faveur d'African Parks et de la conservation sur le continent africain.

Cordialement, Peter Fearnhead, P.-D.G.



Dans le Parc national de Kafue, en Zambie, trois troupeaux d'un millier de buffles chacun, ainsi que d'autres troupeaux de moindre envergure, se déplacent dans le parc pendant la saison sèche © Mike Dexter

NOTRE CROISSANCE – Notre portefeuille s'est considérablement étoffé au cours de l'année 2022 : à la fin de l'année, nous gérons 22 parcs répartis sur 12 pays. En juin, nous avons signé un accord révisé prolongeant de dix ans notre gestion du Parc national de Zakouma, au Tchad, suivi d'un engagement historique issu de plusieurs années de négociations : l'accord de 20 ans relatif à la gestion et la protection du Parc national de Kafue, d'une superficie de 22 400 km², signé le 1er juillet avec le gouvernement zambien.

En août, nous avons concrétisé un autre engagement majeur en signant avec le gouvernement du Soudan du Sud un accord renouvelable de dix ans concernant la gestion des Parcs nationaux de Boma et de Badingilo. À eux deux, ces parcs sont les pierres angulaires d'un territoire de cinq millions d'hectares qui accueille l'une des plus grandes migrations de mammifères terrestres d'Afrique. Chaque année, plus d'un million de cobes à oreilles blanches quitte le Parc national de Badingilo, que borde le Nil blanc, traverse le Parc national de Boma et pénètre dans le Parc national de Gambella, en Éthiopie, avant de parcourir le chemin inverse au changement de saison. La tâche qui nous attend est colossale, et cette entreprise sans doute la plus ambitieuse à laquelle nous nous soyons attelés à ce jour : nous devons d'abord appréhender cet écosystème, notamment les interactions complexes et souvent

violentes entre les différents groupes ethniques peuplant le territoire et sa périphérie, puis mettre en place les infrastructures de base et les accords nécessaires pour le gérer efficacement. L'opportunité est immense, les défis à relever le sont tout autant, mais nous sommes convaincus d'y parvenir.

NOS CHALLENGES – En février, l'extrémisme violent qui sévit au Burkina Faso et dans l'ensemble de la région sahélienne s'est propagé jusqu'au nord du Bénin, se traduisant par trois attaques dévastatrices dans les Parcs du W et de la Pendjari. Sept employés d'African Parks (quatre écogardes, deux chauffeurs et le chef instructeur francophone) ainsi qu'un soldat béninois ont perdu la vie lors de ces assauts. Les mois suivants, les attaques se sont poursuivies à l'intérieur et aux alentours de la Pendjari et du W, et l'armée béninoise a essuyé plusieurs pertes. Nous avons pris des mesures immédiates pour sécuriser notre personnel, en évacuant nos employés non impliqués dans les activités d'application de la loi au sein des parcs, en renforçant nos bases et en adaptant notre mode de fonctionnement. Nous avons également rencontré le Président du Bénin au sujet de notre rôle au W et à la Pendjari et des défis auxquels nous sommes confrontés. Le Gouvernement béninois a exprimé son soutien quant à la poursuite de notre gestion et s'est engagé à prendre des mesures de sécurité supplémentaires propres à créer un

environnement de travail plus sûr pour notre personnel.

Au Malawi, nous avons perdu un écogarde dans le Parc national de Liwonde et un autre dans la Réserve de faune de Majete. Ces deux décès résultent d'une agression par des braconniers. Ces événements tragiques soulignent les risques importants auxquels sont confrontés nos écogardes dans la protection de la biodiversité et l'importance cruciale que revêt la formation continue, laquelle permet à nos équipes d'effectuer leur tâche de la manière la plus sûre possible. Par ailleurs, l'indemnité décès et invalidité que nous allouons à l'échelle de l'organisation contribue à réduire la charge que doivent supporter les ayants-droits de nos employés tués dans l'exercice de leurs fonctions. Dans la mesure où la mauvaise gouvernance, la pauvreté et le changement climatique font peser une tension et une pression accrues sur les ressources naturelles, il devient crucial de maintenir un engagement cohérent et positif avec les communautés locales pour établir avec elles des partenariats et des relations solides. Ainsi, nous réduisons les risques de frictions dans ces environnements complexes.

Au début de l'année, le cyclone Ana a ravagé une grande partie du Malawi. La Réserve de faune de Majete et le Parc national de Liwonde ont connu des inondations effroyables, et leurs infrastructures ont subi des dégâts considérables. Fort heureusement, on n'a déploré à cette occasion aucune perte de vie humaine, et les quelques

animaux qui s'étaient échappés ont pu être rattrapés. African Parks a soutenu les opérations de secours déployées par le Malawi en affrétant des hélicoptères pour se rendre dans les zones reculées, ainsi qu'en fournissant des vivres et une aide médicale aux communautés affectées.

ENSEIGNEMENTS – Compte tenu de l'ampleur de nos opérations, il est inévitable que nous soyons confrontés chaque année à des incidents déchirants. Nous prenons chacun de ces défis comme une occasion d'apprendre et d'améliorer notre gestion dans tous les domaines relevant de notre responsabilité afin d'éviter, dans la mesure du possible, qu'ils ne se reproduisent.

Les pertes de vies humaines occasionnées par des attaques de militants dans le Parc national du W, au Bénin, ont été l'un des défis les plus graves que nous ayons dû relever jusqu'à présent. Notre réaction immédiate a été d'assurer la sécurité de l'ensemble du personnel. En outre, nous avons stoppé toutes nos opérations dans les zones menacées, loin des zones frontalières instables du nord. Toutes les routes menant au/du parc ont été surveillées, et nos écogardes ont reçu une formation spécialisée dans l'identification des engins explosifs improvisés (EEI). Le Gouvernement béninois a veillé à ce que nous recevions l'appui de l'armée nationale, qui a été déployée le long de la frontière pour réduire la menace d'une infiltration dans la Pendjari et le W. Nous avons également maintenu des



Le monument érigé dans le Parc national du W, au Bénin, à la mémoire des personnes décédées lors de l'attaque militante de février 2022 survenue à l'intérieur du parc © African Parks

contacts étroits avec les communautés locales, qui, en se joignant à ces actions de sécurisation, ont joué un rôle essentiel.

Nous avons déjà été confrontés à des conjonctures extrêmement difficiles, notamment dans le cas de l'Armée de résistance du Seigneur dans le Parc national de la Garamba, mais nous affrontons ici un type de menace entièrement nouveau. Nous ignorons comment la situation évoluera dans la mesure où les solutions potentielles dépassent la simple gestion du parc, mais nous sommes résolus dans l'immédiat à nous engager auprès du Gouvernement du Bénin et des communautés locales, qui seraient les grandes perdantes en cas d'échec. Lorsque nous sommes confrontés à des périls aussi importants, nous procédons, avant de décider de poursuivre les opérations, à une évaluation approfondie pour déterminer si notre personnel (direction), nos donateurs (financement) et nos partenaires gouvernementaux (mandat) sont favorables à notre maintien dans la région. Malgré la perte de vies précieuses et le grand nombre de blessés, l'engagement de notre équipe à sauvegarder ces parcs au bénéfice de la faune et des communautés, au sein du dernier écosystème intact d'Afrique de l'Ouest, a été une leçon d'humilité ; en fin de compte, perdre ces deux parcs constituerait un recul important pour la conservation et les populations de

l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons appris que l'engagement envers notre personnel, les communautés locales et la conservation dans les parcs que nous gérons, aussi longtemps qu'il nous est possible de le faire, est l'épine dorsale des mandats que nous signons.

Au fil des ans, et plus particulièrement en 2022, Bangweulu a connu un certain nombre d'interactions malheureuses entre les communautés résidentes et les écogardes, lesquelles ont abouti à des morts et des blessés. Si certaines ont été déclenchées par des actions visant les activités illégales, d'autres ont probablement été mal gérées par l'équipe chargée de faire appliquer la loi sur la conservation, voire aggravées par la collusion de certains policiers avec les braconniers. Bangweulu est le seul parc où il est du plein ressort des autorités nationales, et non d'African Parks, de faire appliquer la loi sur la conservation. Un tel arrangement complique fortement la gestion du personnel et renforce le bien-fondé du modèle standard d'African Parks, lequel place l'application de la loi sous notre gestion. Des actions sont actuellement entreprises pour remédier d'urgence à cette situation complexe.

Afin d'évaluer l'impact de nos actions de développement communautaire sur la création d'une base de soutien à la conservation, nous avons lancé notre première



Les membres de la communauté résidant aux alentours de la Réserve naturelle de Nkhotakota, au Malawi, ont planté en 2022 plus de 84 000 arbres fruitiers et indigènes dans le cadre de projets soutenus par African Parks © Thoko Chikondi



L'enquête sur l'Indice de circonscription pour la conservation (CCI) permet d'identifier les besoins des communautés et d'y répondre. Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo © African Parks

Enquête sur l'indice de soutien à la conservation (CCI) dans l'ensemble des parcs. Les résultats ont été pour l'essentiel encourageants : le score moyen de 65% reflète un sentiment positif à l'égard de la présence des parcs et de la cohabitation avec la faune, ainsi que les bonnes relations entre les communautés et les gestionnaires des parcs. Cependant, cette enquête a confirmé par ailleurs qu'il restait encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins et aux attentes des communautés. Grâce aux informations qu'elle nous a fournies, nous sommes en mesure d'affiner nos plans de développement communautaire et d'améliorer l'engagement futur des communautés. Si nous apprenons à mieux communiquer, à instaurer un climat de confiance et à déchiffrer les attentes, l'ensemble des domaines d'engagement entre le personnel de gestion du parc, y compris les écogardes, et les membres des communautés ne pourra que s'améliorer.

Les conflits homme-faune (HWC) constituent un challenge permanent tant pour les populations que pour la vie sauvage dans les parcs sous notre gestion. Les membres des communautés ont besoin d'aide pour garantir leurs moyens de subsistance dans les zones où ils doivent coexister avec la faune ; c'est pourquoi nous devons absolument trouver des interventions viables à long terme, lesquelles devront venir s'ajouter aux clôtures, aux patrouilles d'écogardes et à la surveillance des animaux. Un certain nombre de projets se sont avérés très fructueux, telles les clôtures en piment visant à

empêcher les éléphants de s'attaquer aux cultures dans les Parcs nationaux d'Odzala-Kokoua, de Matusadona et de Liwonde ; d'autres ont échoué, comme les clôtures à ruches d'Odzala-Kokoua : on a découvert que les abeilles ne colonisaient pas les ruches suspendues au ras de la forêt tropicale. Pour réduire l'impact des incidents liés aux HWC, tels que la perte de bétail par prédation et le pillage des cultures, il a été mis en place des fonds d'indemnisation dans les Parcs nationaux du W et des Plaines de Liuwa. En outre, les communautés sont incitées par le biais d'incitations financières à mettre en place leurs propres mesures d'atténuation, par exemple en gardant le bétail dans des bomas pour réduire la prédation. Dans l'ensemble, tandis que nous poursuivons nos études sur des interventions efficaces propres à atténuer les conflits, nous avons appris que l'éducation et la sensibilisation continues étaient essentielles en ce sens, dans la mesure où les populations apprennent à coexister avec la faune sauvage dans et autour des parcs gérés par APN.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Cette année encore, nous avons réalisé des exploits majeurs en matière de translocations d'animaux sauvages destinées à assurer l'expansion de l'aire de répartition et l'augmentation des effectifs des espèces les plus vulnérables d'Afrique.

En janvier et février, nous avons déplacé plus de 900 buffles du Parc national de Zakouma vers la Réserve de faune de Siniaka-Minia, au Tchad – le plus grand transfert



Le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, abrite la dernière population viable connue de dugongs en Afrique de l'Est © Rafael Fernandez Caballero

de buffles jamais réalisé. Malgré quelques pertes, le projet a été largement couronné de succès ; en 2024, une fois réalisée la mise en place d'infrastructures supplémentaires, nous entamerons la seconde phase. Fin juillet, nous avons mis le point final à notre deuxième plus grand transfert d'éléphants à ce jour : 263 pachydermes ont été déplacés du Parc national de Liwonde vers celui de Kasungu, au Malawi, en collaboration avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW) et le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW). Liwonde a également transféré 431 animaux à Kasungu et 947 autres à la Réserve forestière de Mangochi et à la Réserve faunique de Nkhotakota. En avril, nous avons accueilli nos premiers petits veaux nés des 30 rhinocéros blancs déplacés en 2021 d'Afrique du Sud vers le Parc national de l'Akagera, au Rwanda.

En novembre, une tragédie nous a frappés : suite à un empoisonnement, nous avons perdu la meute de 18 lycaons du Parc national de Liwonde. Il s'agit là d'un revers majeur pour la conservation des lycaons au Malawi. Désireux d'éviter de telles pertes, nous organisons régulièrement des formations de sensibilisation aux poisons à l'intention de nos écogardes, ainsi que des ateliers de lutte contre les empoisonnements dans les communautés vivant autour des parcs. Fort heureusement, les lycaons de la Réserve

de Majete prospèrent, ce qui nous fait espérer un possible rétablissement des effectifs du Malawi.

Pour terminer l'année, l'équipe de recherche du Parc national de l'archipel de Bazaruto (BANP), au Mozambique, a présenté avec succès une demande de réévaluation du statut du dugong d'Afrique de l'Est auprès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). La dernière population viable connue de cette espèce se trouvant à Bazaruto, l'UICN a approuvé le passage de la sous-espèce de la catégorie « vulnérable » à la catégorie « en danger critique d'extinction » sur sa liste rouge.

NOTRE COMMUNAUTÉ – L'équipe d'African Parks compte aujourd'hui 4 273 employés à temps plein, dont 97% sont des ressortissants nationaux. En outre, nous continuons d'apporter notre soutien à des milliers de travailleurs locaux à temps partiel. Notre équipe d'écogardes s'est développée : elle compte aujourd'hui plus de 1 430 membres. En septembre, des équipes venues de tous les parcs – du désert d'Iona, en Angola, jusqu'aux plaines inondées de Zakouma, au Tchad – ont participé à la course de 21 km du Wildlife Ranger Challenge : cette manifestation annuelle sensibilise quant au rôle des écogardes dans la conservation, non seulement pour la protection de la biodiversité, mais aussi en tant qu'ambassadeurs de la conservation, enseignants et agents de soutien communautaire.

Notre travail communautaire dans les parcs a continué d'exercer un impact positif sur la vie de milliers de personnes. Aujourd'hui, plus de 27 500 d'entre elles profitent d'initiatives de subsistance durable soutenues par les parcs : apiculture, pêche, agroforesterie, coopératives de guides, formations à l'élevage, à l'assistance vétérinaire et aux pratiques agricoles durables... Cette année, 53 000 membres des communautés ont bénéficié de soins médicaux dans des cliniques et des dispensaires soutenus par African Parks ; plus de 9 600 adultes et enfants ont reçu une éducation à l'environnement, et plus de 2 400 bourses d'études ont été accordées. Il a été organisé plus de 5 000 réunions communautaires pour maintenir ouverts les canaux de communication entre les parties prenantes et participer à des actions de type socioéconomique, ou encore en rapport avec l'éducation et les challenges liés aux conflits homme-faune.

L'ouverture officielle, en collaboration avec FoodTechAfrica, de la ferme piscicole de Gishanda, à l'extérieur du Parc national rwandais de l'Akagera, a particulièrement marqué l'année 2022. Soutenue par les gouvernements rwandais et néerlandais, la ferme de Gishanda fournit aux communautés une source indispensable de protéines en recourant à des méthodes

durables d'élevage du tilapia. Grâce à sa construction, 111 000 alevins ont été relâchés pour repeupler le lac Gishanda ; deux villages ont été électrifiés ; une nouvelle école primaire accueille 370 élèves ; huit postes permanents ont été créés, ainsi que des emplois occasionnels réguliers ; et une ferme maraîchère biologique gérée par la communauté a été mise sur pied grâce aux eaux grises de la ferme. En plus d'être une première pour African Parks, ce projet a été une excellente occasion d'apprentissage et constitue un exemple parfait et une référence solide en faveur d'une économie circulaire durable profitant aux communautés et à la biodiversité.

TOURISME – La plupart des parcs ont enregistré une croissance impressionnante du nombre de leurs visiteurs : les recettes ont connu une augmentation de 30% par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Certains parcs ont même enregistré leurs meilleures performances à ce jour, et le soutien constant des marchés touristiques locaux à notre égard est très encourageant. Le Parc national de l'Akagera a réalisé des recettes records de 3,7 millions US\$, Nyungwe de 780 000 US\$ et Majete de 650 000 US\$. Chaque dollar encaissé par le parc reste dans le parc ; il sert à la gestion de la conservation et aux actions communautaires associées à la gestion des zones protégées.



En 2022, environ 10 000 membres des communautés vivant autour du Parc national de la Garamba, en RDC, ont reçu des soins médicaux dans les dispensaires soutenus par African Parks © Marcus Westberg

NOTRE MODÈLE

POUR UN AVENIR DE RÉSILIENCE

En 2000, African Parks a été le pionnier du modèle de « partenariat public-privé » (PPP) en matière de gestion des zones protégées. Dans ce cadre, nous assumons l'entière responsabilité de toutes les fonctions gestionnaires des parcs et rendons compte à 100 % aux gouvernements, lesquels en demeurent les propriétaires et les décideurs politiques. Pour ce faire, nous concluons des accords renouvelables à long terme d'une durée moyenne de 20 ans (mandats), mettons en place des solutions de financement (fonds) et instaurons une bonne gestion et

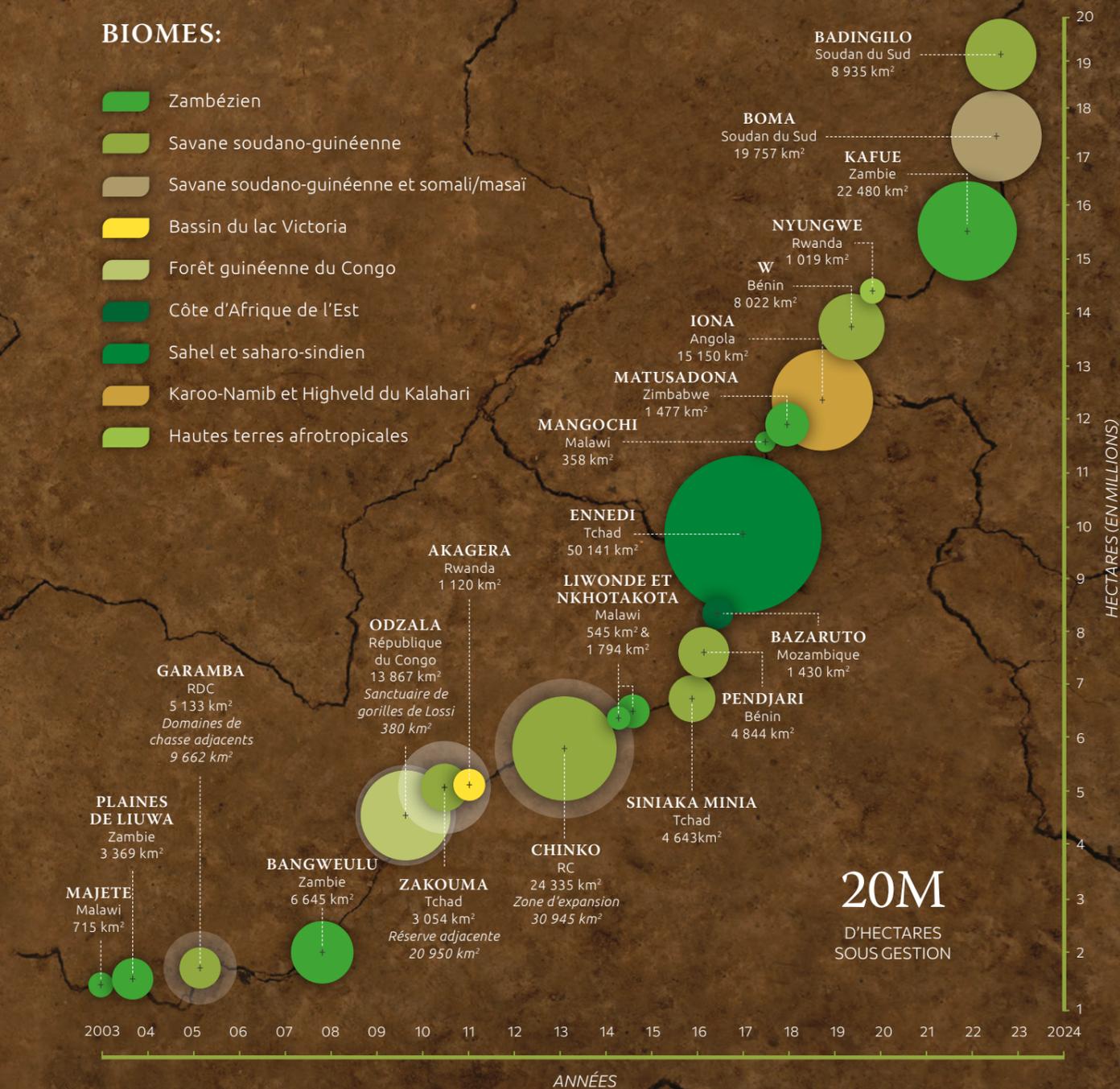
une gouvernance claire, par la création d'entités juridiques distinctes par parc ou par pays qui disposent chacune de leur propre conseil d'administration représentant les principales parties prenantes (gestion). Une fois ces trois éléments en place, nous mettons en œuvre les trois piliers étayés par la gestion et les infrastructures (voir infra), conçus pour restaurer et protéger les zones sauvages au profit des populations et des espèces sauvages tout en assurant la durabilité à long terme sur les plans écologique, sociopolitique et financier.

TROIS PILIERS : ACTIONS ET RÉSULTATS



BIOMES:

- Zambézien
- Savane soudano-guinéenne
- Savane soudano-guinéenne et somali/masai
- Bassin du lac Victoria
- Forêt guinéenne du Congo
- Côte d'Afrique de l'Est
- Sahel et saharo-sindien
- Karoo-Namib et Highveld du Kalahari
- Hautes terres afrotropicales



NOTRE EMPREINTE

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ DE L'AFRIQUE

African Parks administre 22 parcs dans 12 pays renfermant 11 des 13 biomes écologiques présents sur le continent africain, garantissant la gestion efficace et, donc, la protection de 20 millions d'hectares. En 22 ans seulement, nous avons constitué le portefeuille le plus important et le plus diversifié sur le plan écologique de

toutes les organisations de conservation du continent. Notre objectif est de piloter 30 parcs d'ici 2030, de manière à assurer la bonne gestion de 30 millions d'hectares et concourir à une perspective élargie : celle de la protection à perpétuité de 30% de ces paysages africains exceptionnels.

PROTÉGER LA NATURE INTACTE DE L'AFRIQUE :

L'action la plus efficace pour
une meilleure résilience

Pour parvenir à abriter la résilience, nous devons d'abord nous pencher sur le fondement même de ce qui assure la pérennité de la vie sur Terre : la nature.

C'est principalement en Afrique que se concentre l'augmentation de la population mondiale. D'ici 2100, sa population aura triplé ; du fait de cette croissance rapide et de l'exploitation intensive des ressources naturelles à l'échelle mondiale, l'impact de la dégradation de l'environnement devient critique. Si nous, espèce humaine, voulons survivre, nous devons agir de toute urgence pour protéger la nature et garantir la résistance aux phénomènes climatiques extrêmes qui provoquent sécheresses, inondations et famines.

La nature est le mécanisme interne permettant à la planète de réguler le climat et d'assurer la résistance

face à ces phénomènes climatiques extrêmes. Mais pour qu'elle fasse preuve de toute son efficacité, il importe que la biodiversité – qui consiste en l'interaction de toutes les espèces entre elles et avec leur environnement – soit demeurée intacte et pleinement fonctionnelle. La protection et la conservation des systèmes naturels encore existants, associées à une réduction aussi rapide que possible des émissions de gaz à effet de serre, sont le seul moyen de juguler le réchauffement de la planète. Telles sont les solutions les plus immédiates et les plus efficaces dont nous disposons.

L'urgence à protéger la biodiversité de la planète pour sauvegarder les écosystèmes critiques soutenant toute vie sur Terre est reconnue au niveau mondial. Toutefois, pour renforcer la résilience de la nature et des populations, nous devons prendre soin de ce que nous possédons déjà. Protéger la nature encore intacte coûte en moyenne 6 \$US par hectare et par an, contre 1 500 \$US/ha pour la restauration des écosystèmes détruits. La protection de la biodiversité est non seulement plus rentable, mais aussi bien plus rapide à atteindre que la restauration de la nature à un niveau permettant d'apporter une gamme entière de services écosystémiques essentiels. Et nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre.

Il existe environ 8 500 zones protégées en Afrique. Mais la plupart d'entre elles sont trop réduites ou dégradées pour assurer une sauvegarde de services écosystémiques

d'importance mondiale apte à garantir la résilience écologique face aux effets du changement climatique.

En 2020, nous avons réalisé une étude des zones protégées d'Afrique. En tenant compte de leurs dimensions, de l'intégrité de leur habitat et de la robustesse de leur législation, nous avons identifié 161 zones protégées comme des « zones d'ancrage » abritant une biodiversité importante, séquestrant le carbone, fournissant de l'air et de l'eau de bonne qualité et assurant la sécurité alimentaire de leurs populations.

Ces 161 zones d'ancrage constituent près d'un quart de la superficie totale des zones protégées en Afrique.

Une fois gérées de manière efficace, elles formeront le soubassement de la lutte pour la protection et la restauration de l'ensemble du paysage, en fournissant des services écosystémiques fonctionnels et une stabilité dont bénéficieront les communautés. Cette approche peut constituer pour l'Afrique l'épine dorsale de la protection de 30% des terres et des océans de la planète d'ici 2030, ce, afin d'instaurer une résilience climatique au bénéfice du continent et de ses habitants.

Selon African Parks, seuls 40% des 161 zones protégées

disposent de ressources suffisantes et sont gérées de manière durable à long terme. Dans les autres, notre attention est requise de toute urgence pour que se dissipent les menaces pesant sur la biodiversité, telles que la perte d'espèces et la dégradation des habitats.

Cependant, une gestion efficace et un financement à même de protéger la biodiversité sont la responsabilité partagée des gouvernements, des organes de gestion, des organismes donateurs, du secteur privé et des communautés locales.

Pour que cette responsabilité commune soit couronnée de succès, une responsabilité claire et collective des résultats sur le terrain est essentielle.

En puisant dans le capital naturel de la planète, l'humanité a considérablement réduit sa capacité à maintenir la vie sur Terre. Façonner une planète saine et résiliente ne sera peut-être pas à notre portée au cours de notre vie, mais il nous faut nous attaquer à la racine du problème – la protection inadéquate des systèmes naturels existants – tout en garantissant la stabilité socioéconomique, de manière à permettre aux communautés les plus vulnérables du monde de survivre à cette période critique de notre histoire planétaire.

Le Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo, se trouve au cœur du bassin du Congo : cette forêt tropicale, la deuxième plus vaste au monde, forme 18% des forêts de ce type encore existantes @ Frank Petersens

NOTRE IMPACT EN CHIFFRES

En gérant ses parcs de manière efficace, African Parks exerce un impact positif durable grâce à des accords renouvelables à long terme permettant de protéger les services écosystémiques, d'améliorer les avantages socioéconomiques et d'instaurer la sécurité et la gouvernance. Nous examinons ici notre impact et les domaines dans lesquels nous avons renforcé nos capacités à long terme, dans le but de sauvegarder la biodiversité au profit des populations et de la faune.

DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE Des écosystèmes sauvages fonctionnels sont indispensables à la survie de l'humanité. Nos chiffres montrent comment nous renforçons la résilience écologique dans les parcs sous notre gestion.

SOCIOPOLITIQUE Des parcs bien gérés qui fournissent des services écosystémiques sains aptes à soutenir les moyens de subsistance, la santé et l'éducation des communautés, à améliorer la vie de milliers d'individus et à permettre la création, au sein de la population locale, d'un groupe d'intérêt solide en faveur de la conservation.

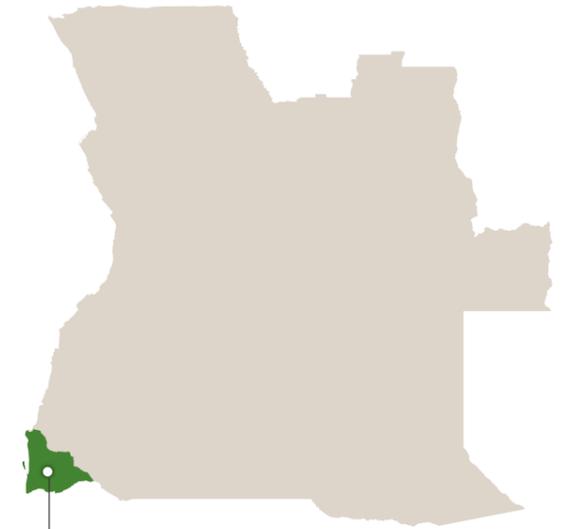


DURABILITÉ ÉCONOMIQUE Des parcs bien gérés génèrent des revenus procédant de la création d'emplois, du tourisme et d'autres projets de développement durable, stimulant ainsi une économie axée sur la conservation.



LES PARCS

ANGOLA	24
26 Parc national d'Iona	
BÉNIN	28
30 Parc national de la Pendjari	
32 Parc national du W	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	34
36 Chinko	
TCHAD	38
40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
42 Parc national de Zakouma et Réserve de faune de Siniaka	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	44
46 Parc national de la Garamba	
MALAWI	48
50 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
52 Réserve de faune de Majete	
54 Réserve de faune de Nkhotakota	
MOZAMBIQUE	56
58 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
RÉPUBLIQUE DU CONGO	60
62 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RWANDA	64
66 Parc national de l'Akagera	
68 Parc national de Nyungwe	
SOUDAN DU SUD	70
72 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma	
ZAMBIE	74
76 Zones humides de Bangweulu	
78 Parc national de Kafue	
80 Parc national des plaines de Liuwa	
ZIMBABWE	82
84 Parc national de Matusadona	
PROGRAMME DE PÉPINIÈRE	86



Parc national d'Iona

ANGOLA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

National Institute for Biodiversity Conservation (INBC)

PARC NATIONAL D'IONA

15 150 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

MAJOR FUNDERS Wyss Foundation,
Rob Walton Foundation, Legacy Landscapes Fund,
Stichting Natura Africae

PARTENAIRE CLÉ International Conservation
Caucus Foundation (ICCF)

UN PAYSAGE DE RÉSILIENCE



DIRECTEUR DU PARC

Pedro Monterroso

ANGOLA — Malgré son inaccessibilité et son aridité, le Parc national d'Iona abrite une biodiversité unique et riche : plus de 37 espèces de mammifères, 250 d'oiseaux et 70 de reptiles. Contigu au Parc national de la Côte des squelettes, en Namibie, il occupe 15 000 km² des 50 000 km² qui composent l'Aire de conservation transfrontalière Iona-Côte des squelettes. Bien que déclarée parc national en 1964, la zone d'Iona a été dévastée par la guerre civile, longue de plusieurs décennies, qui a occasionné le déclin massif des effectifs d'animaux sauvages – notamment l'extinction locale des rhinocéros et des éléphants – ainsi que d'immenses difficultés aux communautés vivant dans et autour du parc. Conscient du fait que la protection de ce paysage extraordinaire et de son potentiel relevait d'une nécessité urgente, le gouvernement angolais s'est associé à African Parks en décembre 2019 pour ressusciter Iona et assurer sa durabilité écologique, sociale et économique à long terme, au profit tant de sa faune et sa flore que de ses habitants. Aujourd'hui, les populations résiduelles de zèbres, d'oryx et de springboks font vivre les guépards, les léopards et les hyènes brunes. L'engagement et le développement des communautés sont au cœur des préoccupations : les aspirations des 7 000 personnes vivant à Iona et ses alentours sont prioritaires à mesure que se met en place une gestion efficace du parc. En moins de cinq ans, grâce à l'engagement du gouvernement, Iona a pris des mesures prometteuses propres à en faire un sanctuaire de coexistence durable entre les populations et la faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'inventaire des espèces d'amphibiens et de reptiles a été actualisé sur la base de l'étude 2021 du projet Skeleton Coast-Iona (SCIONA). Un nombre encourageant de 75 espèces y est recensé – cinq d'amphibiens et 70 de reptiles –, dont 40 font leur première apparition à Iona. En collaboration avec la Giraffe Conservation Foundation, nous avons étudié la faisabilité d'un transfert de girafes angolaises à Iona, et finalisé une due diligence favorable. L'introduction au cours de 2023 d'un premier groupe de girafes semble prometteuse.

La sécheresse qui a sévi pendant six ans a continué d'exercer ses effets sur la faune sauvage, contraignant des animaux tels que les oryx, les springboks et les zèbres à se rassembler autour des rares pâturages et sources d'eau disponibles au sein du parc ou à se disperser à l'extérieur. Selon une étude de SCIONA, les activités humaines tel l'élevage de bétail obligent la faune à se réfugier dans des habitats sous-optimaux, et le partage des terres accroît la rivalité pour les ressources. Ces conclusions, qui serviront au plan d'occupation des terres, soulignent la nécessité d'assurer à la faune un espace et d'inciter à sa coexistence avec l'homme. Le projet du gouvernement angolais visant à annoncer la création de la première Aire marine protégée, contiguë à Iona, a progressé lentement ; des consultations publiques ont été organisées à Moçâmedes et à Tômbwa, et il a été procédé à de premières études sur l'externalisation.

La collaboration entre les observateurs communautaires et l'équipe chargée de l'application de la loi dans le parc a continué à produire de bons résultats, et la collecte proactive d'informations a permis d'apporter une réponse rapide au problème du braconnage. Pour souligner cette collaboration, signalons que 90% des armes à feu récupérées l'ont été dans le cadre de ce programme ou remises volontairement par des membres de la communauté. Les 21 observateurs communautaires ayant suivi fin 2022 la formation de base des écogardes de terrain ont rejoint l'équipe d'Iona en tant que moniteurs de la faune, et sont venus dès janvier 2023 en renfort des écogardes. Cette équipe est une première pour Iona et pour les membres de la communauté, qui recevront désormais un salaire pour protéger la vie sauvage. La formation du personnel du poste de contrôle et des responsables de l'application de la loi a permis aux équipes chargées des patrouilles et des opérations basées sur le renseignement d'acquérir des connaissances et des techniques fondamentales, tandis que les réunions régulières entre les responsables et la police ont facilité l'échange d'informations et la collaboration.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le programme des observateurs communautaires s'est développé : 320 observateurs fournissent désormais des informations précieuses propres à atténuer l'impact de l'activité humaine non réglementée à l'intérieur et autour d'Iona. Les projets de soutien à l'engagement communautaire se sont poursuivis. Les réunions communautaires, organisées à intervalles réguliers, ont tourné principalement autour de l'éducation à l'environnement et de l'importance de la conservation ; 96 d'entre elles se sont tenues en présence des chefs traditionnels (Sobas), permettant de maintenir des relations solides avec les communautés. Afin d'améliorer la stratégie communautaire et le plan intégré d'utilisation des terres, il a été réalisé un recensement des communautés



Le travail communautaire au sein du Parc national d'Iona se poursuit avec des actions éducatives, sanitaires et socioéconomiques au profit des communautés avoisinantes, principalement le peuple Himba © Marcus Westberg

à l'intérieur et autour du parc qui a enregistré un peu plus de 7 000 personnes. Huit bourses ont été attribuées à des élèves résidant dans le parc et 110 élèves ont bénéficié de repas dans deux écoles primaires. Un total de 104 356 \$US a été versé en faveur du développement communautaire, notamment de l'éducation et du soutien médical, soit une augmentation de 98% par rapport à 2021.

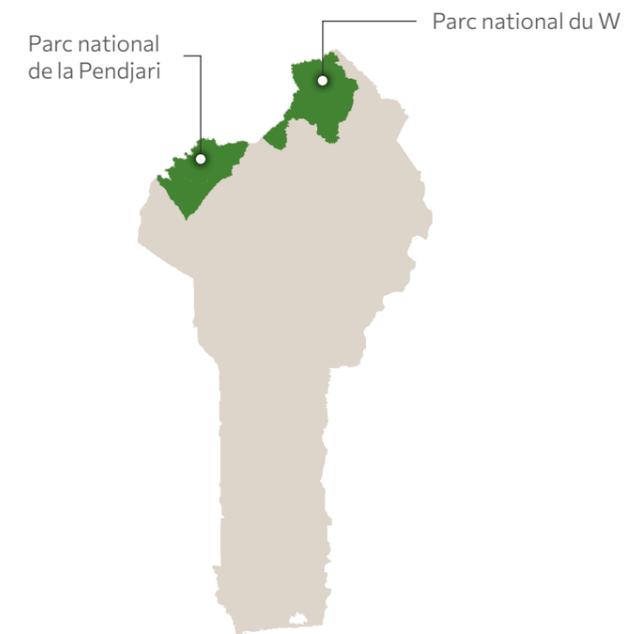
GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Après plus de deux ans, l'enregistrement en Angola de l'ONG African Parks a été confirmé ; de multiples processus administratifs, notamment l'importation de marchandises et certaines exonérations de taxes et de droits, s'en trouveront facilités pour Iona. La première réunion du Comité de supervision, composé de représentants clés du gouvernement et d'African Parks, a traité des plans de gestion et d'examen pour 2023 – une étape importante dans le développement du partenariat. Iona a reçu la visite d'une délégation du ministère de l'Environnement, de l'Instituto Nacional da Biodiversidade e Conservação (INBC) et du gouvernement provincial, qui ont tous démontré ainsi leur engagement à établir une relation de travail structurante. L'atelier sur la Stratégie de durabilité à long terme (LTSS) a défini les objectifs de durabilité d'Iona sur les plans écologique, sociopolitique et financier. L'équipe de gestion a été renforcée par de nouvelles nominations, notamment un responsable du financement et des rapports et un responsable de la conservation, promu par la suite au poste de responsable du parc. La construction du nouveau siège à Pediva a été entamée et son occupation est prévue pour

la mi-2023. La flotte de véhicules du parc s'est enrichie de sept véhicules et de 17 motos. Les dépenses totales d'investissement et de fonctionnement ont augmenté de 66%, les coûts salariaux de 71%.

TOURISME – Le plan de développement touristique sera finalisé courant 2023. Les nouveaux systèmes de distribution des réglementations et des formulaires d'indemnisation, ainsi que les panneaux de signalisation mis en place pour les trois portes du parc, soulignent le partenariat entre African Parks et l'INBC. Les opérateurs touristiques locaux et la renommée du parc en matière de pêche ont permis d'attirer 998 visiteurs.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Incorporer la surveillance aérienne dans les actions d'application de la loi en matière de conservation et dans le suivi de la biodiversité
2. Renforcer les capacités et développer l'équipe de développement communautaire pour améliorer la stratégie et l'efficacité
3. Élaborer et mettre en œuvre le Plan de développement touristique, le Plan d'affectation des terres et le Programme de surveillance de la biodiversité
4. Transférer les girafes d'Angola et réaliser des évaluations de faisabilité pour d'autres réintroductions
5. Finaliser la construction et l'installation dans le nouveau siège de Pediva



BÉNIN

GOUVERNEMENT PARTENAIRE
Gouvernement du Bénin

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

4 844 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, Gouvernement du Bénin, Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildcat Foundation, Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF)

PARC NATIONAL DU W

8 022 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, Gouvernement du Bénin, Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildcat Foundation, ECF: Save the Elephants, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

CRÉER UN ANCRAGE DE STABILITÉ



Pendjari
National Park
Benin

RESPONSABLE DU PARC
Habteyesus Tadesse

BÉNIN – Situé au sein du plus vaste écosystème sauvage demeuré intact d'Afrique de l'Ouest, les 4 844 km² du Parc national de la Pendjari font partie intégrante du complexe transfrontalier W-Arly-Pendjari (WAP). La faune résiduelle et les communautés environnantes ont subi des menaces grandissantes en raison de décennies d'instabilité régionale, de l'insuffisance des ressources et de la pression exercée par l'homme. En 2017, le Gouvernement béninois, conscient de l'avantage de sauvegarder des aires protégées pour la conservation de la nature et le développement socioéconomique de son pays, a invité African Parks à assumer la gestion de la Pendjari, devenue depuis lors un pôle de stabilité tant pour les populations que pour la vie sauvage. L'usage incontrôlé des ressources et le braconnage endémique ont été endigués, tandis que des milliers de personnes ont pu accéder à l'emploi, à l'éducation et aux soins médicaux.

Malgré la montée, en 2022, de l'activité militante au Bénin en provenance du Burkina Faso, laquelle a donné lieu à de violentes attaques dans la région, la direction du parc et une équipe d'écogardes dévoués sont parvenus à maintenir la sécurité à l'intérieur des limites du parc pendant cette période critique. La stratégie de sécurité a été révisée afin d'assurer la protection du parc, de sa faune et de ses habitants. Les communautés, la direction et le gouvernement œuvrent de concert à la stabilité du parc, ce qui se traduit par un sentiment accru de sécurité. Les investissements opérés dans les infrastructures, telles l'amélioration des clôtures et autres mesures d'atténuation, ont permis de réduire de 70% les conflits homme-faune, tandis que les initiatives de type socioéconomique, comme l'apiculture et la production de soja, ouvrent de nouvelles perspectives à des centaines de foyers. Malgré les défis à relever dans cette région, qui figure parmi les plus précaires d'Afrique, la Pendjari reste une contrée pleine d'espoir pour le peuple béninois, ainsi encouragé à continuer de protéger sa fragile biodiversité au profit des générations futures.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'instabilité sécuritaire régnant aux alentours du parc a compromis de nombreux projets programmés pour 2022. Le seul des deux recensements aériens réalisés montre une tendance à la stabilité du nombre des éléphants, buffles, bubales et antilopes rouannes. Malgré la finalisation des études de faisabilité et la signature d'un accord avec la République centrafricaine pour la translocation bilatérale d'élans géants et de cobes de Buffon, ce projet a été mis en suspens. Suite à une étude de faisabilité, le transfert des potamochères roux a également été ajourné, ainsi que ceux des autruches à cou rouge, des rhinocéros noirs, des guépards et des girafes. Trois éléphants ont été équipés de colliers de surveillance. Trois forages ont été aménagés pour améliorer les ressources en eau au profit de la faune sauvage, ainsi que trois stations de collecte de données météorologiques. En collaboration avec l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique (IRSNB) et le Laboratoire d'écologie appliquée du Bénin, il a été élaboré un glossaire en langue locale des essences de la flore riveraine.

Suite aux attaques des activistes au sein du Parc national du W en février dernier, une stratégie révisée de protection a été mise en place : les patrouilles motorisées ont été remplacées par des patrouilles à pied et à moto, de manière à éviter les routes minées : l'équipe des écogardes a été consolidée par une quinzaine de formations spécialisées et de remise à niveau, ainsi que par l'embauche de 37 nouvelles recrues. Le parc a accueilli le deuxième stage BFR destiné au Parc national du W-Niger, avec le concours direct d'instructeurs locaux. Malgré les difficultés, il est parvenu à confisquer 353 kilos de viande de brousse, 23 kilos de poissons et cinq kilos de queues d'éléphants. Les 87 arrestations ont donné lieu à la condamnation de 18 braconniers, 17 pêcheurs et 26 éleveurs à des peines de prison ou à des amendes. Quinze animaux ont néanmoins été braconnés, dont Dandani, la femelle guépard munie d'un collier.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – En collaboration avec l'Association villageoise pour la gestion des réserves de faune sauvage (AVIGREF), un soutien accru a été apporté aux communautés vulnérables, y compris la stratégie de sécurité révisée. La réorganisation de l'occupation des sols a permis d'enregistrer tous les exploitants des terres communautaires et de réglementer plus de 3 500 hectares de terres agricoles. Cela a permis de promouvoir l'agriculture biologique – 180 tonnes de coton biologique ont été produites par 240 agriculteurs, et 12 734 plants de différentes essences végétales ont été ensemencés – et aussi de faciliter la gestion des conflits armés : après enquête sur les 11 cas recensés de dégâts causés aux cultures par les éléphants et les cinq



Ces danseurs traditionnels du Parc national de la Pendjari fêtent la fin du stage de formation de base des écogardes © Marketa Antoninova

cas de prédation du bétail, les agriculteurs lésés ont été indemnisés. Au total, 986 résidents ont reçu un permis d'accès aux ressources du parc, telles que les pêcheries, les pâturages, les noix de karité et les plantes médicinales. Deux points d'eau destinés aux communautés et au bétail ont été achevés, et quatre autres sont en cours d'aménagement. Plus de 16 790 bovins ont été vaccinés afin de prévenir la propagation de maladies bovines à la faune sauvage. Soixante-treize apiculteurs ont produit 750 kilos de miel, 303 pêcheurs ont vendu 12,8 tonnes de poisson, et 200 kilos de graines de soja ont été cultivés pour produire du soja biologique. Du matériel pédagogique et du mobilier scolaire ont été donnés à des établissements situés en périphérie de la Pendjari, les salaires des enseignants ont été complétés, et une école et trois cantines scolaires ont été réhabilitées. Les dix clubs nature dispensant un atelier mensuel ont bénéficié à 1 500 écoliers.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les conditions de logement ont été améliorées grâce à la construction de 14 dortoirs pour le personnel et de 14 autres au campement des écogardes. Un médecin d'évacuation sanitaire a été recruté. En réponse à la situation sécuritaire, nous avons revu le plan de déploiement terrestre, qui est désormais appuyé par un hélicoptère B407 et un Cessna 182. Un superviseur de l'aviation, une piste d'atterrissage dûment entretenue et de nouvelles infrastructures permettront de sécuriser les appareils sur le terrain. L'ensemble du personnel local

bénéficie d'une assurance maladie, et il a été créé un cadre juridique pour la représentation du personnel, visant à améliorer les conditions de travail.

TOURISME – En raison de la situation sécuritaire, les activités touristiques ont été temporairement suspendues. Cependant, la priorité a été donnée au tourisme communautaire, aux randonnées et à la mise en place d'un plan de développement pour compenser le manque à gagner. Le potentiel commercial de la Pendjari est en passe d'être rehaussé sur la base des produits de la marque Pure Pendjari, lesquels ont généré 16 135 \$US. Une coopérative régionale d'apiculteurs riverains a vu le jour, et il a été instauré des certificats de conformité pour ces produits, ainsi que des codes-barres.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Étendre le réseau Lora et le système VHF pour améliorer les télécommunications
2. Parer aux temps d'immobilisation des déploiements aériens par l'achat d'un avion ultraléger motorisé (ULM)
3. Finaliser les préparatifs pour la création d'un sanctuaire de guépards à l'intérieur du parc
4. Gérer le contrat avec Agri Ressources Bénin (ARB) afin d'accroître les revenus dérivés des produits Pure Pendjari
5. Fournir une assistance sanitaire aux communautés par le biais de cliniques mobiles

MAINTENIR LE CAP



GESTIONNAIRE DU PARC PAR INTÉRIM

Abdel-Aziz Bello

BÉNIN – Les 12 866 km² du Parc national du W (PNW) font partie, avec le Parc national de la Pendjari, du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), paysage transfrontalier constituant le plus vaste écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest. Classée au Patrimoine mondial de l'Unesco, cette région isolée a souffert pendant des années d'une mauvaise gestion, d'un manque criant de ressources financières et d'un extrémisme militant persistant, source d'une profonde instabilité. En 2020, conscient de la valeur du travail accompli par African Parks au Parc national de la Pendjari, le gouvernement béninois, en collaboration avec la Fondation des savanes d'Afrique de l'Ouest (FSOA), a conclu avec notre organisation un accord de gestion. Depuis lors, les actions de conservation dans le PNW se sont attachées à protéger et surveiller les dernières populations d'éléphants et de buffles du pays – au nombre respectivement de 4 000 et 14 000 – ainsi que les lions d'Afrique de l'Ouest, une espèce gravement menacée d'extinction. La sensibilisation à l'environnement a été développée grâce à l'engagement positif des communautés : des initiatives entrepreneuriales ont été soutenues, les infrastructures ont été améliorées et la pression agraire a été allégée grâce à un plan de gestion du bétail.

En février 2022, cependant, l'activité militante s'est répandue dans le parc en entraînant la perte de huit personnes, ce qui a bouleversé le personnel et affecté les opérations. Depuis lors, les militants ont étendu leur présence au cœur du parc et en périphérie, se livrant à de fréquentes agressions, à des enlèvements et à des menaces à l'encontre de la population locale. Pour contrecarrer cette violence qui va grandissant, il a été mis au point un ambitieux projet spécial qui, avec le soutien du gouvernement béninois, fermement résolu à reprendre le contrôle de la situation sécuritaire, a produit peu à peu des résultats positifs. L'effectif des équipes d'écogardes a été renforcé et, grâce à une série de formations, à un soutien technique et à un engagement total de la direction, les

équipes ont retrouvé moral et confiance, et les opérations quotidiennes ont repris de la vigueur. Au cours de cette période critique, la collaboration avec le gouvernement et les communautés locales s'est renforcée. Aujourd'hui, celles-ci jouent un rôle fondamental en contribuant à la sécurité dans la région et en démontrant leur engagement envers les valeurs du gouvernement et du parc. Malgré ce contexte sécuritaire extrême, les arrestations et les condamnations de braconniers se sont poursuivies, et aucun impact négatif significatif sur la faune du PNW n'a été enregistré.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les conditions de sécurité désastreuses ont considérablement limité la mise en œuvre de l'ambitieux programme de conservation prévu pour 2022, ce qui a nécessité une révision de la stratégie à partir du mois de février. Le restant de l'année, le suivi des espèces clés a été privilégié : 17 éléphants, trois lions et deux bubales ont été équipés d'un collier. Trois carcasses d'éléphants ont été découvertes à l'intérieur du parc, dont l'une a été identifiée comme ayant été victime de braconnage, tout comme six autres animaux dont un lion. On a enregistré 42 cas de conflits homme-faune ; 27 personnes ont été indemnisées, et il a été mis au point des programmes de gestion et d'atténuation de ces conflits, notamment la construction de caisses de translocation d'éléphants pour éloigner des zones communautaires les individus posant régulièrement problème. 17 196 bovins ont été vaccinés dans le cadre du plan d'assistance sanitaire au bétail, réduisant ainsi le risque de transmission de maladies d'animaux domestiques à la faune sauvage.

Le plan de protection du WNP a été actualisé afin d'aligner la stratégie de sécurité sur le niveau accru des menaces ; nous pourrions ainsi assurer les opérations dans l'ensemble du parc, renforcer le développement communautaire et la coordination avec le gouvernement. Trente-neuf écogardes ont été recrutés, ce qui porte l'équipe à 147 agents dont la capacité à opérer dans des zones de sécurité à niveau de risque élevé a été accrue grâce à des formations spécialisées.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – L'aménagement du territoire s'est poursuivi, et 35 km de routes communautaires ont été rénovés. Seize facilitateurs communautaires ont organisé à eux tous 1 419 réunions (à l'intention de 31 053 personnes) visant à améliorer la communication et la compréhension des besoins de la communauté. À la demande des autorités locales, le barrage communautaire de Guéné, d'une capacité de 50 000 m³, a été remis en état. Quatorze enseignants ont été recrutés pour le programme d'éducation du PNW, 2 728 élèves relevant de 77 écoles ont

bénéficié de programmes d'éducation à l'environnement et 17 clubs de protection de la nature sont désormais opérationnels dans les établissements scolaires. Des salles de classe dans deux écoles ont été rénovées, et trois cantines scolaires ont reçu une subvention. Plus de 500 litres de miel ont été produits par 81 apiculteurs, 2 750 litres de pulpe de karité ont été récoltés, et 17,3 tonnes de poissons pêchées et vendues sur le marché. Au total, les initiatives entrepreneuriales ont généré 43 308 \$US qui ont profité directement aux communautés. Le PNW a participé à trois foires commerciales nationales ainsi qu'au Réseau d'écotourisme d'Afrique de l'Ouest à Accra, au Ghana.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le business plan 2022 a été adapté, avec la création d'un projet spécial de sécurité du WAP Bénin. En mémoire des hommes qui y ont perdu la vie, des cérémonies ont été organisées au nouveau monument. Des médiateurs tactiques ont été déployés pour renforcer l'aptitude du personnel et des écogardes à affronter des scénarios périlleux, tout en appuyant ceux-ci dans la maîtrise de leurs opérations. Le coordinateur de sécurité nouvellement embauché doit veiller à ce que soient mises en place des stratégies et des tactiques appropriées.

Le développement des infrastructures s'est concentré sur la base opérationnelle d'Alfakoara, où ont été construits une salle de sport, une cuisine, des entrepôts, un poste de contrôle des opérations et 20 tabliers de tentes pour les écogardes. Deux infirmières et un conseiller médical

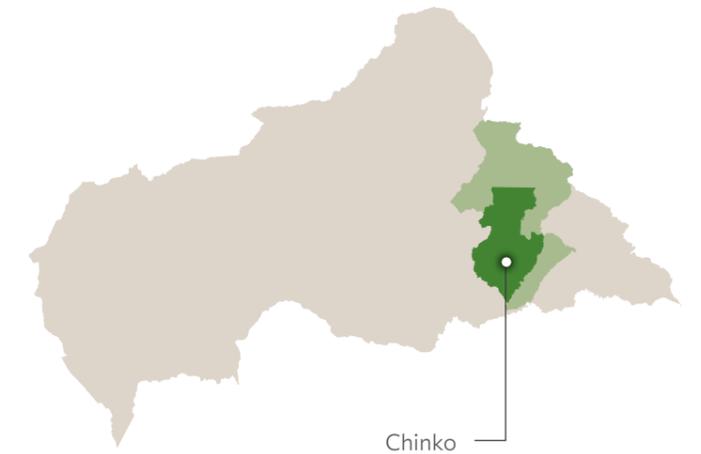
y ont été positionnés, et une formation avancée à l'usage des écogardes a permis d'améliorer les compétences médicales sur le site. L'aménagement de 64 km de nouvelles routes assure une bonne couverture du parc, principalement de la zone de Djona. Un hélicoptère B206 a été utilisé pour permettre un déploiement rapide et sûr des équipes sur le terrain de même qu'une évacuation médicale rapide en cas d'incident. Cinq tours VHF ont été installées à des endroits stratégiques ; le sabotage initial des pylônes a retardé l'opération, mais deux d'entre elles ont finalement été équipées et fonctionnent, permettant la communication avec plus de 50% du parc et garantissant des opérations de terrain efficaces et bien coordonnées. Le bilan carbone a été réalisé avec South Pole et Verra, et les derniers entretiens se sont tenus avec le personnel local et les communautés.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Augmenter la capacité de protection du parc, en coopération avec les forces de sécurité, afin d'éviter toute perte de personnel civil
2. Achever et rendre pleinement opérationnel le réseau VHF
3. Déployer des équipes Echo-Tango (gardes non armés) pour échanger avec les communautés locales et collaborer avec les autorités régionales
4. Toucher au moins 3 000 enfants par le biais des programmes d'éducation à l'environnement
5. Mettre en œuvre un plan de reboisement conformément aux recommandations de l'Étude d'impact sur l'environnement



Le Parc national du W sert de refuge à certaines des dernières populations béninoises d'éléphants, de buffles et de lions d'Afrique de l'Ouest, une espèce gravement menacée © Julien Chevillot



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Ministère des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches

CHINKO

24 335 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2014
Zone d'expansion : 30 945 km²

PRINCIPAUX DONATEURS USAID, Rainforest Trust, Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), Union européenne, Rob Walton Foundation, US Fish and Wildlife Service (USFWS) & ECF: Save the Elephants, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

DÉVELOPPER LA CONSERVATION À L'ÉCHELLE



DIRECTEUR DU PARC
Jean Baptise Mamang-Kanga

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) – L'histoire du Chinko, lequel se situe dans l'une des régions les plus reculées et les plus instables d'Afrique, continue d'être marquée par l'espoir et la réussite. Depuis 2014, date à laquelle le Gouvernement centrafricain a invité African Parks à assurer la gestion de cette contrée naguère encore en proie à la guerre civile, au braconnage et à l'anarchie, la faune sauvage a fait son retour et la stabilité est en passe de devenir réalité. En avril 2020, le Gouvernement a signé un accord révisé pour une nouvelle période de 25 ans ; sous ce nouveau mandat, qui inclut le Paysage fonctionnel du Chinko, la nouvelle zone à gérer couvre plus de 55 000 km². Grâce à une gestion effective, les centaines de membres de ces communautés parmi les plus vulnérables au monde commencent à percevoir la valeur du site. Le programme de sensibilisation à la transhumance s'est fixé pour tâche de guider pacifiquement les éleveurs le long de couloirs de circulation désignés, de manière à réduire les dommages écologiques causés par leur bétail. Le nombre d'éléphants augmente régulièrement ; les lions, qui avaient pratiquement disparu, ont vu leurs effectifs passer à quelques centaines ; le nombre de buffles croît chaque année ; et les populations d'élans géants et de bongos sont désormais les plus importantes d'Afrique à bénéficier d'une réelle protection. Plus de 300 Centrafricains travaillent en permanence au Chinko, devenu le plus grand employeur en dehors de Bangui, la capitale. Les initiatives entrepreneuriales et la fourniture de services essentiels telles la santé et l'éducation ont amélioré l'existence de milliers de personnes. La vision d'avenir pour le Chinko est de poursuivre l'extension de la zone centrale de conservation au sein du paysage contigu de l'est de la RCA, pour en faire un corridor écologique allant du Tchad au Soudan du Sud – l'une des plus vastes zones sauvages d'Afrique.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'enquête

menée par le biais de pièges photographiques a révélé un comportement paisible de la part des éléphants, et la présence de onze lycaons accompagnés de juvéniles. Grâce à ces observations, couplées à la visite d'un spécialiste des lycaons du Botswana, l'équipe en charge de la biodiversité parvient à mieux déchiffrer ceux du Chinko et reconnaître les individus. À Trois-Rivières, dans le nord du Chinko, les pièges photographiques et les vocalisations ont confirmé l'existence d'une population reproductrice de chimpanzés : cette importante découverte a permis d'élargir leur aire de distribution connue dans les régions sauvages de l'est de la RCA. Pour la première fois, un lion du Chinko a été équipé d'un collier, visant à une meilleure connaissance de la population et des déplacements de cette espèce ; dans le même temps, les équipes de transhumance « Tango » ont confirmé la présence d'une hyène – le premier témoignage documenté en RCA. Il a été réalisé une étude de faisabilité quant à la réintroduction éventuelle du rhinocéros noir et blanc et de la girafe du Kordofan. Achevée, la première enquête aérienne complète sur le bétail a recensé 32 800 vaches, 2 140 chèvres et moutons et 541 tentes d'éleveurs dans le Paysage fonctionnel, les zones protégées adjacentes et les zones-tampons. La première version rédigée du Plan d'utilisation des terres pour le Paysage fonctionnel définit les activités dans la zone sauvage de l'est de la RCA et la zone de développement environnante, d'une superficie de plus de 230 100 km². L'Accord de crédit carbone, initié en 2020, a été signé en 2022 entre African Parks et le gouvernement centrafricain, et un audit carbone a eu lieu.

L'équipe chargée de l'application de la loi a étendu à 24 300 km² sa protection active de la principale aire protégée, maintenant la zone exempte de bétail. Plus de 560 patrouilles ont permis de confisquer des armes, des munitions, de la viande de brousse, des collets et des filets de pêche. Les 17 arrestations effectuées – contre quatre en 2021 – ont donné lieu à 14 poursuites. Quarante-deux nouveaux écogardes, dont trois femmes, ont achevé leur formation de base ainsi qu'une formation au leadership comprenant des conférences sur l'application de la loi en matière de conservation, la biodiversité et les premiers secours. Il a été recruté un agent de liaison local en matière de droits humains, qui a dispensé des formations. Capitalisant sur les enseignements tirés au Chinko, le personnel du poste de contrôle s'est rendu au Tchad pour appuyer les participants à la pépinière, et les former à leur tour à rendre leur poste pleinement efficace.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La troisième réunion annuelle du comité communautaire a rassemblé plus de 130 participants. La création d'un Parc national du

Chinko assorti de zones-tampons a été discutée avec les communautés locales, les techniciens et les autorités, qui soutiennent tous l'initiative. En septembre, des pêcheurs centrafricains et congolais ont participé à un atelier à Yakoma, en République démocratique du Congo (RDC) pour échanger au sujet de la gestion transfrontalière intégrée de la rivière Mbomu, actuellement affectée par des pratiques de pêche néfastes. Les achats de nourriture et de biens effectués par le siège de Kocho auprès des communautés environnantes ont augmenté, bénéficiant cette année à six communautés. Il a été remis des outils à 15 groupes de maraîchers comprenant 380 personnes, qui ont également suivi une formation pour améliorer leurs récoltes. Neuf groupements paysans ont été formés à de nouvelles pratiques agricoles, et 33 instituteurs issus de 18 villages ont bénéficié d'un soutien pédagogique. À Djemah, Derbissaka, Ngouyo et Kitika, une clinique mobile a dispensé des soins dentaires, un traitement antipaludéen et d'autres traitements médicaux d'urgence.

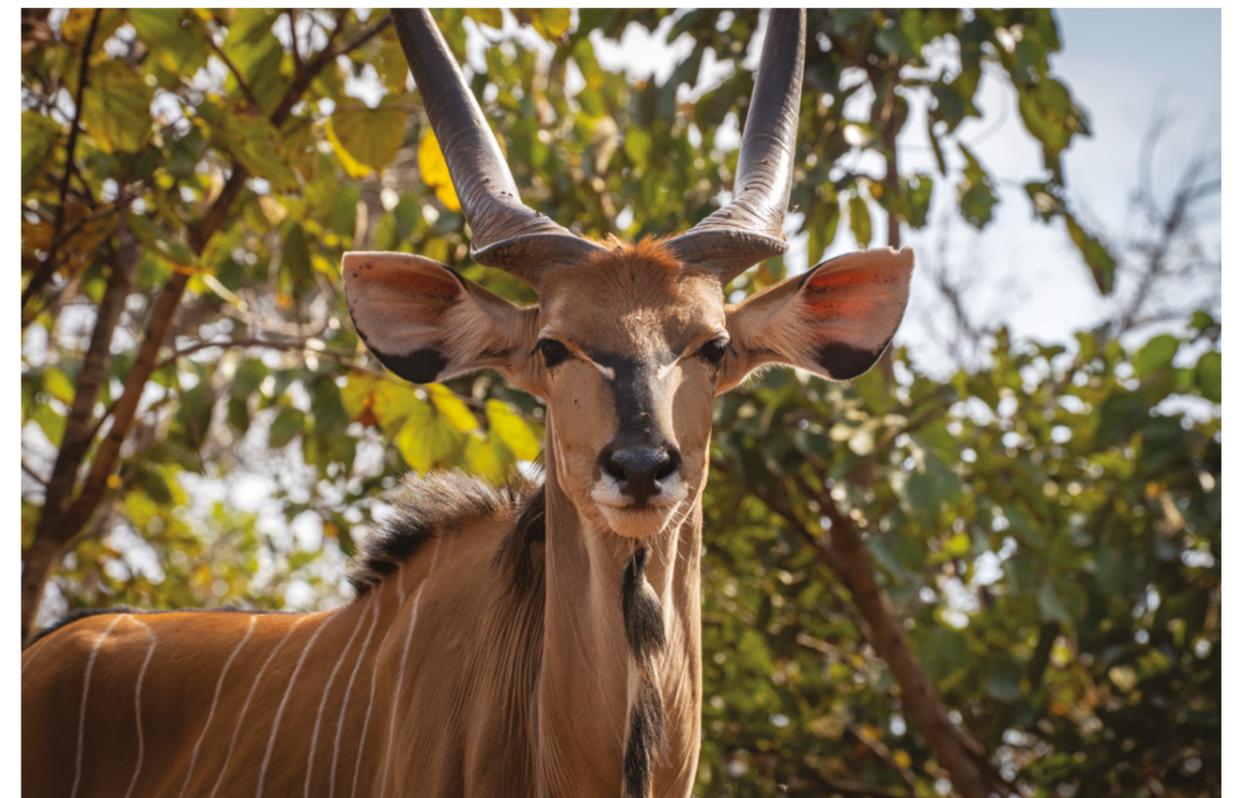
GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le siège de Kocho et les bureaux de Bangui ont été entièrement rénovés, et les nouveaux quartiers pour les écogardes et les visiteurs ont été achevés à Kocho. Le centre communautaire de Bakouma est terminé. Le parc a fait l'achat d'un hélicoptère B2 Squirrel qui servira au déploiement des équipes, à la surveillance

et, le cas échéant, aux évacuations sanitaires. La piste d'atterrissage de Kocho atteint désormais 2 500 mètres, ce qui facilitera les futures translocations d'animaux et les approvisionnements. L'équipe gestionnaire du parc automobile a reçu une formation sur la conduite de 4x4, l'entretien des véhicules, la sécurité, les télécommunications et les procédures en cas d'accident.

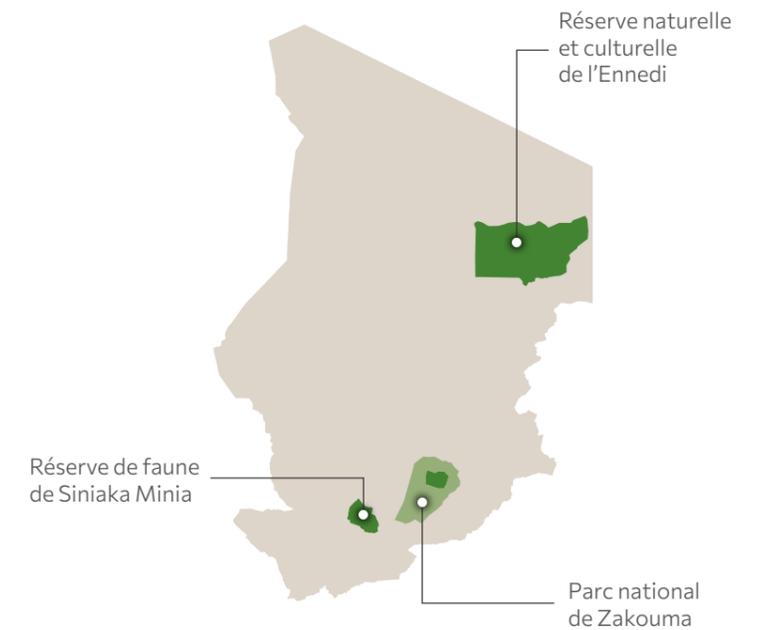
TOURISME – Le Camp Chinko a terminé sa seconde saison de pêche sportive avec remise à l'eau sur le fleuve ; les sept poissons-tigre goliath capturés ont été remis à l'eau après prise d'échantillons et de mesures, dans le cadre d'une étude sur la dynamique démographique de ces prédateurs. Le Camp a recruté six personnes issues des communautés voisines.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Étendre la zone centrale protégée à 25 000 km² et la zone activement gérée à 33 700 km²
2. Finaliser la proposition de Plan d'utilisation des terres
3. Conclure des accords adaptés pour une future concession de safari touristique
4. Étendre l'engagement communautaire à la frontière nord de la zone mandatée
5. Réaliser la seconde enquête sur le bétail dans la vaste zone sauvage contiguë



Les effectifs de l'éland de Derby, également connu sous l'appellation d'éland géant, croissent à mesure que se met en place au Chinko une conservation efficace de la biodiversité © Irene Galera



TCHAD

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
République du Tchad

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI

50 141 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Stichting Natura Africae, Fondation Segré, Dutch Postcode Lottery, Union européenne

PARC NATIONAL DE ZAKOUMA

3 054 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

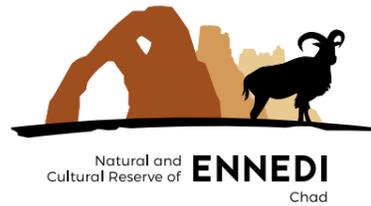
RÉSERVE DE FAUNE DE SINIAKA MINIA

4 643 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

Réserve de faune de Bahr Salamat : 20 950 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Union européenne, Stichting Nieuwgeluk Philosophy, Annenberg Foundation, US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wildlife Conservation Network's Lion Recovery Fund (LRF), ECF: Save the Elephants et Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund, U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL)

SAUVEGARDER LE PATRIMOINE AFRICAIN



Natural and Cultural Reserve of **ENNEDI**
Chad
RESPONSABLE DU PARC
Issakha Gonney Guirki

TCHAD – Située dans la partie nord-est du Tchad, au cœur du Sahara, la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (RNC) forme un paysage unique d'une valeur exceptionnelle. Le massif de l'Ennedi, extraordinaire chef-d'œuvre de grès classé en 2016 au Patrimoine mondial de l'Unesco, abrite une variété d'espèces sauvages uniques ainsi que des sites archéologiques d'importance mondiale, sept fois millénaires. Conscient de l'importance de ce site, le Gouvernement de la République du Tchad a invité African Parks, en 2018, à l'aider à réaliser une vision : transformer et sauvegarder l'Ennedi au profit des communautés locales, préserver sa flore et sa faune emblématiques. Le suivi renforcé de la faune, qui comprend plus de 189 espèces d'oiseaux et de mammifères du désert tels le mouflon à manchettes, la hyène rayée et la gazelle dorcas, a permis une meilleure connaissance de ce remarquable sanctuaire. Dans le cadre du plan de restauration de l'Ennedi, les autruches à cou rouge transférées avec succès en 2021 du Parc national de Zakouma ont depuis lors produit des oisillons en bonne santé. En outre, il est prévu de réintroduire l'oryx à cornes en forme de cimenterre, localement disparu, ainsi que l'addax, en danger critique d'extinction. Oasis de vie émergente, l'Ennedi est devenu un refuge pour les 30 000 nomades qui se déplacent légalement à travers le site chaque année. En moins de cinq ans, par la combinaison d'une gestion efficace, de l'engagement des communautés et du développement des infrastructures et du tourisme, il est devenu un écosystème sahélien-saharien fonctionnel d'une grande valeur culturelle et naturelle.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Par une méthode combinée de comptage aérien, de pièges photographiques et d'enquêtes englobant les petits mammifères, les poissons, les amphibiens, les reptiles et les insectes, plus de 60 espèces supplémentaires ont été identifiées cette année dans la RNC. Tous les grands

groupes taxonomiques ont été inventoriés et un diagnostic écologique réalisé pour chacun d'entre eux, comprenant une évaluation des enjeux de conservation, des dangers et des mesures de gestion. Le suivi de la végétation à l'aide d'un enclos, de la télédétection et des études de terrain a permis de valider l'aptitude de la RNC à la réintroduction de l'oryx et de l'addax. Huit poussins d'autruche ont éclos début 2022, dix autres à la fin de l'année. En août, huit autruches ont été relâchées de l'enclos d'acclimatation situé dans la plaine d'Aloba ; la réserve abrite maintenant 25 autruches, la ferme d'autruches de Sougounaw, à Fada, en comptant sept autres. La seconde phase de l'étude anthropologique, ainsi que le suivi du crocodile Archei, ont permis d'actualiser la stratégie de conservation des crocodiles et de prendre les mesures de gestion adaptées. Les données climatiques ont été surveillées grâce à l'installation de stations météorologiques et à la collecte d'échantillons d'eau.

L'inventaire archéologique a recensé 358 sites archéologiques sur les 500 prévus. Selon cette étude, les sites de peintures rupestres constituent plus de la moitié de tous les sites enregistrés, suivis par les habitats, les sites préhistoriques et les cimetières. En termes de conservation, seuls 87 d'entre eux sont en bon état, près de la moitié étant très dégradés. Au total, 23% de ces sites revêtent une importance archéologique majeure.

Vingt-neuf nouveaux écogardes ont suivi le module de base, ce qui porte à 63 le contingent patrouillant dans la réserve, y compris dans le nord et l'est. Afin d'améliorer les télécommunications et le suivi des équipes sur le terrain, le poste de contrôle a été activé avec quatre écogardes opérant en rotation. Des patrouilles chamelières continuent de surveiller les zones les moins accessibles de la réserve, en particulier dans les montagnes, l'habitat de choix des mouflons de Barbarie, une espèce très prisée des braconniers. Ces patrouilles ont donné lieu à cinq arrestations. Deux armes à feu ont été confisquées lors de missions conduites avec la Force tchadienne de défense et de sécurité.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La dotation en personnel du département du développement communautaire a été complétée par un gestionnaire communautaire, un assistant communautaire, un animateur et un technicien agronome. La RNC a financé les salaires de cinq enseignants communautaires dans quatre écoles primaires. En collaboration avec les autorités locales, une nouvelle école dotée de deux salles de classe a été construite et équipée à Aloba : inaugurée en septembre 2022, elle a constitué un événement majeur pour la communauté car, avant l'arrivée d'African Parks, le



Grâce au développement d'infrastructures essentielles autour de la RNC de l'Ennedi, l'alimentation en eau des communautés a été améliorée © S.V.S - Société des voyages sahariens

village ne possédait pas d'école malgré la présence de 95 enfants d'âge scolaire. Un programme unique d'éducation à l'environnement a été élaboré : 66 leçons du programme pédagogique national existant ont été complétées par des contenus sur la biodiversité, les ressources naturelles, la gestion des déchets, les zones protégées et l'archéologie ; le produit final est un guide prêt à l'emploi pour les enseignants de la réserve. Dans le potager communal de Fada a été construit un second puits de forage équipé de panneaux solaires et d'une pompe ; grâce à ce meilleur approvisionnement en eau, les maraîchers de Fada ont pu cultiver 2,75 hectares. Au total, plus de 100 kilos de semences ont été fournis à 40 associations de maraîchers.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le siège permanent de la RNC, achevé et officiellement inauguré en février 2022, était pleinement opérationnel en septembre. Les conditions de vie du personnel ont été grandement améliorées. La ferme d'autruches de Sougounaw a été rénovée et équipée pour pouvoir augmenter la capacité de reproduction, servir de site pédagogique à l'usage des touristes, des étudiants et de la population locale, et soutenir les objectifs à long terme du projet de réintroduction de l'autruche à cou rouge. Ndjona, au nord-est de la RNC, accueille la première base

d'opérations de terrain ainsi qu'une piste d'atterrissage ; elle servira de poste de contrôle pour les patrouilles, et de soutien logistique et sécuritaire pour toutes les missions à court et moyen terme des départements techniques.

TOURISME – Le département touristique de la RNC a ouvert ses portes en 2022, et la construction de la maison d'hôtes destinée à accueillir les soutiens et donateurs VIP a bien progressé. La cartographie en cours des sites archéologiques a contribué pour une large part à planifier le lancement d'une expérience touristique exclusive.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Augmenter à 80 membres l'effectif de l'équipe chargée de l'application de la loi
2. Poursuivre la restauration des populations d'animaux sauvages
3. Mettre en œuvre le plan de développement touristique
4. Promouvoir la RNC en tant que destination touristique pour des voyageurs internationaux haut de gamme
5. Élaborer des stratégies de conservation pour les sites archéologiques

DÉPLOYER LES ZONES DE PROTECTION



DIRECTEUR DU PARC
Naftali Honig

TCHAD – En 2010, le Gouvernement du Tchad a invité African Parks à conclure avec lui un accord à long terme pour gérer le Parc national de Zakouma, en vue de protéger les derniers éléphants et de rétablir la stabilité en faveur des communautés environnantes. Zakouma, dont le territoire se caractérise par un réseau de rivières pérennes et de riches plaines inondables, venait de subir des décennies d'instabilité aux mains de rebelles et de cavaliers armés, lesquelles avaient abouti à la destruction de 90% de ses éléphants, sacrifiés au profit du trafic de l'ivoire. Les communautés vivaient alors dans la peur pour leur sécurité. Une douzaine d'années plus tard, la gestion d'African Parks a permis de modifier complètement l'engagement communautaire, les infrastructures et les stratégies d'application des lois sur la conservation, et Zakouma est devenu un havre de paix pour les populations et la faune. Pour consolider ce succès, le Gouvernement a invité African Parks en 2017 à gérer les Réserves de faune de Siniaka Minia (SMWR) et de Bahr Salamat ainsi que les couloirs fauniques adjacents, en incorporant dans son mandat les 28 162 km² du Grand Écosystème de Zakouma (GEZ).

Dans le cadre de cette protection, il n'a été constaté depuis 2016 dans le GEZ aucun braconnage d'éléphant, dont le nombre augmente lentement : 636 individus ont été dénombrés en 2021, soit une augmentation de 40% depuis 2010. En 2022, plus de 900 buffles ont été transférés de Zakouma à Siniaka Minia au cours de la plus grande opération de ce type jamais réalisée, qui a abouti à la première population importante de l'espèce observée dans la SMWR depuis plus d'un demi-siècle. Le tourisme a connu une résurgence : un nombre croissant de Tchadiens ont visité le parc ces dernières années à la recherche de leur patrimoine naturel. Le GEZ est devenu le plus grand employeur de la région, offrant

environ 260 emplois permanents et un nombre croissant d'opportunités entrepreneuriales durables. Grâce au courage et à la persévérance de leurs populations, Zakouma et sa région sont devenus emblématiques de ce qu'il est possible d'accomplir en formant des partenariats autour d'une vision commune de protection de la biodiversité, ce, au profit des populations et de la vie sauvage.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La première opération de restauration de la SMWR a concerné la capture et le transfert de plus de 900 buffles, provenant pour un bon nombre d'un grand troupeau qui occupait la zone humide de Tororo, à la limite du parc, et risquait de pénétrer dans les terres agricoles situées plus au nord. Malgré quelques pertes, les animaux transférés ont donné naissance à une population fondatrice, qui forme le premier effectif important observé à Siniaka Minia depuis des dizaines d'années. Six rhinocéros noirs ont été capturés en Afrique du Sud en vue de leur transfert à Zakouma en 2023. Les deux femelles de Zakouma ont été capturées, examinées par un vétérinaire et équipées de dispositifs de suivi : selon le vétérinaire, elles sont en bonne santé, ce qui confirme que l'habitat de Zakouma est adapté aux rhinocéros noirs. Grâce aux enseignements tirés en 2018 du précédent transfert, nos connaissances se sont étoffées et nous pouvons désormais travailler à un transfert amélioré en 2023.

Près de sept ans sans braconnage à Zakouma ont permis aux éléphants, qui se déplacent régulièrement en dehors du parc en saison des pluies, d'adopter un comportement nettement plus détendu. Analysant leurs déplacements antérieurs grâce aux données fournies par les colliers, l'équipe chargée de l'application de la loi a identifié des endroits clés où des bases d'opérations pourront leur permettre de surveiller la faune et les activités illégales. L'unité montée a été relancée à Zakouma, où trois équipes ont opéré au cours de l'année. Des remises à niveau ont été organisées et des travaux préparatoires entrepris en vue d'une formation spécialisée en équitation, laquelle devrait déboucher d'ici à 2023 sur la création d'une section hautement professionnalisée, tant sur le plan vétérinaire qu'opérationnel. Les chevaux sont l'un des moyens de transport terrestre les plus efficaces dans le GEZ lorsque les inondations de la saison des pluies rendent les déplacements trop difficiles en quatre-roues, voire en deux-roues motorisés.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Deux associations d'enseignants ont été créées à Zakouma et Siniaka Minia. Trente-deux enseignants et 26 écoles ont bénéficié d'un soutien, notamment en

matière d'éducation (générale et environnementale) et de fournitures. Trois nouvelles écoles ont également été construites. Dans le cadre du programme de sensibilisation à l'environnement, plus de 5 700 enfants ont visité le Camp Dari. Nous avons mis en place des équipes de sensibilisation pour encourager les éleveurs nomades à déplacer et faire paître leur bétail le long des couloirs de transhumance autour de Siniaka Minia. Dans le cadre d'un projet pilote, nous avons soutenu 29 organisations d'agriculteurs produisant des légumes, des fruits, des poulets, du chébé, du beurre de karité, de l'huile de datte du désert et du miel.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Plus de 200 km de route reliant Zakouma à Siniaka Minia ont été améliorés, ce qui a servi directement dans le transfert des buffles et de nombreux autres déplacements logistiques entre les deux principales zones protégées, et permis l'expansion des parcs principaux au cœur du paysage élargi.

TOURISME – Le nouvel accord de partenariat signé en juin avec les ministères de l'Environnement et du Tourisme a renforcé les liens avec African Parks et favorisé le développement du tourisme au Tchad. Le responsable du département du tourisme à Zakouma a reçu une formation complémentaire dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda, et, dans le cadre d'un échange, appuyé les activités de développement touristique dans la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Faire de Siniaka Minia un Parc national officiel
2. Développer le siège de Siniaka Minia
3. Organiser un stage de base (BFR) puis une formation au leadership pour les écogardes
4. Introduire six rhinocéros noirs à Zakouma
5. Obtenir l'approbation du gouvernement pour le Plan de développement touristique (TDP)
6. Finaliser le plan d'utilisation des terres



Plus de 900 buffles – la translocation jamais réalisée pour cette espèce – ont été transférés en 2022 du Parc national de Zakouma à la Réserve de faune de Siniaka Minia © Michael Lorentz



Parc national de la Garamba



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)

PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

5 133 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2005

Domaine de chasse adjacents 9 662 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Union européenne, USAID, Wildcat Foundation, Kibali Goldmines SA, Barrick Gold Corporation, US Fish and Wildlife Service (USFWS), U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL)

Le Parc national de la Garamba, classé au Patrimoine mondial de l'Unesco, est aujourd'hui le refuge de plus de 23 espèces sauvages, dont le lion, le buffle, la girafe, le chimpanzé et l'hippopotame © Marcus Westberg

OPÉRER LA TRANSFORMATION ET L'ESPOIR



DIRECTEUR DU PARC
John Barrett

RDC – Situé à l'angle nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), dans une région autrefois envahie par les rebelles et les braconniers en quête d'ivoire, le Parc national de la Garamba (PNG), désormais classé au Patrimoine mondial de l'Unesco, est un exemple de réussite comme il en existe peu. Ce paysage de savane et de forêt équatoriale abritait autrefois plus de 20 000 éléphants et de grands troupeaux de girafes du Kordofan. En 2005, l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a pris conscience de l'importance de la sauver d'une dévastation totale et invité African Parks à conclure un accord à long terme pour y instaurer la stabilité et, après des décennies de chaos, protéger à la fois la population et la vie sauvage. Le défi à relever était de taille ; entre 2005 et 2016, l'instabilité a continué de faire peser des menaces sur les communautés et la vie des écogardes, tandis que le braconnage des éléphants se poursuivait. Au cours de cette période, de nombreux enseignements ont été tirés. Nous nous sommes efforcés, dans cette période de précarité politique intense, de trouver une solution pour assurer la sécurité du parc, du personnel et des communautés. En conséquence, African Parks, en collaboration avec l'ICCN, a revu son approche, mettant en place de nouveaux systèmes d'application de la loi pour apporter la stabilité au parc et à ses environs. Depuis lors, les résultats ont été spectaculaires : aucun écogarde n'a été tué, et le braconnage des éléphants a été presque totalement éradiqué.

Aujourd'hui, dans le parc prospèrent plus de 20 000 animaux relevant de 23 espèces, notamment des lions, des buffles, des girafes et des espèces forestières telles que les chimpanzés, les hylochères et les chats dorés. Des milliers d'habitants découvrent les avantages de la sécurité, tandis que des écoles, des cliniques et des actions socioéconomiques améliorent leur vie au quotidien.

Des centaines de foyers, d'entreprises et de services sont alimentés en électricité grâce à un projet d'énergie solaire ; des méthodes d'agriculture durable sont mises en œuvre dans le cadre d'un programme d'École agricole de terrain (FFS) ; et plus de 10 000 personnes reçoivent annuellement des soins médicaux gratuits. Autrefois plongée dans la détresse, la Garamba est aujourd'hui un symbole vivant de progrès, de stabilité et de possibilités, tant pour la population que pour la vie sauvage.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Quinze éléphants ont été équipés de colliers, ce qui porte à 40 le nombre total de colliers actifs. La population de girafes du Kordofan, une espèce gravement menacée, est passée de 65 individus en 2021 à 71 en 2022, dépassant ainsi le taux de croissance démographique prévu. Les cinq pièges photographiques déployés dans le Domaine de chasse d'Azande ont fourni d'excellentes données sur les espèces forestières, notamment les chimpanzés, les chats dorés, les céphalophes bleus, les bongos et les hocheurs blanc-nez du Congo. L'équipe de recherche et de suivi s'est rendue à Azande – la première à visiter la région depuis des décennies – en compagnie de la Dr Anne Laudisoit, spécialiste des chimpanzés. Ils ont relevé de nombreux indices de la présence d'éléphants et observé de nombreux nids de chimpanzés dans les forêts-galeries, ce qui confirme la présence de cette espèce clé dans la section d'Azande de la zone protégée. Des colobes rouges ont été enregistrés dans le complexe, une première depuis une expédition menée en 1952.

En matière de protection du parc, 40 écogardes ont entamé une formation visant à sécuriser la Zone de protection intensive d'ici à la réintroduction prochaine du rhinocéros blanc en 2023. Il s'est tenu une formation au leadership et au poste d'instructeur, de même qu'une session de rafraîchissement des connaissances de l'unité canine avec deux nouveaux maîtres-chiens. Deux chiots basenji ont rejoint l'équipe, les premiers de cette race à être testés au sein d'une unité canine. Connus sous le nom de « chiens sans écorce », les basenjis sont résistants aux maladies locales telle la trypanosomiase. Cette unité a effectué 38 patrouilles de détection et de pistage.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les deux miniréseaux solaires de Faradje et Tadu fournissent désormais de l'électricité à 379 clients, dont 44% sont des petites et moyennes entreprises. Les plans du troisième miniréseau, qui sera installé dans la ville de Dungu, ont été finalisés en décembre ; il devrait alimenter en électricité 772 utilisateurs d'ici à la fin de 2023. Au total, 572 agriculteurs (dont 33% de femmes) ont achevé leurs deux ans de formation dans le cadre du programme FFS, conçu

pour enseigner aux exploitants des méthodes de culture durable. Outre les adultes, 961 élèves, en partenariat avec 30 écoles primaires, ont également été formés à l'agriculture durable et aux cultures maraîchères dans le cadre du programme FFS junior. Des plantations de cacao et de papayes ont été fondées à l'extérieur du parc dans le cadre d'un protocole d'accord avec la société privée ENVIRIUM. Vingt-cinq nouveaux étangs de pisciculture ont été créés, ce qui portant leur total à 86 en activité pour une production de 1,45 tonne de tilapia.

Le Camp Dungu a accueilli pendant la saison sèche 1 430 visiteurs (dont 56% de moins de 15 ans). Plus de 380 séances de sensibilisation à l'environnement ont été organisées à l'intention de 11 742 membres des communautés. L'hôpital de Nagero, soutenu par African Parks, a dispensé des soins médicaux à 9 930 patients, tandis que l'équipe de la clinique mobile a visité 20 villages reculés du complexe, touchant 3 334 membres de la communauté. Une école primaire a été construite dans le village de Gangala na Bodio et un bâtiment scolaire à Nagero a été réhabilité, ce qui offrira un meilleur environnement d'apprentissage à un millier d'élèves.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Plus de 400 km de réseau routier au sein du PNG ont été entretenus pour faciliter les patrouilles et la gestion. La nouvelle niveleuse servira

à l'entretien et la réparation des routes dans la zone protégée. Le système électrique de Nagero a été rénové, la Mine d'or de Kibali apportant un soutien technique important et des équipements. Le bac de Gangala na Bodio a été remis en état pour faciliter l'accès au parc, et de nouveaux abris ont été construits pour les écogardes dans cinq postes fixes de la Garamba.

TOURISME – Le Plan de développement commercial pour la période 2023-2027 a été finalisé. Principalement axé sur le tourisme, il vise à orienter le développement des infrastructures et le marketing pour déployer le tourisme à la Garamba.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Électrifier la ville de Dungu au moyen d'un miniréseau solaire
2. Réintroduire le rhinocéros blanc du Sud avec une population fondatrice
3. Développer et finaliser le mécanisme de crédit carbone
4. Développer le tourisme par la mise en œuvre du Plan de développement commercial
5. Établir entre deux et quatre Zones minières d'exploitation artisanale (ZEA) avec la relocalisation volontaire de mineurs artisanaux hors de la zone protégée



Les apiculteurs du Parc national de la Garamba ont assuré en 2022 un flux de revenus communautaires durables avec 174 ruches © Marcus Westberg



MALAWI

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW)

PARC NATIONAL DE LIWONDE ET RÉSERVE FORESTIÈRE DE MANGOCHI

903 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, Stichting Nieuwgeluk Philosophy, U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), WWF Belgique

RÉSERVE DE FAUNE DE MAJETE

715 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS Loterie du code postal du peuple, Fondation Wyss et WWF Belgique

RÉSERVE DE FAUNE DE NKHOTAKOTA

1794 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, UBS Optimus Foundation UK, U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Loterie du code postal du peuple, Annenberg Foundation, WWF Belgique

SOUTENIR UNE CROISSANCE DURABLE



DIRECTEUR DU PARC
Dave Robertson

MALAWI – Après des décennies de braconnage et d'exploitation incontrôlée des ressources, le Parc national de Liwonde avait grand besoin d'être réhabilité. En 2015, reconnaissant la réussite de notre gestion eu égard à la réserve faunique de Majete, le Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW) s'est associé à African Parks pour transformer Liwonde en un havre de paix pour la faune et un atout précieux pour le Malawi et sa population. En 2018, le Gouvernement a étendu le mandat pour y incorporer les 358 km² de la Réserve forestière contiguë de Mangochi, portant ainsi la zone sous gestion à 903 km².

Liwonde et Mangochi sont donc devenus des sanctuaires pour les populations et pour la faune. Au cours des sept dernières années, les guépards, les lions, les rhinocéros noirs et les lycaons ont été ramenés dans le parc. En 2016, 366 éléphants ont été déplacés pour repeupler la Réserve naturelle de Nkhotakota et réduire ainsi la pression sur l'habitat de Liwonde. La population des pachydermes poursuivant sa croissance, une seconde translocation a été rendue nécessaire en 2022 : 263 éléphants et de nombreuses autres espèces ont donc été déplacés vers le Parc national de Kasungu, faisant de Liwonde une source fiable pour le développement des populations sauvages. Des études récentes ont confirmé la rapide augmentation des stocks de poissons, et les observations de vautours sont devenues courantes alors qu'ils avaient disparu du parc il y a seulement quelques années. Des milliers de personnes vivant aux alentours bénéficient désormais d'une éducation, d'initiatives entrepreneuriales et de soins médicaux. Les programmes d'alphabétisation touchent des centaines d'apprenants au sein des communautés, tandis que les activités génératrices de revenus, tels Honey with Heart et Spicy Farmers, contribuent à la subsistance d'un nombre croissant chaque année. Ce parc national, relativement petit mais riche en biodiversité, est

devenu une référence de ce qu'il est possible d'accomplir lorsqu'on se focalise sur la restauration, avec le soutien de partenariats à long terme.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le recensement bisannuel du gibier a permis d'estimer la population des grands mammifères et des crocodiles. Une étude sur les poissons réalisée par le Département des pêches a confirmé la bonne santé des stocks, enregistré la présence de plusieurs nouvelles espèces et confirmé que l'augmentation des stocks à l'intérieur du parc profitait aux pêcheurs vivant hors de ses limites. Une étude sur les vautours a été réalisée et dix balises satellites ont été posées, comprenant la 50e balise de vautour au Malawi. Seize nouveaux émetteurs de rhinocéros ont été posés et deux veaux ont été marqués. Outre le transfert d'éléphants à Kasungu – qui a vu le millième éléphant déplacé par African Parks et Conservation Solutions –, plusieurs autres ont eu lieu cette année : 179 buffles, 373 impalas, 186 zibelines, 225 phacochères, 378 cobes à croissant et 15 hippopotames (une première pour African Parks) ont été ainsi déplacés vers Kasungu, la Réserve naturelle de Nkhotakota et les Réserves forestières de Mangochi et de Thuma. Mangochi a également reçu 46 zibelines, 67 phacochères, 22 koudous, 53 cobes, 56 impalas et 19 bubales. Vingt pangolins – pour la plupart confisqués à des braconniers, mais pour d'autres trouvés à l'extérieur du parc par des membres de la communauté – ont été relâchés à Liwonde/Mangochi. Coup dur en revanche pour la conservation des lycaons au Malawi : la meute entière de 18 lycaons, qui comprenait ceux qui avaient été relocalisés en 2021, a été tuée par empoisonnement.

La pression continue du braconnage a été ressentie tout au long de l'année : un éléphant et un rhinocéros en ont été victimes malgré les efforts accrus en matière d'application de la loi et l'implication des communautés. Tragiquement, un écogarde a été tué lors d'une opération, alors qu'il tentait de récupérer une corne de rhinocéros. Les suspects ont été arrêtés et attendent de passer en jugement. Au total, 5 158 collets ont été récupérés, et 107 bateaux, 48 canoës et 92 kilos d'ivoire d'éléphant ont été confisqués. La formation de base des écogardes de terrain (BFR) a été achevée, et 11 d'entre eux sont venus renforcer l'équipe.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les dix boîtes à réclamations placées au sein des Autorités traditionnelles du parc permettent aux membres de la communauté de communiquer directement avec la direction du parc, afin qu'une aide appropriée puisse leur être apportée. Plus de 4 670 écoliers et 290 adultes ont visité Liwonde. Des bourses d'études ont été attribuées à 105 élèves du secondaire et du supérieur, tandis qu'un foyer pour jeunes

filles et une cuisine ont été construits à l'école secondaire de Malombe. Le programme Happy Readers, étendu à cinq autres écoles, a continué de susciter un vif intérêt de la part du ministère de l'Éducation. 22 172 livres ont été distribués dans le cadre du programme de lecture baptisé « Reading Around the Reserve », en collaboration avec Book Aid International. Plus de 3,1 tonnes de miel ont été récoltées par Honey with Heart, qui a reçu l'accréditation provisoire du Bureau de la normalisation du Malawi pour son installation de traitement. Les plantations des Spicy Farmers se sont bien comportées, malgré les effets des cyclones Ana et Gombe. Le Projet « Goat Pass-On » s'est poursuivi, fournissant une source supplémentaire de protéines aux communautés. Celles-ci se sont engagées dans un programme d'utilisation durable des ressources à Mangochi, visant à contrôler et réglementer la récolte d'arbres morts et tombés pour le bois de chauffage.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le bureau, l'atelier et les magasins de Masuku, à Mangochi, ont été achevés, ainsi que de nouveaux logements pour huit écogardes et leurs familles. Six puits ont été forés et une alimentation solaire de base a été installée dans les camps des écogardes et gardes-barrières de Mangochi. Les logements des gardiens des clôtures de Mbweni et Chisopi ont été achevés, ainsi que deux ponts à Mangochi. L'achèvement de la clôture de Chisopi marque la finalisation de l'ensemble de la clôture

Liwonde/Mangochi, ce qui atténuera davantage encore la pression exercée par les conflits homme-faune. Seuls 9 km de clôtures « Kenya » à l'épreuve des éléphants ont été posés, en raison de retards dans la réception des matériaux. Ce système de clôture innovant s'est révélé très efficace pour contenir les éléphants et réduire les conflits homme-éléphant autour du parc.

TOURISME – Le tourisme a connu une augmentation substantielle avec 12 368 visiteurs nationaux, 4 959 visiteurs internationaux et 5 888 visiteurs de la Communauté de développement d'Afrique australe : cela indique non seulement une reprise post-pandémie, mais aussi une montée en flèche de la popularité de Liwonde. Les recettes touristiques totales ont augmenté de près de 200%.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Établir une force de réaction rapide (QRF) dans une base séparée près de Chinguni, à Liwonde
2. Installer un terrain de camping à Liwonde
3. Reconstruire le centre d'éducation à l'environnement de Liwonde
4. Développer, construire et stocker une ferme piscicole communautaire dans le village de Chisawa
5. Employer un directeur technique pour diriger l'équipe de construction, afin de réduire la dépendance à l'égard des entrepreneurs externes



En partenariat avec le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW) et le Malawi Department of National Parks and Wildlife (DNPW), African Parks et Conservation Solutions ont déplacé en 2022 plus de 260 éléphants du Parc national de Liwonde vers celui de Kasungu, au Malawi, afin de réduire la pression exercée par les éléphants à Liwonde et augmenter leur effectif à Kasungu © Frank Weitzer

LA PROSPÉRITÉ GRACE A UNE CONSERVATION ACTIVE



DIRECTEUR DU PARC
John Adendorff

MALAWI – La Réserve faunique de Majete est le mandat le plus ancien d’African Parks : c’est en 2003 que l’accord a été signé avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW). Il y a dix-neuf ans, Majete était une forêt dépeuplée, dépourvue de faune et de flore, dont la population du Malawi ne retirait aucun avantage, mais cet accord de gestion a permis à une vision commune de transformation de voir le jour. Aujourd’hui, Majete est la preuve vivante d’un paysage devenu un atout mutuellement bénéfique pour la population et la faune grâce à une gestion saine et à l’adhésion des communautés. Après la réintroduction de 17 nouvelles espèces dont le rhinocéros, l’éléphant, le léopard, le buffle, le guépard, la girafe et le lycaon, Majete est devenu un havre de prospérité pour la faune et l’une des principales destinations sauvages du Malawi. Cette année, le lycaon et la girafe ont tous deux produit la première génération de leur descendance, ce qui témoigne du succès remarquable de l’opération. Quoique durement touchée par le cyclone Ana et en partie détruite, la réserve a généré les revenus touristiques les plus élevés de son histoire. Elle emploie plus de 165 employés permanents, et les actions menées par les communautés, tels Honey with Heart et un projet de pisciculture, profitent chaque année à des centaines de leurs membres. Majete, brillant exemple de résilience, prouve qu’une zone protégée bien gérée peut être viable à long terme.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – 2022, année charnière, a vu la naissance de la première génération d’individus d’espèces réintroduites à Majete, notamment neuf bébés lycaons, dont huit toujours vivants, et cinq veaux de girafes, dont trois ont survécu. Après avoir lutté pour s’adapter à leurs nouvelles conditions de vie, les guépards ont bien évolué : quatre des petits nés en 2021 ont franchi leur première année et cinq nouveaux

petits sont nés cette année. Les kits d’identification ont recensé 52 lions, y compris les 18 lionceaux nés en 2022. Cinquante-trois zèbres, 48 koudous, 20 élands et 19 bubales de Lichtenstein ont été capturés pour repeupler d’autres parcs du Malawi. Le recensement aérien bisannuel a permis de dénombrer plus de 12 000 animaux, soit une augmentation par rapport à 2020 malgré la sécheresse de 2021 qui a affecté certaines espèces. Dans le cadre de programmes visant à utiliser des financements basés sur la nature pour soutenir davantage encore le parc et les communautés locales, il a été effectué une étude sur les arbres de la réserve pour vérifier le stockage de carbone.

Au chapitre de la protection du parc, signalons qu’un écovigilant a été tué par des braconniers – le premier accident de ce type depuis que Majete est passée sous la gestion d’African Parks. Cet événement tragique nous rappelle que, malgré les succès que nous enregistrons dans la réduction du braconnage, les risques qui y sont liés évoluent constamment et que nous devons nous adapter en permanence pour les réduire. En réponse, Majete a mis l’accent sur l’engagement communautaire et le renforcement des capacités de l’équipe chargée de l’application de la loi, par le biais de la formation et du développement des compétences. Treize nouvelles recrues ont suivi le stage BFR à Liwonde avant de rejoindre l’équipe de Majete. Huit écovigilants ont reçu une instruction spécialisée dans le pistage de la faune et quatre dans le sauvetage, et deux autres ont été formés dans le cadre du programme MIKE (Monitoring Illegal Killing of Elephants). Le but de la nouvelle unité d’enquête, formée auprès d’un mentor du Réseau d’information pour la conservation (ICON), consiste à fournir des opérations de protection plus stratégiques, telles que la collecte de renseignements, le déploiement d’écovigilants et la surveillance par IA. Majete a maintenu son record de zéro perte de rhinocéros ou d’éléphant due au braconnage depuis leur réintroduction, en 2003 et 2006 respectivement.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le premier trimestre de l’année a été consacré à assister les communautés après le passage du cyclone Ana, notamment en reconstruisant des maisons et des infrastructures, en repeuplant les fermes piscicoles et en fournissant aux habitants des vivres et d’autres produits. En réponse à la sécheresse de 2021, la capacité des systèmes d’irrigation et des fermes piscicoles a été améliorée par l’installation de nouveaux panneaux solaires, de pompes et de réservoirs de stockage d’eau. Les cinq nouveaux puits de forage fournissent de l’eau potable, un élément vital à une période où le Malawi connaît de graves épidémies de choléra. Le projet Honey



Le Camp Thawale, dans la Réserve faunique de Majete. En 2022, les revenus issus du tourisme à Majete ont augmenté de plus de 10% par rapport à la période pré-pandémie © Gael Vande Weghe

with Heart a produit 2,9 tonnes de miel, générant un revenu de 9 113 \$US. Cette année, l’accent a porté sur l’augmentation du rendement et de la qualité du miel, parallèlement à l’extension de l’entreprise à d’autres districts proches de Majete. L’initiative « Reading Around the Reserve » a conduit à la distribution de 6 400 livres aux écoles primaires de la région.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Suite au passage du cyclone Ana et de trois autres tempêtes tropicales au début de l’année, d’importantes réparations ont été nécessaires : le nivellement de 300 km de routes endommagées, la réparation et le renforcement de 35 des 144 km de la ligne de clôture. Les habitations du personnel ont été rénovées et deux nouvelles maisons construites. Le terrain du camping pédagogique a été modernisé afin d’offrir un espace aux groupes scolaires. La nouvelle installation de traitement du miel a été certifiée par le Bureau de la normalisation du Malawi, conformément au standard exigé pour la vente. Un nouveau système de gestion des déchets a été mis en place dans les principaux locaux du personnel pour y améliorer le recyclage. Deux trous de sonde équipés de pompes solaires ont été forés dans le sud pour améliorer l’alimentation en eau de la faune en saison sèche et répartir les éléphants dans l’ensemble de la réserve, allégeant ainsi la pression sur les zones proches des sources d’eau existantes.

TOURISME – Le précédent record de recettes établi en 2018 a été battu de plus de 10%. L’ancienne maison du directeur du tourisme a été convertie en unité familiale, ce qui permet de faire passer l’occupation à Thawale à 20 lits. Le biopool installé à Thawale offre à la clientèle une expérience unique grâce à son système de filtration naturelle à l’aide de la végétation et de la faune. Thawale a bien fonctionné cette année, mais les concessions de Majete ont connu quelques difficultés : le cyclone Ana a infligé des dégradations considérables au Mkulumadzi Lodge, qui a dû fermer ses portes pendant le premier trimestre de l’année ; cinq de ses huit unités ont été inondées, tandis que la réception principale et la piscine ont également été touchées.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Installer des colliers GPS sur les éléphants pour mieux appréhender leur usage du site
2. Moderniser les installations à l’entrée de l’établissement pour y ajouter un accueil pour les visiteurs à la journée
3. Développer le projet Honey with Heart pour faire passer la récolte à 5 000 kilos
4. Poursuivre la modernisation des bâtiments d’éducation à l’environnement
5. Générer des revenus grâce au financement carbone

ÉQUILIBRER LES AVANTAGES ET LES RESSOURCES



DIRECTEUR DU PARC
David Nangoma

MALAWI – La Réserve de faune de Nkhokotakota – une dense canopée boisée de 1794 km² traversée par trois grands fleuves se déversant dans le lac Malawi – est la plus ancienne et la plus grande réserve du pays. Cependant, en 2014, des années de braconnage de l'ivoire avaient réduit la population d'éléphants à une centaine d'individus seulement, et ce qui était autrefois un sanctuaire de vie sauvage s'était réduit à une forêt dépeuplée. Pour réaliser sa vision d'un sanctuaire pour la faune et d'un atout pour les habitants, le Gouvernement du Malawi a signé avec African Parks, en 2015, un accord à long terme pour gérer Nkhokotakota et assister le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW).

Depuis lors, la Réserve a lancé un certain nombre de réintroductions historiques. En 2016 et 2017 ont eu lieu de colossales actions de restauration de la faune avec la translocation de 500 éléphants et 2 000 autres animaux. En 2022, plus de 800 animaux de neuf espèces différentes ont été introduits dans la Réserve, dans le cadre d'une opération historique visant à y rétablir les populations fauniques. Ces deux importantes actions ont ravivé l'espoir, non seulement pour le tourisme, mais aussi pour l'intégrité même de la Réserve en tant qu'habitat capital pour la faune. La formation continue des écogardes, les progrès technologiques et le soutien des chefs traditionnels, de la police nationale et des principales parties prenantes améliorent année après année la situation en matière de sécurité. L'emploi et les activités commerciales, telles que l'apiculture, la pisciculture et la production de piments, ainsi que les investissements dans l'éducation, la santé, la nutrition et les infrastructures, profitent à des milliers de personnes. Avec le retour de la vie dans cette Réserve, un nouveau potentiel est en train de se concrétiser, qui sauvegarde la biodiversité tout en revigorant le tourisme, générant des revenus et créant une valeur durable pour les communautés locales.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Au total, 813

animaux ont été relâchés avec succès dans la Réserve de Liwonde : pour la première fois pour African Parks, 15 hippopotames ont été transférés (malheureusement, trois sont morts au cours de l'opération), ainsi que 20 élands, 26 koudous, 29 zèbres, 217 impalas, 75 phacochères, 107 zibelines, 99 buffles et 230 cobes d'eau. Deux léopards y ont été observés en octobre pour la première fois. Dix éléphants ont été équipés de colliers, ce qui porte à 26 l'effectif suivi par le système EarthRanger. Une étude ornithologique a mis à jour la liste de la Réserve, qui compte désormais 324 espèces. Le travail de terrain effectué par un spécialiste de l'Université des sciences et technologies du Malawi et ses étudiants, qui portait sur l'entomologie, l'ichtyologie, la botanique et la qualité de l'eau du système de la rivière Bua, a livré des données intéressantes pour la gestion du parc.

Une opération conjointe entre les services de conservation et la police du Malawi a permis l'arrestation de 1 502 orpailleurs présumés ayant investi la Réserve entre juillet et décembre, et 82 condamnations ont été prononcées par le tribunal correctionnel de Nkhokotakota. En raison du suivi des procédures disciplinaires par African Parks, deux écogardes ont malheureusement figuré parmi les prévenus. Onze écogardes de terrain ont suivi la formation de base (BFR) et rejoint l'équipe, portant son effectif à 62 ; quatre ont suivi à Majete la formation de secourisme ; le responsable de l'unité d'application de la loi a participé à une session sur la gestion des armes ; un stage d'introduction aux enquêtes a été dispensé à 12 écogardes. L'impact de la formation sur ce personnel a été manifeste. Il a été rapporté 27 incidents liés à des conflits homme-faune impliquant pour certains des potamochères et des éléphants ayant pillé des champs de maïs et d'arachides ; un homme a été blessé.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Il a été organisé au total 169 réunions communautaires axées sur le respect de la loi, l'exploitation correcte des ressources et la récolte. Lors de l'assemblée générale annuelle de l'association de la Réserve de faune sauvage de Nkhokotakota, les principales questions soulevées ont porté sur la nécessité de fermer la partie non clôturée au nord de la Réserve, sur le vagabondage des éléphants sur les terres communautaires et sur les infestations de mouches tsé-tsé affectant le bétail. L'administration sanitaire du district de Nkhokotakota a organisé des séances de sensibilisation et d'instruction sur les mouches tsé-tsé, et un exercice de dépistage de la maladie du sommeil a permis d'identifier 17 porteurs qui ont été immédiatement admis pour traitement. Au total, 1 000 cibles et 100 pièges ont été posés autour de la Réserve. Des bourses ont été accordées à 206 étudiants, et huit enseignants bénévoles ont été

soutenus. Plus de 9 000 membres de la communauté ont participé à des actions entrepreneuriales, dont 525 apiculteurs et quatre groupes formés à la transformation des mangues séchées. Les communautés et les écoles ont planté plus de 84 000 pieds d'arbres fruitiers et indigènes. La clinique communautaire de Sasani récemment remise au conseil du district de Nkhokotakota fournit désormais des services médicaux essentiels à 15 villages et plus de 1 910 foyers. Un bloc de salles de classe pour 160 élèves a été construit, six forages ont été effectués, plus de 50 km de routes communautaires ont été nivelées, le réseau d'égouts de l'hôpital du district de Nkhokotakota a été réhabilité, et un étang de pisciculture a été créé dans la région de Mpamatha afin d'améliorer la nutrition. Champignons, bambous, feuilles de palmier, chaume et plantes médicinales ont été récoltés de manière durable, bénéficiant à 5 399 personnes. Au total, il a été dépensé 172 998 \$US en faveur du développement communautaire et 32 957 \$US générés par des entreprises communautaires. La télévision de la Malawi Broadcasting Corporation s'est fait l'écho des programmes d'application de la loi sur les communautés et la conservation locales, ce qui a permis de sensibiliser la population à l'environnement.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Une auberge de jeunesse sous tentes offrant 32 lits, deux chalets au Livezi Bush Camp, des logements pour le personnel d'encadrement et deux duplex au camp des écogardes de Likoa ont été bâtis. La

nouvelle niveleuse Caterpillar 140 a permis de niveler plus de 110 km de routes, dont une nouvelle route de 34 km qui, reliant les bases des écogardes de Chipala et de Kaludwe, réduit le temps de déploiement des écogardes et facilite la mobilité au nord de la Réserve. D'autres travaux de construction ont été réalisés : citons des rénovations importantes, la clôture des rangées de maisons de Nkhokotakota, l'érection de 35 km de clôtures « Kenya », à l'épreuve des éléphants, pour atténuer davantage encore les conflits homme-éléphant, et des ouvrages de réparation à la limite sud-ouest de la Réserve.

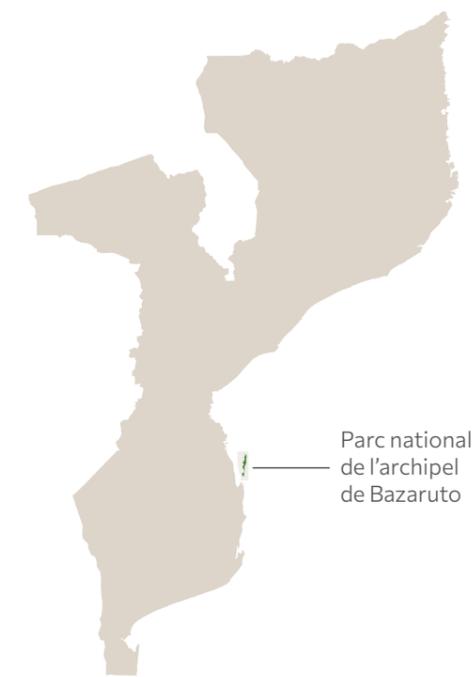
TOURISME – Nkhokotakota a reçu 2 619 visiteurs : 2 052 locaux, 379 internationaux et 188 résidents. Les recettes brutes générées par les droits d'entrée et les activités liées au tourisme se sont élevées à 15 375 \$US, soit une augmentation de 100% par rapport à celles de 2021.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Augmenter les recettes touristiques de 250% grâce au nouveau campement de Livezi
2. Construire et rendre opérationnel le poste de contrôle
3. Gérer le fleuve Bua afin d'assurer la migration des poissons en amont
4. Récolter cinq tonnes de miel et assurer un marché pour tous les stocks
5. Réduire de 80% les activités illégales



En 2022, les créations d'emplois et d'entreprises ont amélioré l'existence de plus de 9 000 membres des communautés voisines de la Réserve faunique de Nkhokotakota, au Malawi © Thoko Chikondi



Parc national
de l'archipel
de Bazaruto

MOZAMBIQUE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Administration nationale des zones de conservation (ANAC)

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

1 430 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation,
Oppenheimer Generations Research and Conservation

UN PAYSAGE MARIN BAIGNÉ D'ESPOIR



DIRECTEUR DU PARC

Armando Guenha

MOZAMBIQUE – Le Parc national de l'archipel de Bazaruto est un havre de paix prospère pour plus de 6 800 personnes et des milliers d'espèces marines. L'accord de gestion signé en 2017 par African Parks et l'Administration nationale des aires de conservation (ANAC) du Gouvernement mozambicain a permis des avancées majeures dans la compréhension de sa biodiversité et de son écologie d'exception. Outre la plus grande population viable de dugongs de la côte est de l'Afrique, ce sanctuaire marin parmi les plus importants de l'océan Indien recèle une mégafaune marine composée de dauphins, de requins, de baleines, de raies manta et de tortues. En 2022, à la suite d'un travail de recherche collaboratif coordonné par la direction du parc, l'UICN a fait passer le dugong de la catégorie « vulnérable » à la catégorie « en danger critique d'extinction » sur sa liste rouge, lui conférant ainsi le plus haut niveau de protection au niveau mondial. En cinq ans seulement, les emplois et les initiatives socioéconomiques liés au parc ont amélioré les moyens de subsistance de milliers de personnes et fait émerger un sentiment de plus en plus favorable à la conservation à mesure que les communautés prenaient conscience des avantages de la protection de la biodiversité. En conséquence, presque plus aucun dugong ne s'est retrouvé pris dans les filets de pêche et les activités illégales ont considérablement diminué. L'économie axée sur la conservation est soutenue par le tourisme, lui-même en continuel essor, créant ainsi des emplois et développant des compétences. Bazaruto, véritable joyau émergent de l'océan Indien, atteste qu'un accord de cogestion efficace produit des résultats durables, tant pour les populations que pour les écosystèmes marins dont elles dépendent.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La reclassification du dugong (*Dugong dugong*) dans la catégorie « en danger critique d'extinction », opérée sur la base d'une recherche dirigée par African Parks et évaluée par des pairs, a constitué une étape importante en matière de conservation. Les comptages aériens de dugongs ont permis de repérer cette année 119 individus dont 16 petits, ce qui indique une population saine et stable de quelques

centaines d'individus. Des centaines de tortues, de requins, de raies, de dauphins et de baleines ont également été observées lors des comptages. Bazaruto est le seul lieu connu de l'océan Indien occidental où nichent les cinq espèces de tortues marines (luth, caouanne, verte, olivâtre et imbriquée) ; un total de 76 nids relevant de ces cinq espèces résidentes a été enregistré pour la saison 2021-2022 et environ 4 500 éclosions vivantes dénombrées. En partenariat avec le Centro Terra Viva (CTV), 18 écogardes, 14 surveillants chargés des tortues de Bazaruto et neuf de celles du sanctuaire de Vilankulo ont reçu une formation sur le marquage, les protocoles de suivi et les techniques de réimplantation des nids dans des zones stables. Avec l'aide d'un expert de l'université Eduardo-Mondlane, sept piézomètres ont été installés sur les aquifères des îles habitées afin de surveiller l'eau – l'une des ressources naturelles les plus rares sur les îles – et d'éclairer les décisions de gestion concernant son usage.

Les vingt écogardes nouvellement recrutés ont pris leur poste en janvier 2023. Des patrouilles opérées conjointement avec le gouvernement local ont intercepté 56 individus, dont 14 ont été détenus et deux condamnés pour braconnage de tortues. Il a été effectué au total 7 498 patrouilles, d'où un déclin continu des activités illégales. Le bateau Novacat Siganus, qui a la capacité de patrouiller en haute mer, a été remis en état et a rejoint la flotte des écogardes. En coopération avec les autorités locales, l'équipe chargée de l'application de la loi dans le parc a arraisonné et perquisitionné dix bateaux de pêche s'étant introduits illégalement dans le parc.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La Stratégie de développement communautaire a été présentée à toutes les parties prenantes afin de recueillir leurs derniers commentaires et suggestions d'améliorations. Un recensement a été effectué pour mieux orienter la gestion des ressources et anticiper l'impact futur de la croissance démographique. Le projet Basisa Bazaruto a recruté 51 éboueurs, qui ont déblayé plus de 167 tonnes de déchets de l'archipel et de ses communautés. Le plastique recyclé est transformé en dalles de pavage à Vilankulo. La même équipe a participé à d'autres activités de conservation comme la plantation d'arbres pour reconstituer des zones déboisées. Le parc a étendu son soutien scolaire aux districts continentaux de Vilankulo et d'Inhassoro, assurant ainsi l'instruction de plus de 360 élèves. Cinquante jeunes ont reçu une formation professionnelle, et, à la demande des lodges, trois nouveaux stages ont été introduits : nettoyage, service et réfrigération. Au total, 265 personnes ont assisté à des réunions sur la santé génésique et la planification familiale conduites par des techniciens sanitaires du gouvernement. Les efforts déployés pour

mettre au point de nouvelles techniques de pêche durables, moins destructrices que la pêche à la senne, ont été bien accueillis par la communauté.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La construction d'un poste d'écogardes a été entamée à Nhamabue, dans la zone-tampon nord-ouest de Bazaruto, où se trouvent la plupart des dugongs. Tous les postes avancés ont été réhabilités, le nouveau poste de Chizungue étant achevé à 80%. Un centre de développement des qualifications communautaires est également en cours de construction à Pangaia ; plusieurs véhicules ont été acquis pour les opérations et la logistique du parc, y compris deux tracteurs pour les îles de Benguerra et Bazaruto, où ils assisteront sur les chantiers et dans la collecte des déchets. Un nouveau patrouilleur est désormais opérationnel dans la zone de Nhamabue, tandis qu'un nouveau navire de recherche a permis de conduire des explorations essentielles. Le système UGB (unité de gestion des bénéficiaires), qui aide à une meilleure gestion des recettes commerciales, est devenu pleinement fonctionnel.

TOURISME – Au total, Bazaruto a accueilli 29 200 visiteurs, soit une hausse de 63% par rapport à 2021. Le modèle de tourisme durable, dont un élément important est d'attirer des visiteurs de la région, a été finalisé.

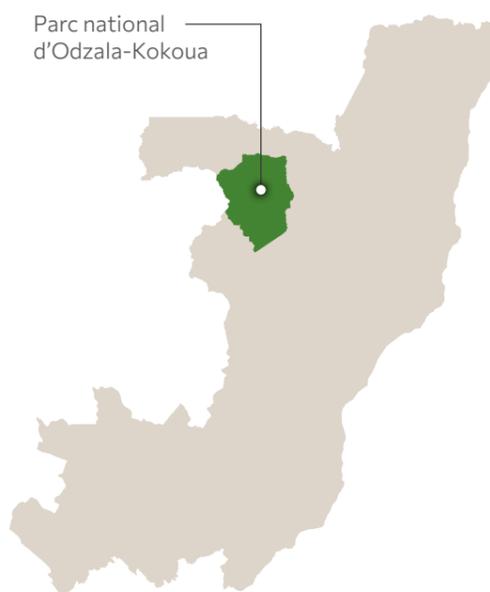
Le Zenguelemo Community Lodge, qui propose un hébergement abordable tout en créant des revenus et des emplois pour la population, est devenu opérationnel. Un quatrième lieu d'information touristique a été édifié sur la plage d'Inhassoro et un panneau d'affichage du parc installé à l'entrée du bourg. Le parc a participé à trois foires touristiques nationales et internationales. Le processus de correction des coordonnées des concessions touristiques insulaires a débuté ; les concessionnaires sont tenus de respecter leurs licences environnementales, notamment pour ce qui concerne l'enlèvement des déchets et l'édification d'installations non autorisées.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Réaliser des études terrestres et marines additionnelles
2. Renforcer les programmes de surveillance et la collecte de données existants
3. Effectuer une étude sur la capacité d'accueil touristique pour les activités de plongée sur les récifs, surveiller l'impact du tourisme sur le parc et appliquer les restrictions nécessaires
4. Amorcer la protection de la Zone marine protégée proposée au nord-ouest du parc
5. Finaliser le Plan de développement commercial et mettre en œuvre ses recommandations



Grâce à un projet communautaire d'enlèvement des matières plastiques autour du Parc national, des matériaux recyclés sont produits sur le continent © Adam Rabinowitz



RÉPUBLIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Ministère de l'Économie forestière,
du Développement durable et de l'Environnement

PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA

13 867 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

Sanctuaire de gorilles de Lossi : 380 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Union européenne, Rob Walton Foundation, US Fish and Wildlife Service (USFWS), Stichting Natura Africae, DOB Ecology, U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Legacy Landscapes Fund & ECF: Save the Elephants, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

UN SANCTUAIRE DE VIE FLORISSANTE



DIRECTEUR DU PARC
Jonas Eriksson

REPUBLIQUE DU CONGO – Le Parc national d'Odzala-Kokoua (OKNP) se situe dans l'un des écosystèmes mondiaux les plus riches en biodiversité : le bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, également connue sous le nom de « poumon vert de la Terre ». Ses services écosystémiques soutiennent l'existence de millions de personnes dans la région. Dans ce bassin, Odzala abrite la plus grande population sauvage de gorilles des plaines de l'Ouest en Afrique, ainsi qu'une proportion importante de ses éléphants de forêt. En 2010, African Parks a signé un accord de 25 ans avec le ministère congolais de l'Économie forestière pour protéger cette zone d'importance mondiale. Reconnaissant la valeur écologique et sociopolitique d'Odzala, le Gouvernement a reconduit en 2020 cet accord de gestion, incorporant en outre dans le mandat le Sanctuaire des gorilles de Lossi, une aire adjacente de 380 km². Grâce à ce partenariat, l'un des paysages africains les plus riches en biodiversité se trouve protégé, tandis que les communautés sont impliquées et soutenues pour que les ressources naturelles du parc soient préservées à l'intention des générations futures. Grâce à une équipe d'écogardes forte de plus de 110 membres et à une application actualisée de la loi sur la conservation, les activités illégales sont désormais endiguées : les niveaux de braconnage n'ont jamais été aussi bas, ce qui conduit à des effectifs d'animaux majoritairement stables, voire en augmentation pour certains. Depuis 2020, cinq projets d'entreprises agricoles ont été couronnés de succès et poursuivent leur développement année après année – cacao, poivre noir, miel, cultures maraîchères et mangues sauvages. L'ouverture du camp écotouristique d'Imbalanga, au sein du parc, devrait fournir des recettes durables et élargir l'éventail des sources de revenus à destination des communautés. Les écoles, les dispensaires et les nouvelles infrastructures bénéficient désormais à plus de 12 450 personnes d'Odzala et de ses

environs, lesquelles voient désormais l'importance de protéger ce site vital et précieux.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'étude forestière triennale d'Odzala qui s'est déroulée tout au long de l'année 2022, et dont les résultats seront disponibles en 2023, comprenait la première étude systématique des transects forestiers pour le Sanctuaire des gorilles de Lossi réalisée depuis 2006. Il a été fait appel à des méthodes additionnelles pour augmenter la précision des estimations de la densité des grands mammifères, notamment une collecte de données par pièges photographiques pour l'échantillonnage de la distance et de nouvelles techniques d'estimation de la dégradation des excréments et des nids. Les relevés aériens trimestriels de la savane ont révélé des effectifs fauniques prometteurs dans l'ensemble du parc. L'habituation d'un nouveau groupe de 11 gorilles a débuté dans le secteur est du parc, près du camp écotouristique d'Imbalanga : les études qui seront conduites sur ce groupe devraient concourir à la recherche et aux objectifs touristiques dans les années à venir. Cinq nouveaux éléphants ont été équipés de colliers, portant le total à 14. Les données contenues dans les colliers fournissent des informations essentielles sur les couloirs empruntés par la faune, ce qui impacte le déploiement des unités chargées de l'application de la loi et les objectifs de gestion régionaux.

Cinquante et un nouveaux écogardes ayant suivi la formation de base de terrain (BFR) rejoindront l'équipe, ce qui permettra à Odzala de maintenir une présence permanente de gardes dans les trois secteurs du parc ainsi que dans le Sanctuaire des gorilles. Au total, les 20 220 km patrouillés ont donné lieu à 21 arrestations, 45 armes confisquées, 7 517 pièges enlevés, la détection de 126 campements et la confiscation de 5 kilos d'ivoire, auxquels s'ajoutent 112 kilos collectés suite aux morts naturelles. Les droits humains faisant partie intégrante du programme d'application de la loi, chaque écogarde a participé au moins une fois à une session de ce type. À l'avenir, ces sessions seront obligatoires et organisées chaque année, de manière à assurer que les interactions entre les autorités du parc et les communautés continuent à s'exercer dans le respect. Odzala a également organisé deux campagnes d'information concernant la loi portant sur les espèces sauvages et les droits des communautés, dans le but de réduire les malentendus portant sur les actions d'application des lois.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Un total de 12 450 personnes a bénéficié cette année de programmes éducatifs, de développement d'entreprises et d'engagement communautaire. À signaler : la tenue de 398 réunions, la visite dans le parc de 1 976 membres

des communautés, l'éducation à l'environnement à l'intention de 2 216 étudiants, et la participation d'un millier de personnes aux célébrations de la Journée du pangolin, de la Journée de la femme et de la Journée de l'arbre. Les programmes entrepreneuriaux telle la culture du cacao, du poivre noir, de la mangue sauvage et des abeilles, ainsi que la culture maraîchère, profitent à 162 personnes. Des placements en apprentissage et des stages étudiants ont bénéficié à 20 personnes. Le fonds de développement communautaire a financé des projets locaux d'infrastructures, sélectionnés par les membres. Les deux méthodes prometteuses de lutte contre les conflits homme-éléphant, sous la forme de tranchées et d'une clôture électrique, feront l'objet en 2023 d'un suivi attentif.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La base du secteur nord d'Odzala est devenue opérationnelle : cela constitue la dernière étape d'une stratégie de décentralisation pluriannuelle visant à accroître les activités opérationnelles dans l'ensemble des communautés et zones du parc. Les déploiements ont également augmenté grâce à l'achat de dix motos, trois véhicules, trois bateaux et l'emploi d'un avion Cessna 206 d'African Parks, permettant aux équipes d'Odzala chargées des communautés, de la recherche et de l'application de la loi de couvrir plus de terrain. EarthRanger, qui protège dorénavant l'ensemble du parc, produit une évolution majeure dans la stratégie de collecte de données et de suivi des équipes de terrain,

ce qui améliorera considérablement la collecte et l'analyse des données en temps réel et, donc, la sécurité et l'efficacité de ces équipes.

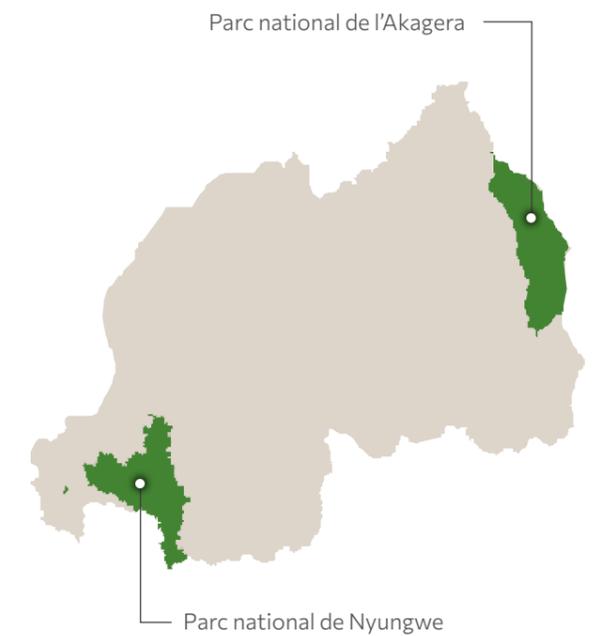
TOURISME – L'autorisation d'exploiter le Camp d'écotourisme Imbalanga d'Odzala a été obtenue ; les touristes nationaux et internationaux auront ainsi l'opportunité d'apprécier les habitats uniques du parc. Imbalanga, qui sera pleinement opérationnel en 2023, offrira nécessairement des avantages significatifs prévus en matière d'emploi local et de développement communautaire. Quatre de nos donateurs ont été accueillis à Odzala, au cours de la première des visites qui seront spécialement destinées à nos bailleurs de fonds.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Zéro éléphant braconné
2. Réaliser des échantillonnages génétiques pour mieux estimer la diversité et surveiller la santé des grands singes
3. Faire bénéficier 2 000 enfants du programme de visites scolaires d'Odzala et 6 000 membres de la communauté de la clinique mobile
4. Veiller à ce que les taux de déforestation et les variations des principaux habitats écologiques restent inférieurs à 0,05% par an
5. S'efforcer de générer 5% du budget opérationnel du parc par le biais des recettes commerciales



Le Parc national d'Odzala-Kokoua abrite le gorille des plaines de l'Ouest, qui est une espèce en danger critique d'extinction © Andrew Beck



RWANDA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Rwanda Development Board (RDB)

PARC NATIONAL DE L'AKAGERA

1 120 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

PRINCIPAUX DONATEURS Rwanda Development Board (RDB),
Stichting Nieuwgeluk Philosophy, Fondation Segré

PARC NATIONAL DE NYUNGWE

1 019 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Wyss, Stichting Natura
Africae, Rwanda Development Board (RDB), Fondation Hempel

UN BASTION FAUNIQUE AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ



RESPONSABLE DU PARC

Ladis Ndahiriwe

RWANDA – Le Parc national de l'Akagera est un exemple édifiant de ce qu'il est possible de réaliser grâce à des partenariats solides avec les gouvernements et les communautés. Depuis 2010, date à laquelle le Rwanda Development Board (RDB) et African Parks ont signé un accord de gestion à long terme, l'Akagera, naguère une ressource décimée et dévalorisée, est devenue une destination de choix pour la faune et la flore africaines. Dès 2019, il s'autofinancait à 80% grâce à des projets d'entreprises locales et à l'essor du tourisme ; aujourd'hui, 43% de ses visiteurs sont des citoyens rwandais. En cinq ans, le braconnage a été quasiment éradiqué et, grâce à des méthodes de conservation et d'application de la loi efficaces ainsi qu'à l'engagement positif des communautés, il abrite aujourd'hui des populations fauniques prospères. Entre 2015 et 2019, des translocations réussies ont permis d'y ramener des lions et des rhinocéros noirs ; la population de lions est aujourd'hui six fois plus importante qu'à l'origine. En 2021, des rhinocéros blancs du Sud ont été introduits, élargissant ainsi leur aire de répartition à une période où ils subissaient d'énormes pressions en Afrique australe, leur région d'origine, et faisant de l'Akagera un havre de paix pour les espèces au statut de conservation jugé préoccupant.

Des centaines de communautés bénéficient des actions de subsistance en cours dans le parc, telles que la pêche et l'apiculture, et des projets d'infrastructure financés par le Programme de partage des recettes touristiques, auquel le parc contribue chaque année à hauteur de 10%. La ferme piscicole de Gishanda, qui a ouvert ses portes en 2022, offre désormais à la communauté une source de protéines aisément accessible, tout en améliorant les méthodes d'agriculture durable et en fournissant de nouvelles compétences et de nouveaux emplois. La renaissance de l'Akagera, rendue possible par des partenariats solides

et une vision claire, illustre ce qu'il est possible de mettre en œuvre pour soutenir à long terme les populations et la faune sauvage.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les 30 rhinocéros blancs transférés dans l'Akagera en 2021 ont été libérés de leur boma en juillet et ont donné naissance à plusieurs petits, ce qui prouve que cette population s'est bien adaptée à son nouvel environnement. Des émetteurs ont été placés sur les cornes de huit rhinocéros noirs et sept rhinocéros blancs, tandis que deux éléphants et huit lions ont été équipés de colliers nouveaux ou de remplacement. La population de lions est passée à 57 individus après la naissance de plusieurs portées fin 2022. Outre la surveillance étroite des espèces clés, il a été entrepris des comptages mensuels des papillons et des oiseaux pour mieux évaluer la biodiversité du parc. Les études menées auprès des amphibiens et des reptiles ont également permis d'ajouter sur la liste de nouvelles espèces. L'équipe de conservation et de recherche de l'Akagera a animé et participé à un atelier sur l'ADN environnemental (ADNe), dont les objectifs étaient de comprendre la composition actuelle et historique des communautés biotiques du parc et d'offrir aux participants une expérience pratique de la collecte et de l'analyse de l'ADNe.

Trente nouveaux écogardes ont rejoint l'équipe existante. Le braconnage a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière : 18 animaux tués ont été recensés, principalement en dehors du parc. Vingt-cinq braconniers ont été arrêtés, pour certains grâce à la collaboration des communautés. Plus de 160 kilos de viande de brousse et 1,8 tonne de poisson ont été confisqués, tandis que 48 collets ont été récupérés, dont 44 lors d'une opération dans une zone humide reculée. Le parc a accueilli la formation annuelle de terrain pour les écogardes des Parcs nationaux de l'Akagera et de Nyungwe, ainsi qu'une formation médicale avancée de 26 jours pour des écogardes sélectionnés.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La ferme piscicole de Gishanda, située à 10 km de l'Akagera, a ouvert ses portes en octobre. Dans le cadre de ce projet innovant, mené en collaboration avec FoodTechAfrica et avec le soutien des gouvernements rwandais et néerlandais, des tilapias sont élevés de manière durable en vue de bénéfices écologiques et communautaires. Cette année, 111 000 alevins ont été relâchés pour repeupler le lac Gishanda ; deux villages ont été électrifiés ; l'amélioration des infrastructures a facilité la construction de l'école primaire d'Umunezero, dont les 370 élèves ont désormais accès à de l'eau potable provenant des puits de la ferme ; huit emplois permanents et des emplois occasionnels réguliers ont été créés ; enfin, il a été mis en place une ferme maraîchère

biologique gérée par la communauté et fertilisée par les eaux usées de la ferme.

Les 138 réunions communautaires ont rassemblé plus de 6 000 membres pour débattre des questions de conservation, des conflits homme-faune et des engagements avec des coopératives pour aider au développement des entreprises. Au total, 33 000 arbres indigènes (dont 14 700 provenant de la pépinière de l'Akagera) ont été plantés le long des routes, dans les écoles et dans les villages. Trente enseignants ont reçu une formation à l'Eco Club, dont les huit manifestations ont relayé des messages de conservation à 9 745 adultes et enfants. La nouvelle bibliothèque communautaire a reçu 1 000 livres de Book Aid International. Au total, 399 apiculteurs ont produit 12,5 tonnes de miel pour une valeur de 60 000 \$US. La coopérative de pêche COPABARWI, qui a conclu un accord pour pêcher dans les lacs du parc, a récolté 115 tonnes de poisson, qui ont rapporté 103 000 \$US à la coopérative et au parc. Près d'un million \$US d'activité économique a été transféré du parc vers les communautés environnantes sous forme de partage des revenus, de salaires occasionnels, d'achats, de locations et de paiements. Les événements sportifs organisés par le parc, qui sont autant de manifestations de bonne volonté et de relations positives – la Rhino Velo Bike Race, la Lions Football Cup et la Rhino Footrace –, ont attiré environ 30 000 spectateurs de la communauté.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Nous avons fait nos adieux à Joseph Karama, qui a œuvré près de dix ans à la liaison avec les communautés – même s'il fera toujours partie de la

communauté de l'Akagera en tant que guide professionnel et propriétaire d'un lodge. Rurama House, sur la péninsule éponyme, a été rénovée, et une nouvelle jetée remplace celle de Pecherie pour la navigation sur le lac Ihema. La terrasse de l'espace principal du Ruzizi Tented Lodge a été remise à neuf, et le café à l'accueil du parc a modernisé son centre pédagogique. Tout au long de l'année 2022, l'Akagera a accueilli de nombreuses délégations de l'ensemble du continent, venues s'informer sur le modèle de gestion déléguée mis en œuvre par African Parks.

TOURISME – En 2022, l'Akagera a enregistré des recettes touristiques record de 3,75 millions \$US. Les citoyens rwandais ont représenté 43% des visiteurs payants. Pour répondre à la croissance de la demande touristique, 16 guides communautaires stagiaires indépendants ont complété l'effectif. Le Ruzizi Tented Lodge et le Parc national de l'Akagera ont reçu le prix 2022 Travelers' Choice de TripAdvisor.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Construire des logements pour l'équipe renforcée des pisteurs de rhinocéros
2. Améliorer la réflexion sur les zones humides de l'Akagera grâce à une surveillance accrue
3. Désigner la ferme piscicole de Gishanda comme programme communautaire d'élevage de poissons-chats, et repeupler les lacs régionaux avec des tilapias tout en encourageant la régénération des terres riveraines
4. Atteindre un taux de durabilité de 83% en 2023 et viser 100% pour 2024



Les actions socioéconomiques menées dans le Parc national de l'Akagera favorisent la durabilité financière pour les populations locales, qui ont bénéficié en 2022 de la réinjection de près d'un million \$US © Scott Ramsay

CULTIVER UN GROUPE DE SOUTIEN À LA CONSERVATION



DIRECTEUR DU PARC
Protais Niyigaba

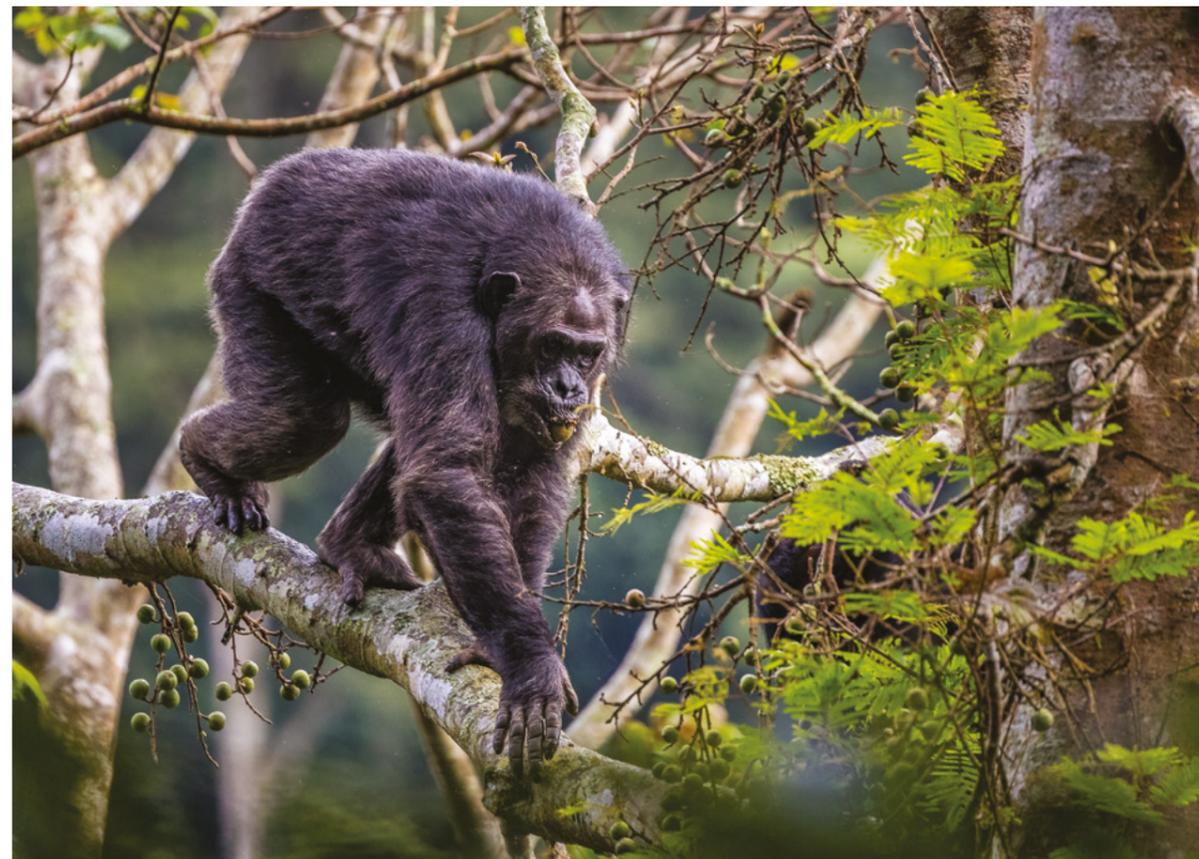
RWANDA – D'une superficie de 1 019 km² constitués de forêts denses d'afromontane, Nyungwe forme la plus grande étendue forestière du Rwanda. Alimentant deux des plus grands fleuves du monde, le Congo et le Nil, il compose l'un des points essentiels de la biodiversité africaine. Ce paysage exceptionnel abrite plus de 1 068 espèces connues de plantes, 320 d'oiseaux et 75 de mammifères, dont 13 des primates d'Afrique – notamment les chimpanzés et les insaisissables singes de Hamlyn et de L'Hoest. Dans le passé, le braconnage, l'exploitation minière illégale et l'empiètement de l'agriculture ont mis en péril sa faune et sa flore, et, partant, la survie de sa biodiversité unique. Au vu de la réussite du partenariat avec le Rwanda Development Board (RDB), qui a permis la renaissance écologique et économique du Parc national de l'Akagera, le Gouvernement rwandais a invité African Parks, en 2020, à signer un accord de 20 ans pour gérer Nyungwe et assurer sa protection, tant pour la faune que pour les communautés. Aujourd'hui, le parc permet aux communautés locales de s'approprier la conservation et développe un actif écologiquement sain et financièrement autonome. L'année 2022 a été notamment marquée par le recrutement de 92 écogardes, tous d'anciens braconniers issus de la communauté, qui ont contribué à l'élimination de 60% des pièges des braconniers tout en améliorant par leur salaire mensuel les conditions d'existence de leurs familles. En seulement deux ans, grâce à ses actions de conservation, de tourisme et de production de revenus durables, Nyungwe est devenu un bastion d'écosystèmes sains qui bénéficieront longtemps à la faune et à la flore sauvages ainsi qu'aux êtres humains.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Huit pièges

photographiques déployés dans le parc ont détecté 16 espèces de mammifères (dont le chimpanzé, le singe, le céphalophe, le chat serval et la civette). Leurs images permettent de détecter et de surveiller les espèces peu visibles, sans perturber leur comportement, tout en détectant les activités illégales. Les données sur les primates acclimatés collectées par EarthRanger comprennent trois groupes de chimpanzés et trois autres de colobes. Suite à la finalisation du protocole d'élimination des plantes invasives, une zone de 19 hectares a été nettoyée. D'autres sites cartographiés seront également débarrassés des essences exotiques en 2023. Les pépinières soutenues par le parc ont diffusé 36 604 plants d'essences forestières indigènes, à des fins de restauration et de propagation des arbres indigènes dans la sylviculture et l'agroforesterie. Deux hectares de forêt dégradée proches du village de Banda ont été reboisés conjointement par le personnel du parc, les écogardes et les membres de la communauté. En collaboration avec Bat Conservation International et la Rwanda Wildlife Conservation Association, une femelle chauve-souris fer à cheval de Hill, gravement menacée, a été équipée d'une balise radio VHF, ce qui a permis à l'équipe de la suivre jusqu'à un perchoir – le premier jamais observé par des scientifiques – où ont été découverts neuf juvéniles. Des permis CITES ont été obtenus pour rapatrier à Nyungwe 41 perroquets jaco jadis confisqués à des trafiquants puis hébergés dans des zoos du Royaume-Uni. Des données recueillies sur la circulation sur la route nationale Kitabi-Gisakura, qui traverse le parc, ont mis en évidence l'impact sur la faune du trafic automobile : 150 animaux tués par des véhicules et 56 accidents de la route. En conséquence, une requête a été envoyée à l'agence nationale de régulation des routes et des transports, qui a déployé cinq radars.

Au chapitre de l'application de la législation, les patrouilleurs anti-braconnage ont effectué 1 145 arrestations et ôté 10 431 pièges. L'augmentation du nombre de pièges recueillis est due à l'augmentation des patrouilles, au recrutement de 20 gardes supplémentaires et à l'implication de 92 écogardes, lesquels, œuvrant à la fois en tant qu'agents d'application de la loi et animateurs communautaires, font la liaison entre la communauté et le parc. Les 102 écogardes ont suivi un cours de recyclage sur le code pénal et les droits humains, dont l'accent était mis sur l'autodéfense et les études de cas, et 98 ont participé à la formation de base BFR.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Un total de 185 réunions communautaires de sensibilisation à l'environnement a touché 30 249 personnes, tandis que le tournoi de football Colobus Cup a réuni 25 000 participants. Nyungwe a accueilli 1 595 enfants des clubs



Les données recueillies en 2022 grâce à la technologie EarthRanger ont confirmé l'existence de trois groupes de chimpanzés vigoureux dans le Parc national de Nyungwe © Marcus Westberg

nature de leurs écoles et 56 dirigeants des environs. Un total de 109 cas de conflits homme-faune a été évalué et donné lieu à des indemnités facilitées par le Fonds spécial de garantie du Rwanda. Un projet d'élevage de porcs et un rucher de démonstration ont été mis en œuvre ; ils serviront d'entreprises modèles destinées à être reproduites.

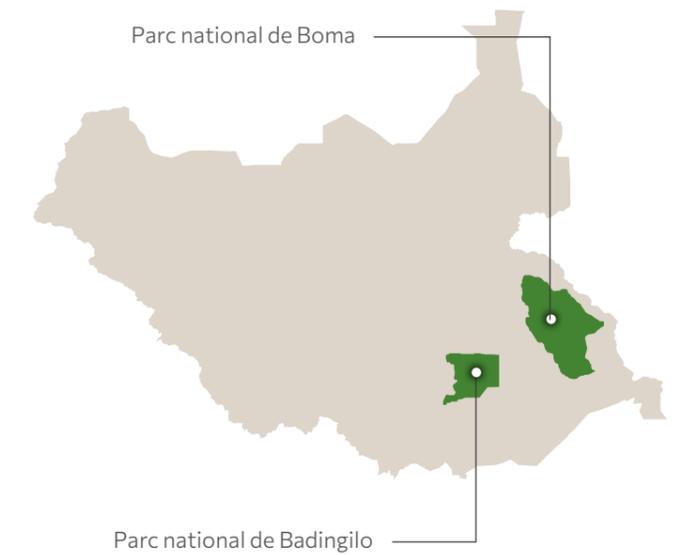
GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les chantiers préliminaires ont commencé pour le nouveau siège et le premier lodge géré par le parc, mais tous deux ont subi des retards en raison de procédures complexes d'acquisition de terrains et de transfert de titres. Parmi les réalisations en matière d'infrastructures, citons l'achèvement des cafétérias, des terrains de camping et des maisons d'hôtes à Gisakura et Uwinka, ainsi que l'électrification de neuf postes d'écogardes. Après achèvement, la première version de la Stratégie de viabilité à long terme (LTSS) sera approuvée en 2023. Il s'est tenu trois réunions du conseil d'administration, et le Parc a versé au fisc rwandais l'équivalent de 528 841 \$US, sans compter sa contribution aux deux fonds qui servent aux besoins immédiats des communautés voisines (le Tourism Revenue Sharing, qui finance les projets prioritaires des communautés, et le

Special Guarantee Fund, qui compense les pertes ou les dommages causés par la faune). Grâce au respect constant de ses obligations fiscales, la Nyungwe Management Company Ltd (NMC) a été reconnue par la Rwanda Revenue Authority comme le meilleur contribuable de la province de l'Ouest.

TOURISME – Le nombre de touristes a plus que doublé par rapport à l'année précédente ; sur les 21 564 visiteurs de 2022, 35% étaient des ressortissants rwandais. Uwinka, Gisovu et Gisakura ont ouvert de nouveaux cafés et magasins. Le nouveau Plan de développement touristique pour Nyungwe a été achevé et approuvé, de même que la nouvelle tarification à appliquer en 2023, qui a été communiquée au public.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Achever les nouveaux bureaux de gestion et ateliers
2. Terminer et commencer à exploiter le Munazi Lodge
3. Finaliser la première tyrolienne de Nyungwe
4. Maintenir les coûts d'exploitation et réaliser des audits clairs
5. Terminer le recensement bisannuel des mammifères à l'échelle du parc



SOUDAN DU SUD

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT)

PARC NATIONAL DE BADINGILO

8 935 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Segré, ECF: Save the Elephants, Hempel Foundation, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

PARC NATIONAL DE BOMA

19 757 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, Hempel Foundation, Fondation Segré, ECF: Save the Elephants, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

UNE NOUVELLE FRONTIÈRE POUR LA CONSERVATION



DIRECTEUR DU PARC
David Simpson

SOUDAN DU SUD – Les Parcs nationaux de Boma et de Badingilo, situés dans le sud du pays, composent à eux deux près de trois millions d'hectares renfermant une faune abondante, particulièrement des centaines de milliers d'antilopes migratrices. Ils font partie intégrante d'un vaste écosystème de 200 000 km² s'étendant du nord-ouest jusqu'au couloir de Jonglei et au Nil blanc. La migration annuelle – l'un des plus importants déplacements de mammifères terrestres d'Afrique –, qui voit des centaines de milliers de cobes de Buffon et des roseaux, de gazelles de Mongalla et de tiangs se diriger vers le nord et l'est en direction du Parc national de Gambella, en Éthiopie, s'est miraculeusement poursuivie malgré les décennies d'instabilité et de guerres ethniques qui ont ravagé la région. Cependant, le conflit armé en cours a gravement affecté la vie des communautés à l'intérieur et autour des parcs, de même que la faune et ses habitats. En 2022, le Gouvernement de la République du Soudan du Sud a conclu un accord de gestion de 10 ans avec African Parks pour s'assurer que ce vaste écosystème demeure intact et garantisse la durabilité socioéconomique et la sécurité à long terme de ses milliers d'habitants. Désormais, grâce à la présence d'une équipe gestionnaire permanente, à l'investissement et au soutien du Gouvernement et des donateurs, la stabilité peut s'instaurer au bénéfice du grand nombre de ses communautés et de la conservation des itinéraires de migration de la faune. Le chemin à parcourir sera long, mais ce territoire important et critique s'est vu offrir une seconde chance pour que la population du pays et la faune sauvage recouvrent leur endurance.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les vols de reconnaissance au-dessus de Boma et Badingilo, qui ont démarré en octobre pour un total à ce jour de 153 heures effectuées, ont permis de découvrir des troupes

d'éléphants, de girafes de Nubie, d'élands, d'oryx beïsa, de gazelles de Grant, de cobes des roseaux, de petits koudous et d'autruches, ainsi qu'une abondance de cobes de Buffon et de gazelles de Mongalla. Un troupeau d'environ 50 000 tiangs a été observé en novembre alors qu'il migrerait dans la partie nord de Badingilo, ce qui a confirmé la bonne santé et l'abondance des populations dans l'écosystème. Les missions effectuées dans le village de Lafon ont également confirmé la présence dans la région de hyènes tachetées et de lions. La planification du marquage massif de la faune en 2023 a été entamée dans le courant de l'année.

Les opérations d'application de la loi ont démarré de concert avec le ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT) pour mieux appréhender la gestion et les réalités du terrain dans les deux parcs. Les gardiens des parcs locaux ont également été contactés au sujet d'une gestion collaborative. Il a été fait appel à Mellivora, une société de formation d'écogardes, pour conduire en 2023 le stage de base BFR 2023, qui se déroulera dans le Camp Bala, dont la rénovation a commencé.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les réunions initiales organisées avec des chefs communautaires dans l'ensemble de la région ont visé à présenter African Parks, débattre de sa mission et découvrir les besoins des habitants. Parallèlement, la cartographie en cours des périls que constitue la nouvelle autoroute longeant la frontière ouest de Badingilo déterminera les niveaux de braconnage de viande de brousse, du brûlage pour le charbon de bois et des dommages agricoles potentiels.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le recrutement d'une équipe gestionnaire entière a commencé par le pourvoi des postes clés. Les réunions tenues avec les principales parties prenantes œuvrant dans le pays ont eu pour but de présenter African Parks et de discuter des plans et des collaborations possibles. Les business plans et les budgets sur cinq ans concernant les deux parcs ont été préparés et approuvés ; les plans d'infrastructure et la recherche de sites pour les sièges principaux ont été élaborés et achevés. Les quatre nouveaux véhicules ont été mis en service, et trois avions ont été reçus et dûment enregistrés. La restauration de la base de Lafon a démarré, notamment la construction d'un hangar à ULM. Des réunions fructueuses avec l'Unesco se sont déroulées quant à l'éventuel classement de Boma-Badingilo au Patrimoine mondial. Des comptes bancaires locaux ont été ouverts et African Parks a été enregistré en tant qu'ONG, ce qui lui permet d'obtenir une exonération fiscale.

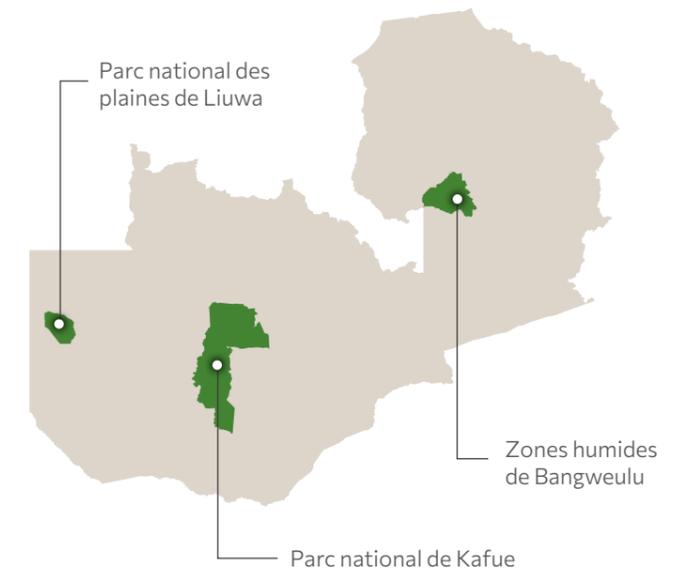
TOURISME – Les lois et les taxes relatives au tourisme ont été étudiées, ainsi que les possibilités d'activités touristiques futures. Parmi ces options figure la possibilité d'organiser des excursions aériennes guidées au-dessus des parcs.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Poursuivre les activités de surveillance de la faune, notamment par le marquage de 120 animaux et deux enquêtes aériennes
2. Mettre en place des capacités d'application de la loi dans les deux parcs, en mettant l'accent sur l'équipement, la création de postes de contrôle et les stages BFR
3. Installer un siège à Badingilo et une base fonctionnelle à Boma
4. S'engager auprès des communautés locales par le biais d'enquêtes et de discussions permettant de saisir le contexte social
5. Établir des relations avec le MWCT et les représentants du gouvernement ; créer un conseil d'administration et accueillir la première réunion



Le village communautaire de Kassangor, dans le Parc national de Boma © Marcus Westberg



ZAMBIE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

6 645 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2008

PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et les six conseils de ressources communautaires (Community Resource Boards)

PARC NATIONAL DE KAFUE

22 480 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

PRINCIPAUX DONATEURS Wyss Foundation, Dutch Postcode Lottery, Paul Tudor Jones, Kenneth C. Griffin, The Bacon Foundation, U.S. DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), ECF: Save the Elephants, Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund

PARTENAIRE Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)

PARC NATIONAL DES PLAINES DE LIUWA

3 369 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS Stichting Natura Africae, WWF Belgique

PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW), Barotse Royal Establishment (BRE)

CONSTRUIRE DES PARTENARIATS MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES



ZAMBIE – Le projet des Zones humides de Bangweulu a vu le jour en 2008 avec la signature d'un partenariat à long terme entre African Parks, six Conseils de ressources communautaires et le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW). Depuis lors, cette aire protégée, propriété de la communauté, qui est l'une des zones humides les plus importantes d'Afrique, a constitué une véritable planche de salut pour la faune ainsi que pour les 60 000 personnes résidant dans son périmètre. Après des années d'exploitation non durable de ses ressources, le braconnage a été largement endigué et les espèces sauvages telles que le cobe lechwe, le tiang, le sitatunga et la grue caronculée se sont remarquablement rétablies. Le bec-en-sabot, espèce emblématique en danger critique d'extinction, a désormais une chance de survivre grâce à la création d'une installation de réhabilitation et d'élevage, où les poussins sont élevés en vue de leur remise en liberté. Après un siècle d'absence, les guépards sont réintroduits chaque année depuis 2020.

Grâce à la prospérité de ces populations sauvages et aux paysages à couper le souffle, le nombre de touristes augmente chaque année dans la zone de gestion du gibier de Bangweulu (GMA), favorisant une économie axée sur la conservation et des actions d'entreprises communautaires. Les effectifs importants des cobes lechwe et des stocks halieutiques fournissent un flux de revenus aux communautés de la GMA, qui conservent le droit d'en exploiter de manière durable les ressources naturelles. Les écoles, ainsi qu'un nouveau centre pédagogique destiné à développer les connaissances en informatique, ont permis d'éduquer des centaines d'enfants, tandis que les services de santé tel le Charlize Theron Africa Outreach Project (CTAOP), qui promeut la santé génésique auprès des jeunes, ont profité à des milliers de membres communautaires.

Autrefois dépourvu d'opportunités, Bangweulu, devenu une source d'inspiration pour la Zambie et son peuple, illustre comment des relations solides entre les organismes de conservation, les communautés et le Gouvernement, ainsi qu'une gestion efficace, peuvent transformer la situation des populations et de la faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le Plan de gestion du bec-en-sabot a porté ses fruits : cette année a vu l'achèvement de l'installation destinée à leur élevage en captivité et à leur réhabilitation – une première pour cette espèce. Avec le soutien de l'African Wildlife Conservation Foundation et d'Ashia Cheetah Conservation, cette installation, équipée d'incubateurs et de couveuses ultramodernes, prend en charge toutes les étapes du développement des poussins. Cinq d'entre eux ont été sauvés et élevés avec succès, pour être relâchés dans la nature en février 2023. En collaboration avec Ashia, deux guépards ont été transférés d'Afrique du Sud pour développer les effectifs de Bangweulu ; ils se sont rapidement adaptés et ont commencé à chasser au bout de quelques jours. L'enquête aérienne annuelle sur les grands mammifères a révélé une augmentation des effectifs des principales espèces sauvages.

L'équipe chargée de l'application de la loi s'est fortement concentrée sur la canalisation du potentiel et le renforcement des capacités, notamment la formation aux droits humains conduite par l'instructeur en chef d'African Parks, et la formation spécialisée de deux opérateurs des postes de contrôle et d'un data analyste. Cela a amélioré l'efficacité de la collecte de données, de la documentation et des dispositifs de suivi. Le nouvel aéroglisser permet aux éclaireurs d'accéder plus facilement au centre des marécages et de réagir plus rapidement. Quatre-vingt-dix-huit arrestations ont été effectuées, contre 116 en 2021 ; toutefois, les poursuites engagées à la suite d'arrestations sont passées de 24 en 2021 à 68 cette année. Grâce aux patrouilles, l'interdiction de la pêche à l'échelle nationale pendant les trois mois de la saison de reproduction, essentielle pour garantir la durabilité des pêcheries dans les régions où la pêche est le principal moyen de subsistance, a été respectée.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Au nouveau centre modulaire de Kabinga inauguré en mars, les enseignants ont été formés au maniement des ZedUpads, des tablettes pédagogiques qui améliorent l'enseignement et l'apprentissage. Douze bourses ont été accordées, portant le total à 39 étudiants parrainés dont des étudiants en médecine, en soins infirmiers et en sciences de l'éducation. Dans les six chefferies se sont formés des clubs de jeunes CTAOP, créant ainsi de jeunes ambassadeurs

de la santé reproductive et de la conservation. Des réunions régulières organisées avec les six chefs visent à entretenir ces relations essentielles. Dans le cadre d'une discussion participative sur les effectifs fauniques et la fixation des quotas pour 2023, les CRB de chaque chefferie ont observé la migration des cobes lechwe. En juin, les chefs ont visité la Réserve de Nkhotakota, au Malawi, et partagé avec les autorités traditionnelles locales leurs expériences en matière de participation communautaire et de gestion faunique. L'abattage de 206 cobes lechwe a permis de vendre légalement de la viande de brousse aux communautés locales, et de tanner et travailler les peaux ; 5,2 tonnes de miel ont été traitées et vendues. Les produits naturels de Bangweulu ont été présentés lors de deux foires agricoles nationales, soulignant leur potentiel en matière de génération de revenus à partir de l'exploitation durable des ressources naturelles. Le personnel de Bangweulu a assisté à la cérémonie traditionnelle Musubilwa Mpemba de l'ethnie Unga, tenue en juin sur l'île de Bwalya Mponda, et à la fête traditionnelle Chinamanongo de l'ethnie Bisa, à Kopa, qui célèbre « le pot rempli ».

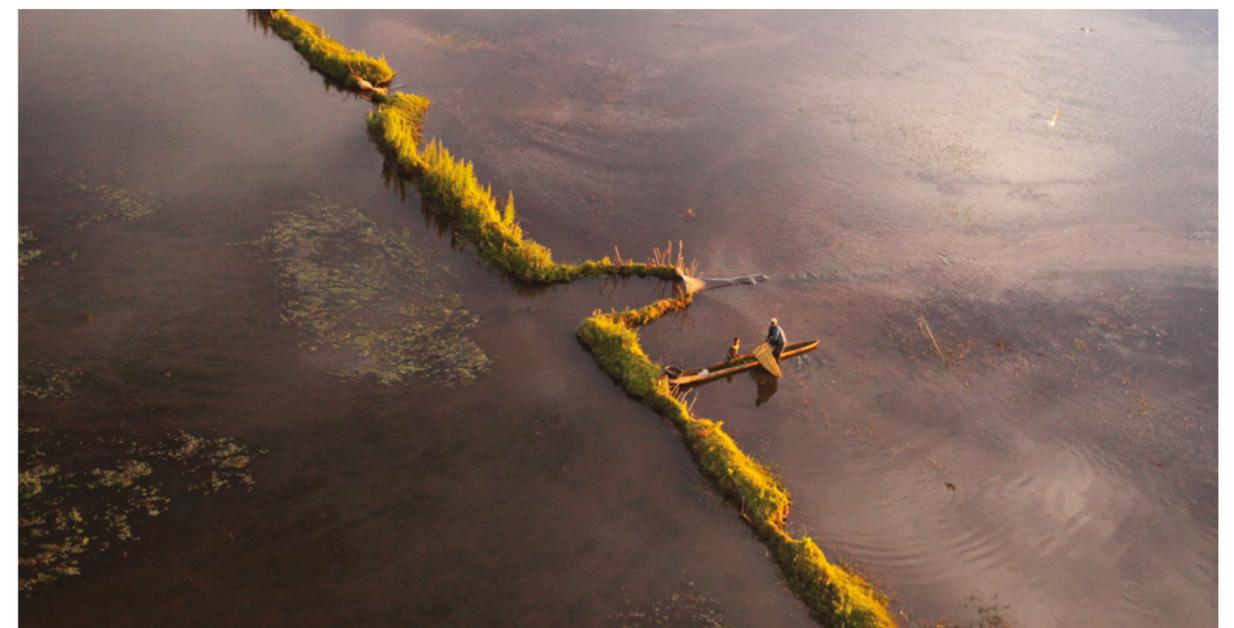
GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – L'atelier gouvernemental pour le zonage des terres, comprenant tout à la fois la foresterie, la pêche et le DNPW, a constitué la première étape du prochain Plan global de gestion de Bangweulu. La construction de la tannerie de Chiundaponde a été achevée et celle d'une installation artisanale moderne a démarré à Kopa. La chaussée de Chikuni, principale voie d'accès à l'île de Chikuni, a bien progressé ; elle sera achevée courant 2023. Dans la chefferie de Kabinga ont été édifiées six logements

pour les écogardes, un bloc de bureaux, une armurerie et un local radio ; la base est donc complètement équipée. La construction d'habitations sur les îles Bwalya Mponda et Nsamba a été entamée à l'intention des éclaireurs.

TOURISME – La réintroduction du guépard et le nouveau centre de réhabilitation du bec-en-sabot ont constitué des atouts marquants aux yeux des visiteurs de Bangweulu. Un bloc sanitaire et trois chalets se sont rajoutés au Nsoke Community Campsite, ainsi qu'une salle à manger et une cuisine pour les visiteurs indépendants. Le terrain de camping a régulièrement servi pendant l'hiver, qui est la période idéale pour observer les becs-en-sabot. La société Remote Africa Safaris a utilisé la concession du Shoebill Lodge pendant la période touristique, versant à hauteur de 61 000 \$US en droits de concession.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Continuer à réhabiliter et à relâcher des poussins de becs-en-sabot
2. Améliorer encore les opportunités touristiques sur l'ensemble du site pour accroître les recettes et les créations d'emplois
3. Développer les capacités des animateurs communautaires afin de renforcer l'investissement de la communauté
4. Mettre en œuvre une stratégie révisée d'application de la loi pour améliorer la stabilité autour de la GMA
5. Stimuler le développement d'entreprises communautaires afin de mettre en évidence l'importance de l'exploitation durable des ressources naturelles



Les projets d'entreprises communautaires à Bangweulu, qui vont de l'apiculture à la gestion des pêcheries, impactent plus de 50 000 résidents de la zone protégée © Stephen Cunliffe

POURVOIR À UN FUTUR D'ABONDANCE



DIRECTEUR DU PARC
Craig Reid

ZAMBIE – Situé dans la Zone de conservation transfrontalière du Kavango et du Zambèze (KAZA TFCA), qui est la plus vaste au monde, le Parc national de Kafue, d'une superficie de 22 400 km², est l'un des plus étendus d'Afrique. Le fleuve Kafue y domine un réseau de fleuves, de zones humides et de forêts intactes formant une vaste zone de l'écorégion emblématique du Zambèze, où sont préservées des populations critiques d'animaux typiques de la savane : éléphants, grands prédateurs, 21 espèces d'antilopes et plus de 500 d'oiseaux. En février 2021, le Gouvernement zambien a invité African Parks à mettre en œuvre un Plan de soutien prioritaire (PSP) pour la protection et le développement de Kafue. Cette période de 17 mois a vu, grâce au financement fourni par la subvention Dreamfund de la Dutch Postcode Lottery, la réalisation d'importants investissements dans les infrastructures, le renforcement considérable des actions d'application de la loi, la création de plus de 200 emplois et l'amélioration de l'éducation grâce à un programme d'alphabétisation. Ces efforts ont ouvert la voie à un mandat à long terme : en juillet 2022, African Parks a signé un accord de gestion de 20 ans avec le Gouvernement pour la protection totale de ce précieux paysage. Depuis lors, une équipe de gestion a été recrutée, du personnel supplémentaire chargé de l'application de la loi a été sélectionné puis formé, le conseil d'administration de la Greater Kafue Landscape Ltd a été créé, et les opérations et l'infrastructure ont été adaptées pour répondre aux besoins de gestion et de protection de ce vaste écosystème d'une importance cruciale.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Dans le cadre de l'enquête sur les éléphants de la KAZA TFCA, une enquête aérienne s'est polarisée sur les éléphants et les grands mammifères dans la région de Kafue et les zones de gestion du gibier (GMA) environnantes. En outre, un

total de 36 éléphants, trois buffles, 16 lions, neuf lycaons, cinq guépards, deux élands et une hyène ont été équipés de colliers, grâce à des partenariats avec le Programme zambien sur les carnivores, Musekese, Game Rangers International, Mushingashi et Panthera. Les résultats de l'enquête ainsi que les données de surveillance fournies par les colliers contribueront à établir une base de référence à même de mesurer les progrès de la restauration de l'écosystème et d'améliorer les mesures de protection. En collaboration avec les partenaires de suivi, une opération de sauvetage a été montée dans le nord du parc pour sauver sept lionceaux dont les mères avaient été tuées dans des pièges tendus par des braconniers : placés dans un enclos du Parc national des plaines de Liuwa, ils seront par la suite ramenés à Kafue, où seront entrepris début 2023 les préparatifs de leur remise dans la nature.

L'ouverture du Centre d'application de la loi au siège du parc a constitué une étape importante, la direction s'attachant à renforcer l'application de la législation en matière de conservation pour préserver la faune. Après une vaste campagne de recrutement et de sélection entreprise au sein des communautés environnantes, 80 nouveaux éclaireurs ont été formés, dont 78 étaient encore dans la course fin 2022. Le personnel chargé de l'application de la loi a été évalué au Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW) afin d'identifier les capacités et les défis à relever. Les deux light sport aircraft (LSA) ont assuré la surveillance aérienne, et l'hélicoptère a soutenu l'application de la loi par le déploiement d'équipes et la réaction aux incidents. Plus de quatre tonnes de viande de brousse et 1,1 tonne de poisson ont été récupérées, ainsi que 671 collets, 54 bicyclettes et 51 armes à feu.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le nouveau partenariat de gestion avec African Parks a été présenté aux communautés avoisinantes par le ministère du Tourisme et il a été pris des engagements initiaux avec les conseils de ressources communautaires (CRB) et les chefs. Le nouveau responsable de la communauté et des extensions dirigera l'élaboration en 2023 d'une Stratégie complète d'engagement communautaire qui guidera les activités de développement en collaboration avec des partenaires clés telle The Nature Conservancy. Des opportunités d'emploi concernant plus de 300 personnes ont été créées au cours des six premiers mois du projet Kafue. Le programme d'alphabétisation « Happy Readers » s'est poursuivi dans les écoles de Chunga et de Ngoma, où a été apportée une aide à l'entretien des infrastructures.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – L'équipe de gestion s'est



Les équipes de lutte anti-incendie de Kafue travaillent sans relâche pendant la saison sèche pour sécuriser ses infrastructures en créant des coupe-feu, en procédant à des brûlages en début de saison et en luttant contre les incendies préjudiciables © Mike Dexter

considérablement développée ; à la fin de l'année, le recrutement était achevé à 90%. Le nouveau conseil d'administration du Greater Kafue Landscape a tenu une première réunion fructueuse. Deux équipes de gestion des incendies ont travaillé tout au long de la saison sèche, sécurisant les infrastructures avec des coupe-feu, mettant en œuvre des brûlages en début de saison puis luttant contre les incendies dommageables en fin de saison. Au total, 1 211 km de routes ont été entretenus ; les ponceaux et les ponts ont été nivelés, débroussaillés et nettoyés. Cinq pistes d'atterrissage utilisées par les opérateurs touristiques et la direction ont été maintenues et les enregistrements annuels auprès de l'autorité de l'aviation civile ont été effectués. L'entretien des bâtiments existants a bien progressé, principalement à Chunga et à Ngoma ; les nouveaux bâtiments comprennent quant à eux un hangar pour avions, quatre bâtiments pour la gestion (trois à Chunga et une à Ngoma) et quatre appartements jumelés, qui sont presque terminés. La phase 1 du réseau radio permet désormais des communications radio dans la majeure partie du parc. Un second LSA, neuf véhicules, trois camions à benne basculante, une niveleuse et un bateau ont été acquis pour les opérations sur le lac Itezhi Tezhi.

TOURISME – Des opérateurs touristiques ont été engagés pour assurer la communication sur les grandes

transformations en cours dans le parc ; un accord de concession touristique (TCA) en cours a été obtenu ; et la finalisation des nouveaux TCA en attente et des renouvellements en cours a commencé. Des travaux ont été entamés pour établir des liaisons d'accès touristiques, tels des vols réguliers entre le parc et les principaux centres touristiques, comme Livingstone. Plus de 9 000 touristes (4 164 internationaux, 3 582 nationaux, 1 325 résidents) ont visité le parc entre juillet et décembre, ce qui indique une reprise après la crise du Covid-19. Le marketing de la destination a été réalisé par le biais de la presse populaire, des médias sociaux et de l'installation de panneaux d'affichage à Lusaka.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Achever le recrutement de l'équipe de gestion et du personnel de soutien
2. Finaliser l'élaboration de la Stratégie de durabilité à long terme, de la stratégie d'engagement communautaire et d'un plan de développement touristique, et en entamer la mise en œuvre
3. Terminer la phase 2 du réseau radio pour les communications dans l'ensemble du parc
4. Poursuivre le marquage et le suivi des espèces clés, en collaboration avec les principaux partenaires

UNE CULTURE DE LA PROTECTION



DIRECTEUR DU PARC
Deon Joubert

ZAMBIE – Au XIX^e siècle, le roi du Barotseland attribua à son peuple la garde du territoire qui forme aujourd'hui le Parc national des plaines de Liywa. Au début de ce siècle, cependant, après des décennies d'exploitation non durable des terres, de braconnage et de conflits homme-faune, des espèces tels le gnou et le zèbre avaient rapidement décliné, l'agriculture avait empiété sur les prairies et la population de lions s'était réduite à une seule lionne solitaire. En 2003, conscients de l'enjeu, le Département des parcs nationaux et de la faune (DNPW) et le Barotse Royal Establishment (BRE) ont invité African Parks à les aider à restaurer ce patrimoine. Immédiatement, des stratégies efficaces d'application de la loi sur la conservation ont été mises en place pour réduire le braconnage de la viande de brousse ; par ailleurs, des méthodes durables d'utilisation des terres et de récolte du poisson ont été proposées aux milliers de personnes des communautés vivant à l'intérieur et aux alentours du parc, dont les moyens de subsistance se sont améliorés grâce aux programmes de sécurité alimentaire et d'entreprises comme l'apiculture, le séchage des mangues et du poisson. En 2008 ont débuté des réintroductions d'espèces dont les plaines regorgeaient jadis : le lion a été introduit en premier, suivi de l'éland et du buffle, ce, afin de fournir une base de proies saine aux populations croissantes de prédateurs.

Aujourd'hui, Liywa, haut lieu pour les hyènes, les guépards et les lions, accueille la deuxième plus grande migration de gnous d'Afrique et constitue un sanctuaire pour 299 espèces d'oiseaux. Il est le plus grand employeur de la région et procure des avantages déterminants en matière d'éducation et de santé à des centaines de membres communautaires. Plus de 200 enfants ont reçu des bourses d'études et plus de 4 000 agriculteurs ont bénéficié d'une formation professionnelle. Liywa contribue à améliorer le statut socioéconomique des communautés, dont la participation et l'intégration se poursuivent par la création d'emplois et l'apport de revenus issus du tourisme, tout

en gagnant une renommée mondiale comme attraction touristique de premier plan. Aujourd'hui, ce territoire est redevenu une source de stabilité et d'abondance, et la population de Liywa a retrouvé le sens de la garde dont elle avait été investie.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'enquête aérienne annuelle a montré une augmentation saine des effectifs de gnous, tandis que celui des zèbres est resté stable. Une étude aérienne sur le cobe lechwe rouge a permis de dénombrier 693 individus. La population de lions poursuit son développement, terminant 2022 avec 16 individus grâce à trois nouvelles portées. Le Programme zambien sur les carnivores (ZCP) a suivi 13 clans de hyènes, dont 38 petits désormais documentés, et, à sa grande joie, découvert une nouvelle meute de 12 individus dans le nord du parc. 2022 a vu trois nouvelles portées de guépards, mais malheureusement, à l'instar de l'an dernier, aucun des petits n'a survécu aux inondations et à la prédation par les hyènes. Les 11 lycas – huit mâles d'Afrique du Sud et trois femelles transférées de Kafue en 2021 – ont été relâchés dans le parc en avril après un processus prolongé de rapprochement dans un boma à compartiments séparés, et se sont immédiatement déplacés en meute. L'une des femelles a péri suite à une attaque de hyènes, mais cinq nouveaux petits sont nés en août ; les deux mâles sont morts, laissant trois femelles en bonne santé qui avaient quitté leur tanière en fin d'année et ont ensuite été repérées dans la plaine en train de chasser avec la meute.

Les actions de protection du parc ont conduit à un doublement des arrestations par rapport à 2021, grâce à l'étroite collaboration de l'équipe avec des chefs communautaires. Les enquêteurs ont enregistré un beau succès en confisquant 92 kilos d'ivoire dans l'ensemble de la région. Les radios numériques installées par African Parks dans toutes les habitations d'Induna et du Community Resource Board (CRB) ont considérablement aidé à signaler les incidents liés aux conflits homme-faune.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Face à la récurrence des conflits homme-faune, plusieurs réunions de sensibilisation des communautés ont porté sur le fonds d'atténuation des dommages causés. Cette nouvelle approche proactive a permis d'enregistrer 126 éleveurs de bétail. Tant les réunions que le dispositif ont été soutenus et organisés par le Community Research Board (CRB) nouvellement élu. Il a également été remis des dispositifs d'atténuation des conflits, notamment 300 cloches à vache et 400 lampes d'alarme solaires.

Le programme de vaccination contre la rage s'est

poursuivi avec l'inoculation de 2 408 chiens et 212 chats supplémentaires. Le magasin Agro-Vet du CRB ouvert l'an dernier à Kalabo remporte un grand succès : il offre aux membres de la communauté un accès à l'équipement et aux semences et promeut des méthodes d'agriculture durable. Quatre-vingt-un agriculteurs additionnels se sont engagés à pratiquer des méthodes d'agriculture durable, ce qui porte leur nombre total à 4 721. Le poisson frais pêché par 1 345 pêcheurs, passé de 814 kilos en 2021 à 2 811 kilos en 2022, a été acheté et séché dans l'installation de séchage du poisson avant d'être revendu sur le marché de Kasumbalesa ; les bénéfices obtenus sont reversés au CRB. Au total, 530 kilos de miel ont été transformés par 130 apiculteurs. Le revenu global provenant du développement des entreprises a augmenté de 55% cette année. Une aide à la scolarité a été octroyée à 13 nouveaux élèves, portant leur nombre à 219. Vingt-cinq salaires d'enseignants communautaires ont également été versés, soit 11 de plus qu'en 2021.

GESTION DES PARCS ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les nouveaux responsables du développement communautaire et du développement commercial ont été recrutés. Le Plan de gestion des incendies, élaboré dans le cadre d'un mécanisme extrêmement solide de participation des parties

prenantes, a été finalisé et validé pour une mise en œuvre en 2023. Le fonds d'atténuation des effets de l'activité humaine sur la faune également adopté sera mis en œuvre courant 2023. Il a été réceptionné un nouvel avion Foxbat ainsi qu'un nouveau ponton, et la piste d'atterrissage de Matiamanene a été prolongée de 300 mètres.

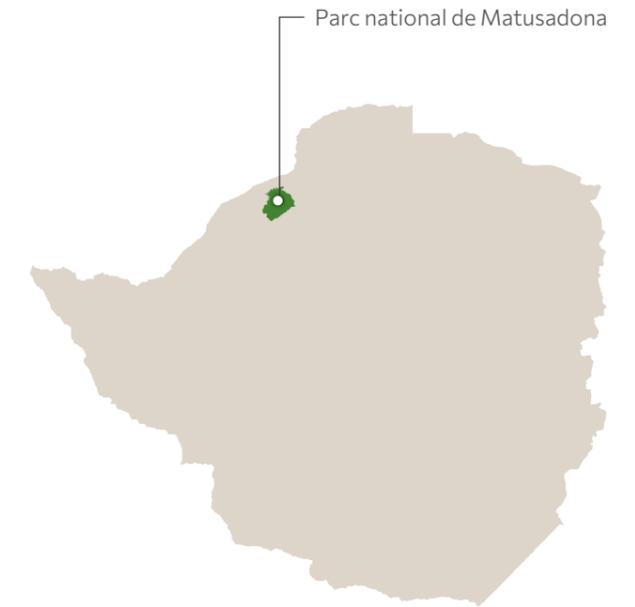
TOURISME – Le nombre de touristes a atteint cette année 989 hôtes payants, dont 179 ressortissants zambiens, générant au total 77 459 \$US de recettes. La gestion intégrée des terrains de camping avec le CRB a amélioré le statut des communautés grâce aux emplois et aux revenus issus des activités touristiques, tout en favorisant leur appréciation de la valeur de la faune et de sa gestion.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Incorporer dans le mandat une partie de la zone de gestion du gibier du Haut-Zambèze occidental
2. Actualiser et appliquer le Plan d'utilisation des terres
3. Édifier le nouveau Liywa Plain Camp pour une ouverture fin 2023
4. Mettre en activité le fonds d'atténuation des conflits homme-faune
5. Appliquer le nouveau plan de gestion des incendies



Les écogardes du Parc national des plaines de Liywa contribuent à sa protection en surveillant sa faune et en faisant appliquer la loi sur la conservation © Lorenz Fischer



ZIMBABWE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA)

PARC NATIONAL DE MATUSADONA

1 477 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Wyss, Stichting Natura Africae

UNE VISION POUR LES HOMMES ET LA FAUNE



DIRECTEUR DU PARC
Robert Reid

ZIMBABWE – En 2019, la Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA) a invité African Parks à prendre en charge la gestion du Parc national de Matusadona ; sa vision consistait à le revitaliser au profit de la faune et des communautés. Classé Parc national en 1975, Matusadona était autrefois un bastion de conservation pour les éléphants et les rhinocéros noirs, mais la pression humaine et la surexploitation des ressources l'ont gravement endommagé au fil des décennies. Depuis la création du Matusadona Conservation Trust (MCT) et l'application par African Parks d'une approche de gestion holistique efficace, il est cependant en passe de devenir un havre de paix pour la vie sauvage, une source d'espoir pour la population et une destination touristique prisée. Le réinvestissement dans l'industrie touristique a contribué à la création d'emplois et suscité la fierté des employés. Sa protection efficace par l'application de la loi sur la conservation, combinée à l'implication des communautés, a permis la croissance des populations sauvages en réduisant sensiblement le trafic des mammifères aquatiques et terrestres. Grâce à la reconstitution des stocks de poisson, les camps de pêche légaux, où les pêcheurs peuvent accéder à des zones de pêche commerciale protégées, sont devenus un atout financier majeur pour les communautés. Par conséquent, beaucoup commencent à voir les avantages directs de l'utilisation durable, par l'amélioration des prises mais aussi par le soutien des écogardes, qui protègent leurs pêcheries des opérateurs illicites. Les opportunités se multiplient grâce à l'amélioration des logements, de l'éducation et des installations sanitaires, tandis que la population constate les effets de la protection de son patrimoine et de la faune avec laquelle elle coexiste.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'importance de la planification de l'utilisation des terres autour de Matusadona a été mise en évidence par l'amplitude

des déplacements des éléphants à travers les zones de faune désignées et les couloirs hors du parc. Du fait des colliers satellitaires et des survols réguliers, qui ont permis d'appréhender leurs aires de prédilection, associés à l'implication des communautés, le nombre de signalements des conflits homme-faune a augmenté. Cette situation a suscité la nécessité d'une réponse urgente, planifiée avec les écogardes et les équipes communautaires, ainsi que d'une meilleure pédagogie auprès des communautés affectées. Le nombre des incendies illégaux a baissé de manière significative grâce à 300 km de coupe-feu brûlés préventivement pendant la saison sèche et au déploiement d'équipes d'intervention rapide.

Le renforcement de l'accès légal aux zones de pêche commerciale a conduit à l'adoption de méthodes de pêche durables par un nombre croissant de pêcheurs, qui ont reconnu les avantages directs de l'amélioration des prises du fait de la protection des écogardes. En conséquence, les deux camps situés à l'intérieur des limites du parc ont récolté en moyenne 40 tonnes par mois, générant environ 64 000 \$US – un chiffre trois à quatre fois supérieur à celui des camps de pêche non réglementés. La pêche récréative s'est également améliorée et, pour la première fois depuis des années, les gorges de Sanyati ont connu une saison de frai du poisson-tigre sans filet. D'importantes opérations ont été menées sur le lac : la capitainerie du lac Kariba et le Nyaminyami Rural District Council (NRDC) ont enregistré et marqué légalement les bateaux dans les sept camps de pêche situés dans le bassin du lac, autour du parc. Les bateaux jugés hors d'état ou exploités illégalement ont été confisqués.

Les écogardes ont bénéficié d'une formation tout au long de l'année, et les cadres des forces de l'ordre, de la police et des procureurs de Kariba ont reçu une formation juridique menée en collaboration avec la Tikki Hywood Foundation (THF), laquelle a permis de faire progresser les poursuites et l'issue des affaires traitées ainsi que les relations avec le système judiciaire. L'avion de Matusadona s'est avéré extrêmement efficace dans la conduite des opérations d'application de la loi et l'apport d'un soutien logistique, tout en offrant une vue d'ensemble des problèmes existants tels les camps de pêche illégaux, l'orpaillage et les changements apportés à l'utilisation des terres.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Trois années d'engagement positif ont commencé à porter leurs fruits, avec un fort sentiment d'adhésion de la part de la communauté. Le programme « Happy Readers » a été étendu à huit écoles de niveau 1 et à trois autres écoles de niveau 2, et il a été noté une hausse de l'alphabétisation

parmi les enfants participants. Le partenariat conclu avec Book Aid International en vue de soutenir et promouvoir la lecture dans 35 écoles primaires renforcera encore les efforts accomplis en la matière, en impactant 13 000 enfants. Les clubs nature, les visites du parc et les contacts réguliers ont été autant d'occasions pour les communautés d'accéder à Matusadona, confortant ainsi leur expérience de la faune tout en leur démontrant l'importance qui s'attache à conserver la biodiversité.

Les dégâts occasionnés aux cultures par les éléphants et la prédation sur le bétail continuant de susciter des tensions, la gestion de ces conflits homme-faune hors des limites du parc est demeurée la priorité de nos équipes, qui ont mis en œuvre des initiatives telles la culture des piments, la pose de clôtures, la distribution et la formation à la mise en place de bomas de capture en toile, l'éducation des communautés sur les soins à apporter au bétail et la collaboration avec le NRDC pour freiner l'expansion agricole illégale. Un plan formel de gestion de ces conflits est en cours en collaboration avec la PWMA et les différents conseils de district, ainsi que des investissements dans des ressources supplémentaires.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le nouveau bloc administratif, la maison du chef des écogardes, la caserne et le bureau des gardes ont été achevés. Les logements existants des écogardes ont été modernisés, et ceux du personnel d'encadrement sont presque achevés. La construction et l'entretien des routes se sont poursuivis. Matusadona

a accueilli la manifestation du Partenariat stratégique d'African Parks, de même que la réunion annuelle de gestion.

TOURISME – Des accords de concession ont été signés avec les opérateurs existants Changa Safari Camp et Rhino Safari Lodge, et plusieurs campements de pleine nature ont ouvert leurs portes. Les visiteurs peuvent désormais venir à Matusadona sans devoir apporter leur propre équipement grâce aux améliorations apportées au camping de Tashinga et à la mise à disposition de tentes. Trois véhicules d'observation du gibier ont été acquis, et des accords contractuels permettent aux visiteurs à la journée d'effectuer des excursions depuis des houseboats. Le MCT a coparrainé les trois jours du Kariba International Tiger Fish Tournament (KITFT), au cours desquels plus de 1 300 poissons-tigre ont été capturés puis relâchés. Les recettes touristiques ont plus que doublé, pour s'élever cette année à 303 643 \$US.

OBJECTIFS POUR 2023

1. Élaborer un plan de gestion des prédateurs
2. Tendre vers un plan stratégique d'atténuation des conflits homme-faune
3. Recruter des écogardes supplémentaires par le biais d'une formation de base BFR
4. Achever l'appel d'offres concernant un lodge dans la zone du fleuve Gubu
5. Élaborer un plan d'utilisation des terres pour les années 2023 et 2024



Par ses emplois et ses opportunités entrepreneuriales, le tourisme constitue un autre flux de revenus pour les communautés vivant autour du parc. Parc national de Matusadona, Zimbabwe © Changa Safari Camp

ÉTENDRE NOTRE IMPACT PAR DES PARTENARIATS

PROGRAMME D'INCUBATION

Notre vision est de gérer directement 30 zones protégées d'ici 2030, mais nous reconnaissons qu'il faut faire davantage pour protéger les zones clés en péril. Pour relever ce défi, nous avons lancé en 2018 notre Programme d'incubation, afin d'investir dans des opérateurs partageant notre ambition d'une gestion efficace des zones protégées par le biais d'accords à long terme. Notre objectif : dix zones protégées supplémentaires gérées par des partenaires sélectionnés et couvrant 10 millions d'hectares supplémentaires d'ici 2030.

Par le truchement d'un processus de vérification approfondi, notre programme d'incubation engage d'autres organisations partageant nos valeurs et notre mission, et aspirant à reproduire notre modèle de gestion déléguée. Grâce à notre mentorat et à notre appui technique, nous les guidons vers cet objectif, renforçant, ce faisant, notre impact sur la conservation de la nature. Parmi ces conseils : l'élaboration d'accords de gestion avec les partenaires gouvernementaux ; le partage de nos structures commerciales, de nos principes de gouvernance et de nos meilleures pratiques ; la réalisation d'évaluations opérationnelles à même d'identifier les lacunes ; et le mentorat, qui vise à renforcer la confiance et l'expertise. Ces partenariats sont menés à la fois au niveau opérationnel et institutionnel, avec un soutien et des échanges adaptés aux besoins et aux circonstances spécifiques de chacun.

Les sites incubateurs sont choisis sur la base de critères similaires aux nôtres, à savoir : le potentiel du site à se développer, dans le cadre d'un mandat de gestion, pour intégrer des zones protégées adjacentes ; des emplacements stratégiques englobant des biomes et des espèces spécifiques ; des synergies de gestion ; et une croissance opportuniste à la demande des gouvernements.

Nous sommes impatients de rendre compte des progrès de nos partenaires et d'en intégrer de nouveaux dans ce programme.



Wild Africa Conservation (WAC), Niger : une organisation à but non lucratif créée pour agir aux côtés du Gouvernement du Niger et des communautés locales pour gérer, réhabiliter et conserver le Parc national du W au Niger. La WAC joue un rôle essentiel dans la partie nigérienne du complexe W-Arly-Pendjari par le biais d'un Plan d'intervention prioritaire visant à transformer cette zone protégée en un mandat de gestion déléguée complet.



Mulanje Mountain Conservation Trust (MMCT), Malawi : une organisation à but non lucratif œuvrant à améliorer la conservation de l'écologie unique et de la biodiversité endémique de la Réserve mondiale de biosphère du Mont Mulanje, ainsi qu'à l'utilisation durable des ressources naturelles au profit des moyens de subsistance de la communauté locale. Le MMCT modifie actuellement son mandat pour passer du conseil technique à un mandat de gestion déléguée à part entière, et se restructure actuellement pour s'adapter à cet objectif.



Noé : une organisation internationale à but non lucratif qui vise à conserver la biodiversité par le biais de programmes sur le terrain ciblant les espèces menacées et les zones protégées, et à contribuer à l'économie locale et aux moyens de subsistance par le soutien à l'éducation et à la santé, l'amélioration de la résilience au changement climatique et la sensibilisation à l'environnement pour encourager les changements de comportement. Noé gère la Réserve naturelle de Termit et Tin-Toumma au Niger depuis 2018, la Réserve de faune de Binder-Léré au Tchad depuis 2019, et le Parc national de Coundouati-Douli au Congo depuis 2021. Noé augmente chaque année son impact positif sur la conservation, et, grâce à des unités de gestion pleinement opérationnelles, augmente actuellement sa capacité opérationnelle tout en conduisant des recherches pour mieux comprendre les zones sous sa protection.



NOS PARTENAIRES

Partenaires gouvernementaux	90
Partenaires financiers stratégiques	94
Informations institutionnelles	104
En souvenir	106

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Le succès de la gestion d'African Parks dépend des pays hôtes, de leurs ministères, de leurs institutions de protection faunique et de leurs autorités traditionnelles. Il est essentiel de donner la priorité à ces relations et de les consolider pour obtenir un soutien et œuvrer ensemble à la réalisation de notre objectif commun : protéger des sites essentiels à travers toute l'Afrique. Le rôle statutaire de nos partenaires gouvernementaux est inscrit dans nos accords, et leur participation est garantie par leur approbation de nos business plans et de nos budgets ainsi que par leur représentation aux conseils d'administration. Nous les remercions tous pour la confiance qu'ils nous accordent et pour leur engagement en faveur de la conservation de la biodiversité.



RÉPUBLIQUE D'ANGOLA – African Parks a signé en 2019 un accord de gestion à long terme du Parc national d'Iona avec l'Institut national de la biodiversité et de la conservation (INBC) et le ministère angolais de l'Environnement (MINAMB), qui est responsable de la formulation, de l'exécution et du contrôle de la politique en matière de protection de l'environnement. Celle-ci comprend la préservation et la conservation de la qualité de l'environnement, la lutte contre la pollution, la biodiversité terrestre et aquatique, les zones de conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel, ainsi que la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables. L'INBC a quant à lui été créé pour mettre en œuvre la politique de conservation de la biodiversité et la gestion du système national des zones de conservation. Ana Paula Chantre Luna de Carvalho est l'actuelle ministre du MINAMB, et Albertina Nzuzi Matias l'actuelle directrice générale de l'INBC.



RÉPUBLIQUE DU BÉNIN – Le Gouvernement du Bénin a signé un accord avec African Parks en mai 2017 pour revitaliser, réhabiliter et développer le Parc national de la Pendjari. En juin 2020, le Parc national du W a été ajouté au portefeuille, et la restauration de ces parcs est l'un des 45 projets phares du programme national d'investissement « Révéler le Bénin » annoncé en décembre 2016 par la Présidence de la République. José Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable, Abdel Aziz Baba-Moussa, directeur général du Centre national de gestion des réserves et aires protégées (CENAGREF),

et Edmond Toli, directeur général de l'Agence nationale de promotion des patrimoines et du développement du tourisme, ont tous joué un rôle déterminant dans ce partenariat.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) – En 2014, African Parks s'est vu confier la mission de gérer le Chinko en partenariat avec le ministère des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches, lequel conserve la responsabilité principale de la gestion durable des ressources forestières, des opérations forestières commerciales et de la gouvernance des parcs nationaux en RCA. Un mandat actualisé et revitalisé pour le Chinko a été signé en avril 2020 avec le ministre Idriss Amit, qui a joué un rôle déterminant dans le soutien à la gestion des aires protégées.



RÉPUBLIQUE DU TCHAD – La République du Tchad est le partenaire d'African Parks dans la gestion du grand écosystème de Zakouma, un vaste biotope comprenant le Parc national de Zakouma et la Réserve de faune de Siniaka Minia ainsi que la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi et le Projet Aouk. En 2010, sur les conseils de l'Union européenne, le Gouvernement tchadien a demandé à African Parks d'assumer la responsabilité de la gestion du Parc national de Zakouma afin de l'aider à éradiquer le fléau du braconnage des éléphants. L'accord de gestion public-privé a été signé en juin 2010, et dès octobre African Parks a entamé la gestion du parc et de sa périphérie. Le nouveau mandat de 10 ans signé en 2017 vise à développer l'Écosystème fonctionnel de Zakouma, tandis qu'un autre accord, d'une durée de 15 ans, porte sur la création, le financement et la gestion de la nouvelle Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi. Mahamat Abdelkerim Hanno est le ministre de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable (MEPDD) et Abderamane Chaibo le directeur de la Faune.



RÉPUBLIQUE DU CONGO – Le ministère de l'Économie forestière met en œuvre la politique nationale en matière de développement durable, d'économie forestière et d'environnement. En 2010, African Parks a conclu avec la ministre, Mme Rosalie Matondo, son premier accord de gestion public-privé concernant le Parc national d'Odzala-Kokoua, complété en 2020 d'un avenant incorporant le Sanctuaire des gorilles de Lossi à la zone protégée et créant la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi en tant qu'entité de gestion. Dans le cadre de ce ministère, African Parks travaille avec l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP), représentée par Jean Bosco Nganongo, son directeur général.



Un établissement communautaire dans la zone de conservation du Chinko, en République centrafricaine, où vivent certaines des communautés les plus isolées et les plus vulnérables au monde © Marcus Westberg



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) – L’Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)

de la RDC est un organisme public placé sous la tutelle du ministère de l’Environnement et chargé de la gestion durable de la biodiversité dans les aires protégées de la RDC, en coopération avec les communautés locales et d’autres partenaires. L’ICCN gère un patrimoine naturel et culturel composé de neuf parcs nationaux et d’une constellation de 80 réserves couvrant plus de 13% de la superficie du pays. Nous avons entamé notre travail avec l’ICCN dans le Parc national de la Garamba en 2005. Son actuel directeur général est Yves Milan Ngangay.



RÉPUBLIQUE DU MALAWI – Le partenariat avec le Department of National Parks and Wildlife (DNPW) est le plus ancien d’African Parks : il remonte à 2003, année de l’accord concernant la Réserve faunique de Majete. Le DNPW est l’agence gouvernementale responsable de la gestion et de la conservation des ressources fauniques, ainsi que de l’administration de la politique sur les espèces sauvages et de la loi sur les parcs nationaux et la faune. En 2015, African Parks a signé un accord avec le Gouvernement du Malawi, par l’intermédiaire du DNPW, pour gérer la Réserve faunique de Nkhotakota et le Parc national de Liwonde, auquel est venue s’adjoindre en 2018 la Réserve forestière de Mangochi. Pour celle-ci, African Parks a également établi un partenariat avec le Department of Forestry, qui est l’agence gouvernementale chargée de la planification



Les chameaux sont un élément important de la protection de la Réserve naturelle et culturelle de l’Ennedi, car ils aident les écocardes à patrouiller dans les zones les moins accessibles de la réserve, en particulier dans les régions montagneuses © Sean Viljoen

et de l’appui en matière de vulgarisation et d’orientation techniques, ainsi que de faciliter le développement sylvicole sur les terres coutumières et les réserves forestières. La commission de partenariat public-privé du Malawi (PPPC) a favorisé la signature de ces accords. Le DNPW est actuellement dirigé par Brighton Kumchedwa.



RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

– En décembre 2017, African Parks a signé un accord de cogestion de 25 ans avec l’Administration nationale des zones de conservation du Mozambique (ANAC) en vue de restaurer, développer et gérer le Parc national de l’archipel de Bazaruto, et le revitaliser pour en faire l’une des aires marines protégées les plus importantes et les plus productives d’Afrique de l’Est. Celmira da Silva est l’actuelle directrice générale de l’ANAC.



RÉPUBLIQUE DU RWANDA – Le

Rwanda Development Board (RDB), l’agence gouvernementale responsable de la gestion des parcs nationaux et des zones protégées du Rwanda, a pour mission de transformer et développer l’économie rwandaise en favorisant la croissance du secteur privé. African Parks a entamé sa collaboration avec le RDB dans le Parc national de l’Akagera en 2010 et dans celui de Nyungwe en 2020. Nous remercions Clare Akamanzi, sa directrice générale, pour son soutien indéfectible à l’Akagera et à Nyungwe et à la conclusion de ces deux accords.



Les ressortissants nationaux représentent 43% des visiteurs du Parc national de l’Akagera, au Rwanda © Scott Ramsay



RÉPUBLIQUE DU SOUDAN DU SUD – En

août 2022, le Gouvernement du Soudan du Sud a signé un accord de gestion renouvelable de 10 ans avec African Parks concernant les Parcs nationaux de Boma et de Badingilo, y compris les couloirs de faune et les zones d’extension proposées dans le paysage élargi – soit une zone s’étendant sur plus de trois millions d’hectares. Avec cet engagement, le Gouvernement assure la protection à long terme de ces écosystèmes vitaux et garantit des avantages durables aux populations et à la faune. Ce partenariat est rendu possible par le ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme (MWCT), par l’intermédiaire du Service de la faune du Soudan du Sud (SSWS), l’autorité légale du ministère responsable de la gestion de la faune et des zones protégées du pays. L’actuel ministre du MWCT est Son Excellence Rizik Zakaria Hassan.



RÉPUBLIQUE DU ZAMBIE – Le

Barotse Royal Establishment (BRE) est reconnu par le Gouvernement zambien comme une entité administrative communautaire officielle dans la province de l’Ouest et, à ce titre, est un partenaire essentiel du projet. Sa Majesté le Litunga Lubosi Imwiko II et le Limulunga Kuta (Parlement) ont joué un rôle déterminant dans l’accord conclu en 2003 entre le Gouvernement et African Parks. Depuis lors, le Litunga continue de jouer un rôle actif dans l’orientation du projet par la participation de deux représentants du BRE au conseil d’administration de Liywa.



RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE – La

Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA) opère en vertu de la Loi de 2001 sur les parcs et la faune sauvage [Chapitre 20:14]. Elle gère environ cinq millions d’hectares de terres, soit 13% de la superficie totale du pays. Chargée de la protection, de la gestion et de l’administration de la vie sauvage, elle se targue d’exercer une gestion saine visant à préserver le patrimoine unique du Zimbabwe en matière de flore et de faune. En 2019, African Parks a signé un mandat de 20 ans avec la PWMA pour la gestion du Parc national de Matusadona. Fulton Mangwanya est l’actuel directeur de la PWMA.



RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE – Le

Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW), qui dépend du ministère du Tourisme, s’efforce de protéger et conserver les territoires où évolue la faune sauvage et d’améliorer la qualité de vie des communautés, tout en maintenant une biodiversité saine. African Parks a entamé sa collaboration avec le DNPW dans le Parc national des plaines de Liywa en 2003 et dans les Zones humides de Bangweulu en 2008. Andrew Chomba est l’actuel directeur par intérim du DNPW.

LES CATALYSEURS DE LA CONSERVATION

NOS PARTENAIRES FINANCIERS STRATÉGIQUES

Nous sommes profondément reconnaissants à ce noyau de donateurs qui nous octroient un financement largement flexible et pluriannuel de plus de 500 000 \$US par an. Nous remercions également nos grands donateurs privés européens qui préfèrent rester anonymes. À eux tous, grâce à leur soutien incroyablement généreux et la plupart du temps inconditionnel, ils ont enraciné notre action et permis notre croissance.



Acacia Conservation Fund (ACF) – La branche philanthropique d'Acacia Partners investit dans la conservation pour lutter contre le déclin de la diversité biologique sur la planète. ACF soutient des projets entrepreneuriaux axés sur les résultats, qui maximisent leur impact et s'évertuent à le démontrer puis à le développer au fil du temps. Il nous apporte depuis 2015 un soutien sans réserve tout en investissant également dans notre programme d'incubation, lequel aide des ONG sélectionnées à mettre en œuvre notre modèle.



Gouvernement du Bénin – Ce Gouvernement a pris un engagement significatif de 6 millions \$US sur cinq ans lorsque le Président Patrice Talon a invité African Parks à assumer la gestion du Parc national de la Pendjari, au sein du complexe W-Arly-Pendjari (WAP) qui s'étend sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. L'objectif de ce partenariat est de préserver, gérer et développer ce paysage unique. En outre, le Gouvernement béninois a joué un rôle déterminant dans notre expansion au W-Bénin grâce à son engagement financier supplémentaire de 5 millions \$US, ainsi qu'en attirant d'autres financements privés et institutionnels pour la gestion de la Pendjari et du W-Bénin – celui-ci représente une part importante du plus vaste écosystème sauvage encore intact d'Afrique de l'Ouest.

Bill Pope

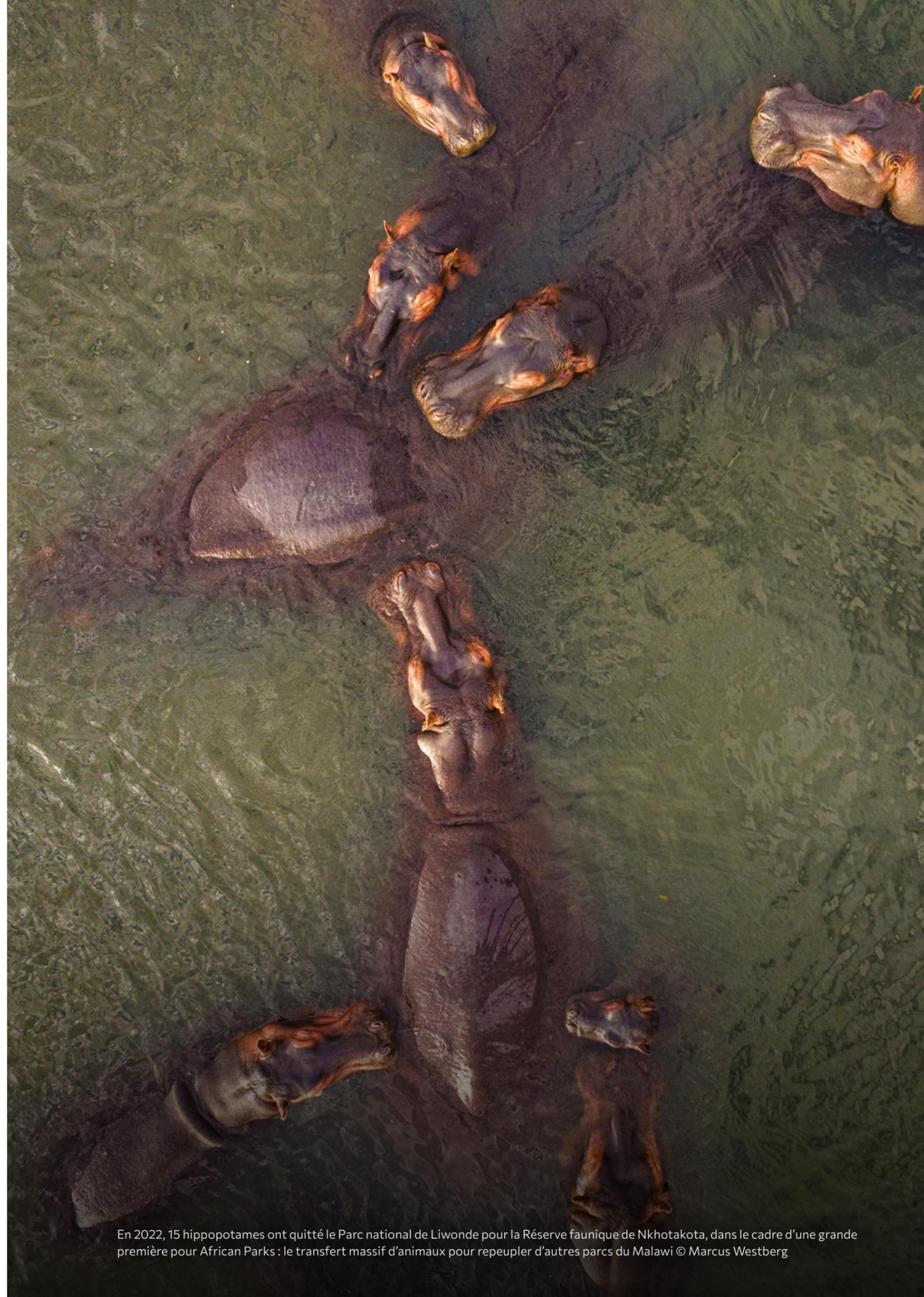
Bill Pope – En février 2022, Bill s'est rendu pendant deux semaines à Zakouma et à l'Ennedi au Tchad, à Odzala en République du Congo et au Chinko en République centrafricaine (RCA) – un circuit ambitieux dans quatre de nos parcs parmi les plus reculés d'Afrique centrale et du Sahel. Au cours de ce périple, il a pu rencontrer certaines des personnes incroyables qui œuvrent, jour après jour, à la protection et à la préservation de ces paysages extraordinaires. Inspiré par le personnel et l'action d'African Parks, il est devenu l'un de nos partenaires stratégiques et a pris un engagement pluriannuel généreux.

The Dhanam Foundation

Dhanam Foundation – Créée en 2004, cette Fondation est une organisation privée indépendante à but non lucratif basée à Palo Alto, en Californie. Elle se focalise principalement sur l'éducation, la protection de l'enfance et les services à la personne. En 2015, elle a commencé à inclure dans son portefeuille philanthropique la conservation de la nature et la protection des terres et, en 2021, a pris un engagement important envers African Parks : le soutien à la restauration du Parc national de Matusadona, au Zimbabwe, comme sanctuaire de vie sauvage et destination prisée de safari avec ses prodigieuses populations d'éléphants, de buffles et de rhinocéros. La Fondation a également alloué un financement supplémentaire à l'appui des translocations effectuées dans le cadre de la restauration du parc.



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) – La GIZ est le principal acteur allemand en matière de prestations de coopération internationale. En tant qu'entreprise fédérale, elle aide le Gouvernement allemand à atteindre ses objectifs de développement durable. Depuis qu'African Parks a entamé son action dans le complexe W-Arly-Pendjari, elle a participé au financement de l'enquête aérienne de 2019 et d'une étude de faisabilité sur la réhabilitation des Parcs nationaux d'Arly et du W-Burkina Faso en 2020. En 2021, elle a contribué de manière significative à mettre en œuvre des actions de conservation et de développement communautaire dans la Pendjari et au W-Bénin, et cofondé un Plan d'intervention prioritaire dans le W-Niger.



En 2022, 15 hippopotames ont quitté le Parc national de Liwonde pour la Réserve faunique de Nkhotakota, dans le cadre d'une grande première pour African Parks : le transfert massif d'animaux pour repeupler d'autres parcs du Malawi © Marcus Westberg



L'emblématique bec-en-sabot se voit offrir une seconde chance de survie dans les Zones humides de Bangweulu, en Zambie, avec l'ouverture du tout premier centre d'élevage en captivité et de réhabilitation qui élève puis relâche des poussins orphelins © David Findlay



DOB Ecology – Pour cette fondation néerlandaise, des écosystèmes forts et sains sont des ingrédients vitaux de la vie, du bien-être et du développement durable. Sa mission : soutenir les partenaires œuvrant à la protection et à la restauration des écosystèmes menacés et (re) créant les conditions nécessaires à la résilience des moyens de subsistance des communautés locales. Le partenariat pluriannuel entre DOB Ecology et African Parks s'articule autour de la conservation du Parc national d'Odzala-Kokoua basée sur le renseignement.

Donna and Marvin Schwartz

Donna et Marvin Schwartz – Ces extraordinaires défenseurs de la conservation et des causes animales, tout particulièrement intéressés et fermement motivés par la sauvegarde des éléphants et d'autres grandes espèces menacées par le braconnage, ont apporté d'emblée, dès 2012, un soutien essentiel à notre travail de lutte anti-braconnage en Afrique centrale. Grâce à leur générosité, diverses actions ont pu voir le jour à la Garamba, au Chinko et à Odzala-Kokoua, ainsi que dans d'autres parcs abritant d'importantes populations d'éléphants tel celui de Zakouma, au Tchad.



The Dutch Postcode Lottery – Depuis 1989, cette loterie collecte des fonds au profit d'organisations œuvrant en faveur d'un monde plus juste et plus vert. Au moins 40% de chaque billet vendu est reversé à des organisations caritatives. Elle s'est progressivement développée jusqu'à devenir la plus grande loterie de ce type aux Pays-Bas, soutenant 148 organisations non gouvernementales. Depuis sa création, elle a distribué plus de 7,5 milliards d'euros à ses divers bénéficiaires. Au cours des cinq dernières années, African Parks en a recueilli 7,5 millions : en 2018, nous avons reçu un prix pluriannuel « Extra Project » en faveur de la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi ; en 2020, nous avons été les bénéficiaires, avec le World Wide Fund for Nature (WWF) et Peace Parks, d'un montant de 16,9 millions d'euros pour alimenter notre projet Dreamfund, qui vise à stimuler le développement écologique et socioéconomique de la Kavango Zambezi (KAZA) – la plus vaste zone terrestre de conservation transfrontalière –, nous permettant ainsi de financer le développement du Parc national de Kafue ; en 2022, African Parks a bénéficié de 900 000 euros de financement non affecté.



The Elephant Crisis Fund (ECF) – Cette initiative conjointe des organismes Save the Elephants et Wildlife Conservation Network est un fonds flexible et réactif venant en appui des meilleures opérations des organisations les plus fiables au niveau mondial, qui œuvrent en faveur des éléphants d'Afrique. Depuis 2015, il a apporté à African Parks non seulement une somme de plus de 4,7 millions \$US, mais aussi son expertise quant aux meilleures pratiques en matière de conservation des éléphants. Cela a bénéficié à la surveillance critique, à la protection basée sur le renseignement et aux activités d'atténuation des conflits homme-éléphant s'agissant de nos populations d'éléphants parmi les plus menacées.



Union européenne (UE) – L'UE est de longue date un partenaire essentiel d'APN, avec lequel elle collabore en matière de conservation et de développement en Afrique centrale. Depuis 2005, ce partenariat a permis de créer des zones de stabilité dans une région précaire et d'attirer des financements et des partenaires supplémentaires. Le soutien de l'UE a été déterminant pour la gestion de grands paysages, notamment le Parc national de la Garamba et sa périphérie, la Zone de conservation du



La Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) – Cette Fondation est un fonds fiduciaire de conservation qui promeut la préservation des zones protégées du complexe WAP, tout en favorisant l'éducation, la science et le développement économique local. La FSOA a été créée par le Gouvernement du Bénin et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), grâce à des contributions financières du Gouvernement du Bénin, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Coopération financière allemande (Kreditanstalt für Wiederaufbau – KfW). Depuis 2017, elle apporte annuellement d'importantes contributions financières à la gestion du Parc national de la Pendjari. En 2019-2020, elle a versé 85% du financement d'un plan d'action prioritaire visant à sécuriser le Parc national du W-Bénin,



Grâce à la gestion efficace du Parc national de la Garamba, en RDC, des milliers de personnes bénéficient de la sécurité alimentaire et d'un approvisionnement en eau potable © Marcus Westberg

lequel a évolué en juin 2020, pour African Parks, en un mandat de gestion complet. La Fondation s'est également engagée à couvrir l'intégralité du financement pour le plan des trois premiers mois du mandat d'African Parks concernant la gestion du W-Bénin, qui couvraient le dernier trimestre 2020. En 2021, la FSOA a contribué à hauteur de 1,5 million \$US à la Pendjari et au W-Bénin. Sa vision élargie est de créer une source de financement durable et de soutenir la synergie des activités au sein du complexe W-Arly-Pendjari.



FONDATION SEGRÉ

Fondation Segré – Cette fondation suisse créée en 1996 s'est engagée à concourir à la protection de la biodiversité globale par la conservation active des espèces menacées et de leurs habitats et la restauration des écosystèmes dégradés. Devenue un partenaire financier stratégique d'African Parks en 2016, elle a soutenu bon nombre de parcs à hauteur de plus de 7 millions \$US. En 2022, elle a assisté African Parks dans la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, le Parc national de l'Akagera et le nouveau paysage de Boma-Badingilo.

The Head and Heart Foundation – Cette Fondation soutient des organisations qui protègent et stimulent la biodiversité, et

entretiennent les ressources naturelles et le climat dont les espèces ont besoin pour survivre et se développer. Elle soutient généreusement la mission d'African Parks – conserver les parcs nationaux d'Afrique pour les générations actuelles et futures.



The Howard G. Buffett Foundation – La Fondation considère ses ressources comme un capital-risque rare apte à améliorer les conditions et créer des changements dans les circonstances et les zones géographiques les plus difficiles. Depuis 2014, elle soutient toute une série de projets de conservation des habitats et de la faune ainsi que des améliorations opérationnelles et de sécurité dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda. Elle contribue également à la sécurité et aux opérations du Parc national de la Garamba, notamment dans sa lutte anti-braconnage, et a fait don en 2020 de tous les produits de la vente de sa ferme Ukulima, en Afrique du Sud, aux opérations en cours d'African Parks. Elle a été le principal donateur lors du transfert historique, en 2021, de 30 rhinocéros blancs vers le Parc national de l'Akagera.



Legacy Landscapes Fund (LLF) – Ce nouvel et ambitieux instrument financier vise à protéger les sites naturels les plus remarquables du



Plus de 900 enfants ont été initiés en 2022 à l'agriculture durable et à la culture maraîchère dans le cadre du projet « Junior Farmer Fields Schools » du Parc national de la Garamba, en RDC © Marcus Westberg



Le Parc national de Kafue, en Zambie, qui est l'une des dernières étendues de l'écorégion emblématique du Zambèze, abrite une faune abondante, notamment une population stable de lions © Marcus Westberg

monde et à combler le déficit de financement en faveur de la conservation de la biodiversité dans les pays du Sud. Le LLF est une initiative conjointe du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), de la Banque de développement KfW (KfW), de l'Agence française de développement (AFD), de la Campaign for Nature (CfN), de la Frankfurt Zoological Society (FZS), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), du Patrimoine mondial de l'Unesco et du World Wide Fund for Nature (WWF). Il assure aux zones protégées un engagement sur une période de 15 ans, assorti d'une approche programmatique flexible et à long terme, en collaboration avec un partenaire philanthropique qui apporte un fonds de contrepartie d'un million \$US par an pendant les cinq premières années. Son financement démarre à partir de la sixième année, au même taux, pour 10 années supplémentaires. Deux zones protégées gérées par African Parks figurent parmi les sites pilotes bénéficiant d'une contribution du LLF : le Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo, et celui d'Iona en Angola.



Lion Recovery Fund – Le Lion Recovery Fund (LRF) – Exploité et géré par le Wildlife Conservation Network, le LRF est un fonds agile et flexible qui investit dans les projets africains

les plus innovants et les plus efficaces pour restaurer les populations de lions et leurs territoires. Depuis 2017, APN a reçu du LRF à hauteur de plus de 3,98 millions \$US en faveur de neuf de ses sites, un accent particulier étant mis sur plusieurs parcs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale du fait de l'extrême vulnérabilité des lions dans ces régions. Le LRF a investi massivement au Chinko, en République centrafricaine, qui relève d'une vaste zone sauvage de 65 000 km² présentant un immense potentiel pour la reconstitution de ces populations.



The Oppenheimer Generations Foundation – Cette Fondation assure des financements catalytiques, flexibles et discrétionnaires en appui de l'engagement d'Oppenheimer en faveur de sociétés durables et prospères. Elle s'est engagée dès 2018 auprès du Parc national de l'archipel de Bazaruto, en versant 2 millions \$US sur cinq ans pour placer cette aire marine sous la gestion d'African Parks et la revaloriser au profit de ses communautés.



PATRIP Foundation – Cette organisation à but non lucratif canalise des fonds multidonateurs dans des projets transfrontaliers visant à accroître la



La corne d'un rhinocéros noir du Parc national de Liwonde, au Malawi, se fait équiper d'un émetteur radio à des fins de meilleure surveillance © Marcus Westberg

stabilité et l'intégration dans les régions fragiles. PATRIP s'emploie à renforcer la sécurité, la conservation et le développement social des régions frontalières du nord du Bénin, en finançant des infrastructures pour un montant de 1,7 million d'euros dans et hors du Parc national du W. Ce projet est subventionné par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères par l'intermédiaire de PATRIP et de KfW, la Banque allemande de développement.

Fentener van Vlissingen Family Paul Fentener van Vlissingen – C'est Paul, aujourd'hui décédé, qui a subvenu à la majeure partie du financement initial ayant permis la création d'African Parks en 2000. En 2010, conformément aux dernières volontés de leur père, ses filles Alicia et Tannetta Fentener van Vlissingen ont versé 25 millions d'euros au Fonds de dotation d'APN. Les sommes provenant de ce Fonds – 2 millions d'euros en 2022 – sont principalement affectées à nos frais généraux.



People's Postcode Lottery – Cet organisme gère des loteries pour le compte de 20 trusts de codes postaux. Un minimum de 33% de chaque billet est directement reversé à des organisations et causes caritatives, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger. Depuis 2015, African Parks a reçu plus de 8,2 millions de livres sterling de la part du Postcode Planet Trust grâce

aux fonds collectés par les joueurs; en 2022, nous en avons reçu 1,5 million par l'intermédiaire du Postcode Planet Trust, qui a servi à soutenir les trois parcs du Malawi et le Parc national de la Garamba, en RDC.

Rob Walton Foundation Rob Walton Foundation (RWF) – La RWF soutient des actions qui galvanisent la passion de son fondateur pour la conservation de l'environnement et la mise en place de coalitions créatives. Rob Walton, partenaire inestimable d'African Parks depuis 2003, œuvre en faveur de la survie à long terme des parcs et de la faune à travers l'ensemble du continent. En 2021, opérant sous la dénomination « Rob and Melani Walton Foundation », la RWF a pris un engagement transformateur de 100 millions \$US sur cinq ans – le plus important don de dotation de l'histoire d'APN. Des fractions de ces contributions annuelles sont venues appuyer la réintroduction d'espèces tels le lion et le rhinocéros noir dans le Parc national de l'Akagera, ainsi que des subventions de contrepartie à l'ona et Odzala-Kokoua en conjonction avec le Legacy Landscapes Fund.



Stichting Natura Africae – Fondation caritative créée en 2017 par l'entrepreneur néerlandais Jan Verhagen, Natura Africae, consciente de la relation

réciproque entre les moyens de subsistance des communautés locales et la protection réussie de la vie sauvage d'un écosystème, se voue à la conservation des parcs nationaux et des zones protégées en Afrique. En 2022, elle a apporté 4,75 millions d'euros en soutien des opérations des Parcs des plaines de Liuwa, d'Odzala-Kokoua, de Matusadona, de Nyungwe et de l'Ennedi – un financement par ailleurs catalytique pour le renforcement des coûts organisationnels et de la plate-forme institutionnelle d'African Parks.



Stichting Nieuwgeluk Philosophy – Cet organisme soutient les petites et grandes initiatives axées sur le changement et respectueuses des personnes, des animaux et de la nature. Son objectif est d'apporter des contributions bénéfiques et transformatrices et de préserver un monde vivable pour les générations actuelles et futures. En 2022, il a soutenu les Parcs nationaux de l'Akagera et de Zakouma, de même que la translocation des éléphants du Malawi.



United States Agency for International Development (USAID) – L'agence américaine pour le développement international gère le Central Africa Regional Programme for the Environment (CARPE), dont l'objectif est de conserver l'intégrité écologique de

la forêt du bassin du Congo au profit tant des populations locales que de la communauté mondiale. Grâce à son engagement de 28,9 millions \$US depuis 2018, nous avons pu gérer les aires protégées centrales du Parc national de la Garamba et de la Zone de conservation du Chinko. En outre, dans le cadre d'un consortium avec l'African Wildlife Foundation, African Parks améliore à la fois la conservation animale et la résilience humaine au sein du complexe de la Garamba, notamment les communautés vivant à sa périphérie et dans la région frontalière de Mbomou-Uele. Outre la myriade de résultats obtenus en matière de conservation et de moyens de subsistance durables, ce partenariat contribue à établir un point d'ancrage pour la gouvernance, la sécurité et la stabilité des communautés environnantes et, plus largement, du paysage transfrontalier couvrant la RDC, la République centrafricaine et le Soudan du Sud.



United States Department of State – Par le biais du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL), le Département d'État américain fait progresser la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, qui sont des conditions préalables à un développement économique durable et à la protection des ressources naturelles. Depuis 2017, l'INL a engagé plus de 9 millions \$US auprès d'African Parks pour un soutien critique à l'application de la loi dans les



Un nombre important de personnes, composées de divers groupes ethniques dont les Murle, les Jie, les Anuyak et les Nuer, vivent à l'intérieur des limites des Parcs nationaux de Boma et de Badingilo © Marcus Westberg

zones protégées, ce qui a permis la professionnalisation ainsi qu'une meilleure efficacité des écogardes dans l'ensemble de notre portefeuille, notamment au Tchad, en République centrafricaine, au Malawi, en Zambie, en RDC, en République du Congo et au Bénin. L'INL a soutenu le développement du leadership et de l'infrastructure des formations de base. Grâce à cet appui, les unités de renseignement créées dans chacun des parcs ont accru l'efficacité des opérations d'application de la loi et favorisé la collaboration régionale et nationale avec d'autres partenaires en matière de sécurité et de conservation. L'INL soutient également les technologies, la communication, la surveillance aérienne, l'équipement de mobilité et les unités canines, ainsi que la formation à la gestion des preuves dans la poursuite des délits à l'encontre des espèces sauvages. Ces interventions renforcent la capacité des parcs à lutter contre le braconnage et le trafic, favorisant ainsi la stabilité régionale et la sécurité des communautés environnantes.



Wildcat Foundation – L'objectif de cette fondation philanthropique privée est d'œuvrer à la sauvegarde et à la conservation à long terme de la faune sauvage menacée d'extinction en Afrique. Elle soutient des approches innovantes qui viennent transformer les paradigmes traditionnels de protection, en se concentrant principalement sur la formation médicale, les avions, l'équipement et la technologie à destination des

écogardes. Elle s'est associée pour la première fois à African Parks en 2014 dans le cadre du transfert historique de 500 éléphants au Malawi. Au fil des ans, Wildcat a investi dans sept parcs à travers six pays. En 2022, elle a poursuivi son action fondamentale en faveur du développement et de la mise en œuvre de stratégies d'application de la loi à la Garamba, confortant ainsi une réduction de 95% du braconnage des éléphants. En outre, son soutien a été déterminant dans le renforcement de la sécurité à la Pendjari et au W-Bénin en 2022.

UBS Optimus Foundation |  **UBS** Cet organisme de subventionnement offre aux clients d'UBS une plate-forme leur permettant d'employer leur patrimoine en faveur de changements sociaux et environnementaux positifs. Les programmes qu'il sélectionne visent à faire progresser la santé, l'éducation et la protection des enfants, sont potentiellement transformationnels, évolutifs et durables, et s'attaquent aux problèmes environnementaux et climatiques. En 2022, la Fondation a accordé à African Parks une subvention pluriannuelle en soutien de la Réserve faunique de Nkhotakota, au Malawi.



World Wide Fund for Nature (WWF) – Le WWF soutient African Parks depuis 2007, avec pour objectif de promouvoir notre modèle de gestion dans l'ensemble de l'Afrique. Le WWF Zambie



Un recensement a été effectué en 2022 dans le Parc national d'Iona, en Angola, pour mieux appréhender les stratégies d'engagement communautaire. Il a permis d'enregistrer plus de 7 000 personnes vivant dans et autour du parc © Marcus Westberg



Six Lycaons ont été réintroduits en 2021 dans la Réserve faunique de Majete, au Malawi, après avoir disparu du pays pendant 60 ans © Gael R. Vande Weghe

participe aux coûts de fonctionnement constitutifs et aux projets de conservation du Parc national des plaines de Liuwa et des Zones humides de Bangweulu ; le WWF Pays-Bas soutient les parcs zambiens et le Parc national d'Odzala-Kokoua ; quant au WWF Belgique, il est devenu un partenaire financier stratégique en 2017, eu égard aux parcs du Malawi et au Parc national des plaines de Liuwa.



Wyss Foundation – Cette organisation caritative privée se consacre au soutien de solutions innovantes et durables qui améliorent les moyens d'existence, autonomisent les communautés et renforcent les liens avec la terre. Sa relation avec African Parks, entamée en 2015 avec une subvention à la restauration de l'Akagera, s'est poursuivie avec un investissement important dans les Parcs nationaux de Liwonde et de Nkhotakota, au Malawi. En 2017, elle a pris un engagement sans précédent de 65 millions \$US en vue d'un appui durable à l'Akagera et aux parcs du Malawi, ainsi que d'un financement de démarrage pour cinq nouveaux parcs. Cela nous a permis d'adopter à notre portefeuille la Pendjari et le W-Bénin ainsi que les Parcs nationaux de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, d'Iona, en Angola, et de Matusadona au Zimbabwe. En 2021, la Fondation a consolidé son concours à African Parks avec une extraordinaire subvention supplémentaire de 108



Rainforest Trust – Ce trust collecte des fonds en vue de la création et de l'extension de zones protégées essentielles pour la biodiversité, sauvant des espèces sauvages menacées grâce à des partenariats et à l'implication des communautés. Depuis plus de 30 ans, il met en œuvre avec succès des modèles de conservation rentables impliquant tout un éventail de partenaires, notamment des donateurs, des experts de premier plan et des communautés. En 2021, il s'est associé à African Parks autour d'un projet sur six ans visant à améliorer le statut juridique de la Zone de conservation vers la création du Parc national du Chinko, en République centrafricaine, lequel agit en tant que catalyseur pour les actions régionales en matière de conservation. Ce projet non seulement développe notre empreinte sur la biodiversité, mais permet en outre à un plus grand nombre de sites d'obtenir le statut de zone protégée. African Parks est reconnaissant de compter Rainforest Trust comme partenaire pour cet engagement de 8 millions \$US.

INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

Nous sommes extrêmement reconnaissants à tous nos conseils d'administration pour leur gouvernance, leur leadership, leur supervision et leur soutien financier. Les détails des structures de gouvernance sont arrêtés au 31 décembre 2022.

AFRICAN PARKS NETWORK (APN)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert-Jan van Ogtrop (président jusqu'au 30 novembre)
Vasant (Vas) Narasimhan (président à partir du 1er décembre), Valentine Chitalu, HE Hailemariam Desalegn, Tebogo Skwambane, Ted Woods, Hansjörg Wyss, Peter Fearnhead (P.-D.G.)

PRÉSIDENT

Prince Harry, duc de Sussex

DIRECTION GÉNÉRALE

Peter Fearnhead (P.-D.G.), Carli Flemmer, Jean Labuschagne, Helge Mahne, Oniya Masiye, Baudouin Michel, Christiaan Mulder, Mbulelo Ntusi, Charles Wells

P.O. Box 2336, Lonehill, 2062, Afrique du Sud

Tél : +27 11 465 0050

Courriel : info@africanparks.org

www.africanparks.org

Numéro d'enregistrement : 2007/030803/08

PBO No : 930028082

AFRICAN PARKS FOUNDATION OF AMERICA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Ulrich (président), Edith McBean (co-vice-présidente), Mike Beaumont (co-vice-président), Anna McWane (secrétaire), Thomas Gallagher (trésorier), Jonathan Cummings, David Gibbons, Emma Pilkington Goergen, Penni Ludwig, Jonathan Mills, Marvin Schwartz, Sanjay Sen, Melani Walton, Rob Walton (émérite), Peter Fearnhead (membre d'office)

DIRECTION GÉNÉRALE

Toni Condon, Edward Barnes

21 West 46th Street, New York, NY 10036, États-Unis

tonic@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION ALLEMAGNE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dieter Zetsche (président), Juergen Steinemann, Prof. Dr. Klaus Mangold, Isabel Knauf

DIRECTION GÉNÉRALE

Florah Ikawa-Witte

African Parks Deutschland Stiftung

c/o Bredereck Steuerberatung

Rosengartenstraße 56

70184 Stuttgart, Allemagne

germany@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION SUISSE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Thomas Kern, Robert Naville, Jan

Niessen, Christian Wildmoser

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

Hirschmattstrasse 13, 6003 Lucerne

Suisse

switzerland@africanparks.org

AFRICAN PARKS ROYAUME-UNI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jon Zehner (président), Charles Graham, Maureen Hoof

Graafland, Bernard Kantor, Matt Todd

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

SUMMIT HOUSE, 4-5 Mitchell Street,

Édimbourg EH6 7BD, Royaume-Uni

uk@africanparks.org

STICHTING AFRICAN PARKS FOUNDATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

René Hoof

Pieter van Doorne, Heleen Dura-van Oord, Arent Fock,

Frederik Lotz, Onno van de Stolpe

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

P.O. Box 313, 3940 AH Doorn, Pays-Bas

netherlands@africanparks.org

AFRICAN PARKS ASIE-PACIFIQUE

GROUPE CONSULTATIF

Neil Harvey (président), Leo Evers, Robert Kwan,

Nancy Lee, Rajiv Louis

DIRECTION GÉNÉRALE

Vega Hall-Martin Embree

Hong Kong

vegahme@africanparks.org

AKAGERA MANAGEMENT COMPANY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amin Gafaranga (président), Robert Bayigamba,

Ian Craig, Jes Gruner, Michel Masozera, Teta Ndejuru,

Jacqui Sebageni

AFRICAN PARKS CONGO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

François-Xavier de Donnea (président), Milan Ngangay

Yves (vice-président), Jean-Marc Froment, Sivha Mbake,

Baudouin Michel, Kahenga Amunaso Nelly, Mwah Santosi

AFRICAN PARKS (MAJETE) LIMITED

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bob Renshaw (président), Michael Eustace, Jes Gruner,

Brighton Kumchedwa, Charles Merrick, Mohammed

Tayub

AFRICAN PARKS MALAWI

(LIWONDE et NKHOTAKOTA)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michael Eustace (président), Stella Game, Jes Gruner,

Brighton Kumchedwa, Hon. Chief Justice Anastasia

Msosa (retraîtée), Elsie Tembo

AFRICAN PARKS ZAMBIA (LIUWA) LTD

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Wim Plaizier (président), Fred Chimiti (secrétaire),

Andrew Chomba, Prince Mwendaweli Imwiko, Victoria

Musonda, Amusaa Mwanamwambwa (ancien président,

retraité), Robin Pope, Crispin Mowa Zambwe (Induna

Mukulwakashiko)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

CONSEIL DE GESTION

Wim Plaizier (président), Stephen Chabala, Emmanuel

Chama, Andrew Chomba, Michael Eustace, James Milanzi,

Patrick Muma, Victoria Musonda

COMITÉ DE SURVEILLANCE DU PARC NATIONAL

DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

Celmira da Silva (présidente), Jacques van Heerden, Maria

Cidalia Mahumane, Martin Rickelton

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROJET CHINKO

Sam van der Feltz (président), Mike Fay, Erik Mararv,

Raymond Mbitikon

COMITÉ DE SURVEILLANCE

DU PARC NATIONAL D'IONA

Ana Paula Chantre Luna de Carvalho (présidente), Edson

Bulica, Peter Fearnhead, Pedro Monterroso, Albertina

Nzuzi, Martin Rickelton, Sango de Sá

PARC NATIONAL DE KAFUE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Guy Robinson (président), Andrew Chomba, Misozi Faith

Mukutu, Robert Alexander Munro, Nalishebo Mvula,

Victoria Ngao, Charles Wells

MATUSADONA CONSERVATION TRUST

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles Wells (président), Fred Chimiti, Prof. Patience

Gandiwa, Precious Mhaka, Tanyaradzwa Mundoga,

Arthur Musakwa, Noel Mutasa, Martin Rickelton

SOCIÉTÉ DE GESTION DE NYUNGWE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Clare Akamanzi (PDG de RDB et présidente), Jes Gruner,

Jean Labuschagne, Jacqui Sebageni, Charles Wells

FONDATION ODZALA-KOKOUA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Bosco Nganongo (président), Francis Boua, Roger

Albert Mbete, Erik Mararv, Baudouin Michel, Timothée

Mpounga Onguila, Sam Van Der Feltz

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

COMITÉ DE GESTION

Baudouin Michel (président), Alfred Koffi Allogninouwa,

Abdel Aziz Baba-Moussa, Tiémoko Ali Djafarou, Jean

Marc Froment, Enrico Pironio, Toré Sotrate

PARC NATIONAL DU W

COMITÉ

Hugues Akpona (président), Alfred Koffi Allogninouwa,

Abdel Aziz Baba-Moussa, Jeannot Fransico, Jean Marc

Froment, Enrico Pironio, Georges Sossou

EN SOUVENIR

En 2022, la famille d'African Parks a connu des pertes tragiques et douloureuses – et chacune d'entre elles est une de trop. Nous rendons hommage à chacune de ces vies, et sommes reconnaissants de la façon dont chacune de ces personnes a contribué et soutenu notre objectif, qui est de protéger la biodiversité sur l'ensemble du continent. Toutes ont laissé leur empreinte, et nous adressons nos sincères condoléances à leurs familles, leurs amis et leurs proches.

Entre le 8 et le 10 février, l'extrémisme violent qui sévit actuellement au Burkina Faso et sa région s'est propagé au nord du Bénin : au cours de trois attaques dévastatrices dans le Parc national du W, sept employés d'African Parks ont perdu la vie du fait d'engins explosifs improvisés (EEI). Nous rendons hommage à ces hommes courageux tués dans l'exercice de leurs fonctions :

JÉRÔME YVES GÉRARD LIDOYNE avait rejoint African Parks en 2017 en tant qu'instructeur des écogardes, dont il était devenu en 2018 le chef instructeur francophone.

Il possédait un talent exceptionnel et croyait passionnément à l'importance de la conservation et des écogardes sur le terrain. Il a été tué le 9 février.

ZAKARI ALASSANE DJÉZAROU avait rejoint le Parc national du W en 2020 en tant qu'écogarde de terrain. Il a été tué le 8 février.

SEKO BAGA BIO MARO AMBALI travaillait au Parc national du W en tant qu'écogarde depuis 2020. Il a été tué le 8 février.

WENTOFIOR FRANCIS, lui aussi, travaillait au Parc national du W en tant qu'écogarde depuis 2020 et a été tué le 8 février.

ADAMOU ALIOU MAMADOU AKIBOU occupait le poste de chauffeur au Parc national du W depuis 2021. Il a été tué le 8 février.

TOHOUN WILFRID avait rejoint le Parc national du W en 2021 en qualité d'écogarde. Il a été tué le 8 février.

ASSONDOU ABALOU ELYSÉE occupait le poste de chauffeur au Parc national du W depuis 2020. Il a été tué le 10 février.

Nous rendons également hommage aux écogardes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions au Malawi :

GIVEN GONDWE était écogarde de terrain au Parc national de Liwonde depuis 2021. Il a été tué le 27 avril.

BENDIUS AMASI était écogarde dans la Réserve de faune de Majete depuis 2019. Il a été tué le 21 octobre.

Nous rendons également hommage aux membres d'African Parks décédés d'autres causes :

MOUSSA KODO avait rejoint le Parc national de Zakouma en 2010 en tant que chauffeur. Il est décédé le 24 avril.

GOUDJA MOUSSA GOUDJA était nettoyeur dans la Réserve de Siniaka Minia depuis 2020. Il est décédé le 27 novembre.

EMMANUEL UWITONZE, qui travaillait au Parc national de l'Akagera depuis 2013 en tant que soudeur, est décédé le 3 avril.

JOAQUINA JOSÉ CHICHAU avait rejoint le Parc national de l'archipel de Bazaruto en avril 2022 en tant

que personne de référence du projet Basisa. Elle est décédée le 20 juillet.

JOSUE ROÉLING GANIPKIO était agent collecteur de données de la Cellule J2a du Chinko depuis 2021. Il est décédé le 20 septembre.

EZOUBA PATRICE, entré à Odzala-Kokoua en 2013 en qualité de Guardian Agent logistique, est décédé le 5 mai.

SADICK DAUDI était entré à la Réserve de faune de Majete en 2008 en tant que tractoriste. Il est décédé le 16 août.

ELIZABETH KHAGALA, écogarde principale des parcs et de la faune du Parc national de Liwonde depuis 2017, est décédée le 23 décembre.

MUNDUNI NZIA était le responsable de la menuiserie au Parc national de la Garamba depuis 2015. Il est décédé le 11 août.

DARI GNAMMI PIERRE travaillait comme écogarde au Parc national du W depuis 2021. Il est décédé le 17 avril.

FINANCES

2022 Résultats financiers	110
Résumé des états financiers	112
Gouvernance	116
Nous rejoindre	IBC

RÉSULTATS FINANCIERS 2022

En cette année 2022, la plupart des opérations se sont libérées des effets du Covid-19, dont nous sommes heureux d'annoncer qu'ils ont été vraiment minimes : les chiffres du tourisme ne sont pas seulement revenus à la normale, ils ont même dépassé les attentes. Malheureusement, dans le même temps, une autre difficulté s'est présentée sous la forme d'une volatilité massive de l'offre et de la demande, combinée à une flambée de l'inflation. Le fait que cette hausse de l'inflation ait été presque entièrement annulée témoigne de la compétence et de la souplesse de nos équipes de gestion, qui ont su respecter les budgets tout en veillant à ce que les activités se déroulent normalement.

Les comptes de gestion et les finances annuelles de 2022 incluent l'impact de trois nouvelles zones protégées au sein du portefeuille. Les dépenses totales ont augmenté de 14,2 millions \$US, soit de 17,1% par rapport à 2021. Nos trois nouvelles zones en Zambie et au Soudan du Sud ont fait augmenter les dépenses de 3,8 millions \$US ; l'augmentation des activités dans l'ensemble du portefeuille, due au moindre impact du Covid-19, s'est élevée à 4 millions \$US ; notre intervention au Bénin suite aux menaces sécuritaires s'est élevée à 1,6 million \$US ; et le reste de cette augmentation est dû à deux parcs arrivant à maturité (Iona et Nyungwe, pour 2,5 millions \$US) ainsi qu'à un investissement dans l'institution (2,3 millions \$US) visant à gérer les besoins supplémentaires en matière de collecte de fonds et de supervision par le siège d'African Parks. Pour l'exercice financier, le groupe a généré 8,3 millions \$US (contre 4,3 millions \$US en 2021) de revenus commerciaux bruts.

Les points saillants de cette section sont tirés des comptes de gestion sommaires du groupe. Les comptes de gestion sont préparés sur une base de trésorerie et ne contiennent pas d'impacts non monétaires, tels que la dépréciation ou le profit et la perte sur les taux de change. Toutes les entités du groupe visent à atteindre un budget équilibré en veillant à ce que les recettes soient égales aux dépenses.

Les subventions représentent 90% du revenu total du groupe, soit 98 millions \$US, les 10% restants étant constitués respectivement de revenus commerciaux (8%) et de revenus de dotation (2%). Les subventions se composent de donateurs individuels et de

fondations (69%), de fonds gouvernementaux (3%) et de fonds institutionnels (28%). Le montant des subventions indiqué dans les comptes de gestion (96,8 millions \$US) est à comparer aux 87,6 millions \$US indiqués dans les états financiers annuels résumés. Un montant de 9,3 millions \$US est lié aux ajustements de consolidation comptabilisés dans les états financiers. Ces ajustements représentent un transfert de fonds des recettes vers les revenus différés au niveau consolidé afin d'éliminer l'impact des acquisitions d'immobilisations corporelles sur l'excédent/déficit reflété, ce qui permet de mieux faire correspondre les recettes et les dépenses. Il comprend également l'élimination des écritures intersociétés, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Ces ajustements garantissent que les revenus des donateurs liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles sont égaux aux dépenses correspondantes, qui ne se produiront qu'au fur et à mesure de l'amortissement des actifs. Ces modifications ont pour effet de différer les recettes qui sont inscrites au bilan sous la rubrique « produits différés ».

L'African Parks Foundation of America (APFA) gère actuellement une dotation généreusement offerte par la Rob Walton Foundation. L'investissement principal a été augmenté en 2022 pour atteindre 60 millions \$US. Le marché américain s'est mal comporté en 2022. Les investissements étant stratégiques et à long terme, et l'on s'attend donc à ce que le marché se redresse après cette correction. La Stichting African Parks Foundation (SAPF) gère également un fonds de dotation comme indiqué ci-dessus, et a connu des problèmes de performance similaires.

Au 31 décembre 2022, l'African Parks Foundation of America (APFA) gérait une dotation de 57,3 millions \$US, généreusement offerte par la Rob Walton Foundation. L'investissement principal a augmenté en 2022 pour atteindre 60 millions de dollars, mais les marchés mondiaux ont connu de mauvaises performances en 2022. Les investissements étant stratégiques et à long terme, on s'attend à ce que le marché se redresse après cette correction. La Stichting African Parks Foundation (SAPF), qui gère également une dotation de 35,6 millions \$US, a connu elle aussi des problèmes de performance similaires. Ces fonds de dotation fournissent à African Parks un financement non affecté sous la forme de prélèvements annuels qui, dans une large mesure, contribuent à financer notre fonction de supervision institutionnelle.

Les deux fonds sont investis dans une combinaison d'actions, d'obligations et de liquidités, conformément à la politique d'investissement définie par notre comité de financement. Les actifs du fonds de dotation sont détenus dans les bilans de la Stichting African Parks Foundation des Pays-Bas (SAPF) et de l'African Parks Foundation of America, deux entités affiliées à APN.

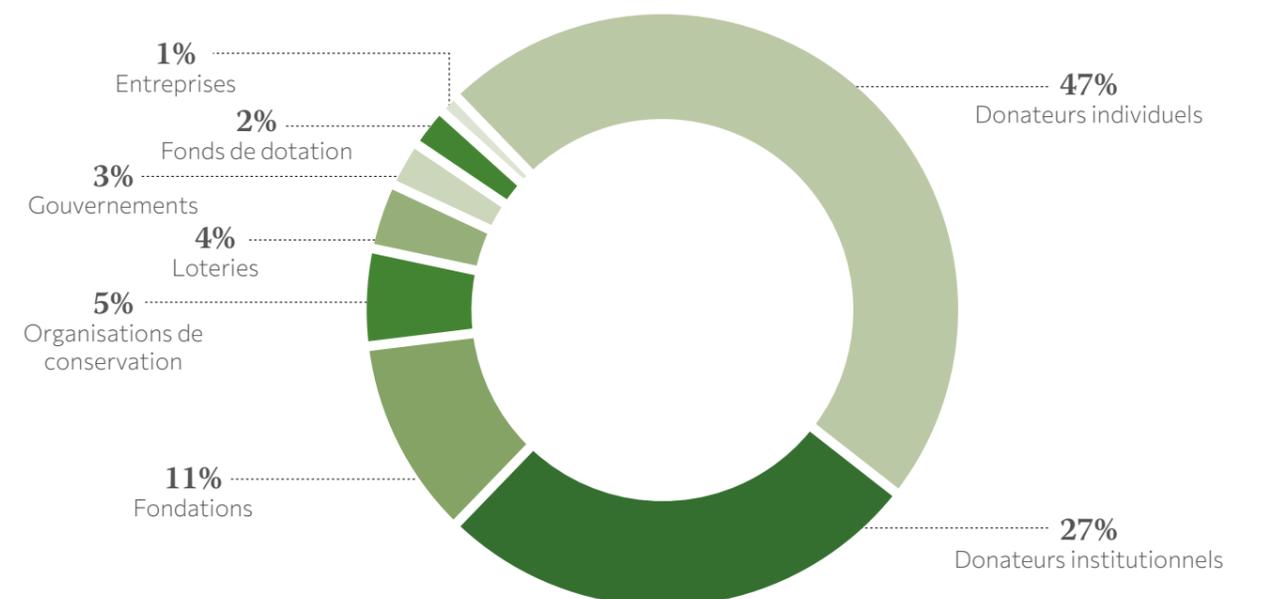
L'organisation contrôle les dépenses du groupe par le biais d'un suivi budgétaire minutieux, les budgets pour l'année étant approuvés à l'avance. Les dépenses réelles par rapport à ces budgets sont contrôlées chaque mois par des comptes de gestion mensuels. Le budget total

2022 approuvé par le conseil d'administration d'APN s'élevait à 103,2 millions \$US, tandis que les dépenses réelles s'élevaient à 106,4 millions \$US. Au cours de l'année 2022, l'APN a été en mesure de réduire certains coûts opérationnels budgétés de 3,6 millions \$US, avec des coûts supplémentaires de 2,8 millions reportés en 2023 en raison de projets financés non achevés en 2022. Ces économies ont été compensées par des dépenses non budgétées pour les nouveaux parcs de Kafue, Boma et Badingilo s'élevant à 7,3 millions \$US. Il est à noter que ce chiffre comprend les revenus et les dépenses des opérations de collecte de fonds aux Etats-Unis et en Europe.

COMPTES DE GESTION DU GROUPE

	Zones protégées 000 \$US	African Parks Network 000 \$US	Total par compte de gestion 000 \$US	Ajustements de consolidation 000 \$US	Total par états financiers 000 \$US
Revenus	95 531	11 700	107 231		97 932
Subventions	87 454	9 424	96 878	(9 299)	87 579
Revenus bruts du parc	8 077	276	8 353	-	8 353
Revenus de la dotation	-	2 000	2 000	-	2 000
Autres revenus	-	-	-	-	-
Dépenses totales du groupe	95 608	10 725	106 394		97 268
Dépenses de fonctionnement	81 937	8 681	90 618	(1 541)	89 077
Dépenses d'investissement	13 501	2 044	15 545	(7 524)	8 021
Perte nette de change	231	-	231	231	231
Excédent net avant impôt	(139)	975	837	(234)	602

SOURCES DE FINANCEMENT DES DONATEURS



ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Les états financiers résumés du groupe ci-joints (les « états financiers résumés ») comprennent un résumé des états financiers audités du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (les « états financiers »).

BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers résumés sont préparés conformément aux concepts du cadre et aux obligations d'évaluation et de comptabilisation des IFRS, ainsi qu'aux exigences de la loi sud-africaine sur les sociétés.

Ils ne contiennent pas toutes les informations requises par les IFRS ni les dispositions de la loi sur les sociétés appliquées à la préparation des états financiers du groupe, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les états financiers résumés sont préparés sur la base de la continuité de l'exploitation.

Ce rapport résumé est extrait d'informations vérifiées, mais n'est pas lui-même vérifié. Les états financiers annuels ont été vérifiés par KPMG Inc., qui a émis une opinion non modifiée à leur sujet. Tant les états financiers annuels vérifiés que le rapport du vérificateur sont disponibles sur le site Internet de l'entreprise. Les administrateurs assument l'entière responsabilité de la préparation des états financiers résumés, et les informations financières ont été correctement extraites des états financiers annuels sous-jacents.

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU RÉSULTAT GLOBAL DU GROUPE

Un état résumé du résultat global du groupe est présenté ci-dessous. Un excédent consolidé pour 2022 de 459 552 \$US a été enregistré (2021 : excédent de 4 423 052 \$US).

	2022 000 \$US	2021 000 \$US	% Variation
Revenus	97 932	87 321	12.1%
Subventions	85 898	80 713	6.4%
Revenus de la dotation	2 000	1 767	13.2%
Autres produits d'exploitation	10 034	4 841	107%
Dépenses administratives	(15 464)	(10 473)	47.7%
Charges liées aux avantages du personnel	(36 990)	(33 782)	9.5%
Dépréciation	(8 022)	(7 238)	10.8%
Autres charges	(36 624)	(42 031)	-13.86%
Résultats des activités opérationnelles	833	4 271	
Différences de change nettes et produits/(charges) financiers	(234)	289	
Excédent avant impôt	599	4 560	
Impôts	(143)	(137)	
Excédent/(déficit) de l'exercice	456	4 423	
Autres revenus/(pertes) globaux	(7)	(400)	
Total de l'excédent/(déficit) global pour l'année	449	4 023	

Les revenus comptabilisés sont fonction des dépenses encourues. African Parks applique le principe du budget équilibré, selon lequel les fonds reçus des donateurs sont d'abord comptabilisés au passif en tant que fonds inutilisés ; une fois utilisés, ces fonds sont alors comptabilisés en tant que subventions. Conformément à l'approche commerciale de la conservation, les coûts encourus sont d'abord financés par les revenus d'exploitation, puis par les subventions. Les frais généraux d'African Parks Network (APN) sont financés en partie par une partie des revenus d'investissement générés par notre fonds de dotation. Les actifs du fonds de dotation ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière d'APN.

L'augmentation des revenus de 12,1% reflète une augmentation des opérations et est due à une combinaison de facteurs :

- Trois nouvelles zones protégées : Kafue, Badingilo et Boma
- Deux zones protégées du portefeuille arrivant à maturité : Parcs nationaux de Nyungwe et Iona

- Changement progressif des opérations dans nos parcs du Bénin pour nous permettre de mieux gérer la situation sécuritaire
- Augmentation des investissements dans la plateforme institutionnelle (siège et investissements régionaux)
- Le reste de l'augmentation des dépenses est lié au retour à la normale des activités dans les autres parcs. Les principaux contributeurs sont le Chinko, Zakouma et l'Ennedi.

Les autres revenus d'exploitation comprennent des revenus commerciaux de 8,3 millions \$US (4,5 millions \$US en 2021). Cette augmentation est principalement due à la reprise du tourisme, en raison de la réduction des restrictions liées au Covid-19. Enfin, les autres recettes d'exploitation comprendraient également les recouvrements des indemnités d'assurance reçues au cours de l'année. Ceux-ci sont négligeables.

Les différences de change nettes et les charges financières comprennent les gains/(pertes) de change réalisés et non réalisés au cours de l'exercice.

ÉTAT ABRÉGÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2022 :

	2022 000 \$US	2021 000 \$US	% Variation
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	61 364	51 465	19,3%
Actif lié au droit d'utilisation	642	188	
Actifs courants			
Stocks et en-cours	1 176	1 147	
Créances et paiements anticipés	21 144	16 949	19,4%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 425	8 912	17%
Total de l'actif	96 775	78 661	
Capitaux propres et passifs			
Capital et réserves			
Réserve de conversion des devises étrangères	(2 171)	(2 164)	
Bénéfices non distribués	7 059	6 540	
Réserve de maintenance	322	322	
Intérêts minoritaires	(733)	(671)	
Passifs non courants			
Impôts différés	1 081	938	
Dettes de location	549	156	
Passif à court terme			
Provisions	287	248	
Dettes commerciales et autres dettes	9 961	4 466	117%
Fonds non utilisés	18 816	17 227	(6,1%)
Dettes de location	90	74	
Produits différés	61 496	51 524	19,3%
Total des capitaux propres et des passifs	96 775	78 661	

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 15,5 millions \$US et représentent des investissements dans les infrastructures, les équipements, les véhicules à moteur, les radios, les avions, etc.

L'augmentation des immobilisations corporelles est principalement due à l'achat de l'hélicoptère B2 (1,3 million \$US) au siège d'APN à Johannesburg, ainsi qu'à la construction des sièges de Bazaruto, Iona et Kafue. Il est intéressant de noter que nous capitalisons tous les EPI (articles individuels dépassant 500 \$US et dont la durée de vie est supérieure à un an) car nous contrôlons l'utilisation de ces articles. Si APN quittait un parc, il ne serait pas en mesure de conserver l'utilisation de la plupart des biens d'équipement relatifs à ce parc et devrait comptabiliser une perte lors de la « cession ». Tous les avions restent au nom d'APN et peuvent être réaffectés à d'autres parcs.

En ce qui concerne les créances et les paiements anticipés, 12,9 millions \$US de ce solde se rapportent aux créances sur les donateurs et 6 millions aux créances sur les entités affiliées telles que l'African Parks Foundation

of America. Le reste est constitué de paiements anticipés, de dépôts et d'autres débiteurs divers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une combinaison de fonds détenus localement par les parcs dans leurs banques locales, de fonds détenus par les parcs en tant que petite caisse, et de fonds détenus par APN dans ses comptes offshore. Le groupe a été exposé à la fin de l'année aux francs centrafricains (CFA) et aux rands sud-africains (ZAR), les parcs détenant un total de 1 million \$US en CFA et le siège d'APN détenant 2 millions \$US en ZAR.

Un solde d'imposition différée a existé dans les livres des parcs rwandais.

Les fonds non utilisés représentent les subventions reçues non utilisées pendant l'année en cours. La raison de cette non-utilisation est qu'il s'agit de fonds non affectés qui seront utilisés en 2023, qu'ils sont affectés à des activités spécifiques n'ayant pas encore eu lieu ou qu'il s'agit de fonds excédentaires collectés. Ils sont détenus sous forme de liquidités et de créances et ne sont décaissés que dans le cadre du projet et de la période prévus.

LA COMPOSITION DE CES FONDS INUTILISÉS ÉTAIT LA SUIVANTE À LA FIN DE L'ANNÉE :

Niveau de restriction	2022 Groupe	2022 Société	2021 Groupe	2021 Société
Affecté au niveau du parc	84%	75%	67%	62%
Réserves aéronautiques affectées	1%	3%	4%	15%
Non affecté au niveau du parc	8%	6%	22%	0%
Non affecté au niveau du portefeuille	7%	16%	6%	2%

Les produits différés représentent les fonds des donateurs qui ont été dépensés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les produits différés sont transférés au compte de résultat en tant que revenus des donateurs au fur et à mesure de l'amortissement de ces biens. Ce traitement des produits différés permet une meilleure adéquation entre les recettes et les dépenses.

ÉTAT ABRÉGÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022 :

	Réserve de conversion des devises étrangères 000 \$US	Réserve de maintenance 000 \$US	Bénéfices non distribués 000 \$US	Total 000 \$US	Intérêts minoritaires 000 \$US	Total 000 \$US
Solde au 01 janvier 2020	(1 748)	322	2 106	680	(612)	68
Déficit de l'exercice			(34)	(34)	(13)	(47)
Autres éléments du résultat global	(16)			(16)		(16)
Solde au 01 janvier 2021	(1 764)	322	2 072	630	(625)	5
Excédent de l'exercice			4 468	4 468	(45)	4 423
Autres pertes globales	(400)			(400)		(400)
Solde au 31 décembre 2021	(21 164)	322	6 540	4 698	(670)	4 028
Excédent de l'exercice			519	519	(63)	456
Autres pertes globales	(7)					(7)
Solde au 31 décembre 2022	(2 171)	322	7 059	5 209	(733)	4 476

La réserve de conversion des devises étrangères est le résultat de la consolidation des parcs qui ont des monnaies fonctionnelles autres que le dollar américain.

TABLEAU ABRÉGÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022 :

	2022 000 \$US	2021 000 \$US
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	17 852	14 464
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(17 858)	(12 278)
Rentrées / (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 519	(10 121)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 514	(7 935)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année	8 912	16 847
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	10 426	8 912

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des bénéfices non distribués et des fonds des donateurs reçus mais non encore dépensés pour les programmes désignés.

GOUVERNANCE

Une bonne gouvernance, des contrôles internes rigoureux et une gestion financière professionnelle : tels sont les principaux terrains où s'exerce la vigilance d'African Parks.

African Parks Network (APN), son principal organe directeur basé à Johannesburg, est une société à but non lucratif enregistrée conformément à la section 10 de la loi sur les sociétés d'Afrique du Sud. APN est l'entité stratégique et décisionnelle responsable du business plan de chacun des parcs, de la détermination des investissements en capital, des budgets de fonctionnement, des procédures opérationnelles standard et du recrutement de gestionnaires qualifiés.

Son conseil d'administration, composé d'un membre exécutif et de sept membres non exécutifs, est chargé de la gouvernance générale de l'organisation. Trois sous-comités spécialisés – le comité des finances, des risques et de l'audit, celui des rémunérations et des ressources humaines et celui de la conservation – veillent à renforcer encore l'accent mis sur la gouvernance.

Chaque parc géré par African Parks dispose d'un conseil d'administration local représenté par des institutions partenaires, des acteurs clés et APN. Il rend compte directement au gouvernement de la gestion professionnelle du parc. Les parcs sont tenus de fonctionner conformément aux procédures

opérationnelles standard définies par APN. Les rapports de gestion comprennent la préparation de comptes de gestion mensuels, de budgets annuels et de business plans annuels, examinés et approuvés par la direction d'African Parks Network. Tous les employés sont tenus de signer un code de conduite et d'observer les règles d'éthique les plus strictes. La liaison avec les parties prenantes d'African Parks, à savoir le gouvernement local, les communautés, les donateurs, les employés et les organisations affiliées, est assurée par des canaux de communication formels, comme spécifié dans le manuel des procédures opérationnelles standard.

Les états financiers du groupe sont conformes aux International Financial Reporting Standards (IFRS) et vérifiés par KPMG Afrique du Sud.

APN compte des organisations affiliées en Allemagne (African Parks Foundation Germany), aux États-Unis (African Parks Foundation of America), aux Pays-Bas (Stichting African Parks Foundation), au Royaume-Uni (African Parks UK) et en Suisse (African Parks Foundation Switzerland). Ces entités juridiques distinctes, dotées d'un statut caritatif, ont pour objectif de poursuivre la mission d'African Parks ; elles sont régies par des conseils d'administration indépendants mais sont liées par un accord de collaboration garantissant un objectif commun à tous.

REJOIGNEZ-NOUS

African Parks est la principale organisation de gestion des zones protégées en Afrique. Lorsque vous faites un don à African Parks, vous ne protégez pas seulement les paysages et la faune emblématiques de l'Afrique ; vous contribuez également à faire vivre des communautés et à restaurer la santé de la planète. Grâce à notre travail et à l'impact que nous exerçons, nous créons des lieux sûrs où sont créés des emplois, où sont financées des entreprises durables, où sont construites des écoles, où sont déployées des unités de santé mobiles et où commencent à se développer des économies basées sur la conservation. Nous opérons à grande échelle et sommes entièrement responsables de chaque dollar qui nous est confié ainsi que de chaque aspect de la gestion des parcs, garantissant ainsi que les fonds connaissent l'emploi le plus immédiat et le plus direct. Notre vision : participer à la protection de 30% de la biodiversité africaine d'ici 2030. Vu notre bilan, nous sommes convaincus de disposer de la stratégie propre à atteindre cet objectif. Votre soutien, qu'il soit important ou non, nous aidera à atteindre cet objectif pour le plus grand profit des populations et de la faune.

Nous vous remercions de votre confiance. Si vous souhaitez en savoir plus, n'hésitez pas à nous contacter :

HELGE MAHNE

Directeur du financement mondial
helgem@africanparks.org

TINEKE FLOOR

Directrice African Parks Europe
tinekef@africanparks.org

SARAH WILSON

Directrice exécutive par intérim États-Unis
sarahw@africanparks.org

VEGA HALL MARTIN EMBREE

Directeur African Parks Asie
vegahme@africanparks.org



africanparks.org